

RAPPORT SUR LA SOLVABILITE ET LA SITUATION FINANCIERE 2016

Le présent rapport est le rapport sur la solvabilité et la situation financière (*Solvency and Financial Condition Report* – SFCR) (le « Rapport ») d'AXA Belgium pour l'exercice 2016 conformément à l'article 51 de la Directive 2009/138/EC (la « Directive ») et aux articles 290 à 298 du Règlement délégué (UE) 2015/35 (le « Règlement » et, ensemble avec la Directive, la « Règlementation Solvabilité II »), tels que repris par la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance.

Présentation de l'information

Dans ce rapport, sauf mention contraire, les expressions « AXA Belgium », la « Société » et la « Compagnie » désignent la société AXA Belgium S.A./N.V.. Les termes « Groupe AXA », « AXA » et le « Groupe » désignent AXA, S.A., société anonyme de droit français et société mère cotée du Groupe AXA auquel appartient AXA Belgium, ensemble avec ses filiales consolidées directes et indirectes.

Synthèse

Au cours des dernières années, l'Union Européenne a élaboré un nouveau régime réglementaire pour les assureurs européens qui est finalement entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016 suite à l'adoption de la directive Solvabilité II sur l'accès aux activités de l'assurance directe et de la réassurance, transposée en droit belge par la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance et de réassurance. L'objectif de ce dispositif est d'établir un régime de solvabilité mieux adapté aux risques encourus par les assureurs, et de construire un système commun à tous les États membres de l'Union européenne. Le cadre de la réglementation Solvabilité II s'appuie sur trois piliers : (1) le Pilier 1 recouvre les exigences quantitatives de capitaux propres, les règles d'évaluation des actifs et passifs ainsi que les exigences de capital et leur calcul, (2) le Pilier 2 recouvre les exigences qualitatives relatives à la gouvernance et au management des risques encourus par les assureurs ainsi que la supervision effective des assureurs et notamment l'exigence pour les assureurs de procéder à une évaluation interne des risques et de la solvabilité (*Own Risk and Solvency Assessment* – « ORSA ») et d'en communiquer les résultats à l'autorité de contrôle dans le cadre du processus de contrôle prudentiel et (3) le Pilier 3 concerne les exigences accrues en matière de reporting et de communication d'informations au public et aux autorités de contrôle. Ce dispositif couvre, entre autres, la valorisation des actifs et des passifs, le traitement des groupes de sociétés d'assurance, la définition de la notion de capital et le niveau de capital requis.

/ Chiffres clefs

(En millions d'euros -excepté les données ratio de solvabilité)	2016	2015
Données du compte de résultat		
Chiffre d'affaires total	3.258	3.688
Résultat net des opérations courantes (hors résultat financier du segment Dommages)	219	-131
Résultat financier net du segment Vie & Epargne	1.841	1.335
Résultat net	222	-98
Données issues du bilan SII de la Société		
Total actif	50.492	53.761
Capital disponible	3.751	4.279
Données sur le capital requis		
Capital de Solvabilité Requis (CSR)	2.274	2.104
Ratio de Solvabilité II	165%	203%

/ Synthèse et faits marquants

ACTIVITE ET RESULTATS	<p>Le chiffre d'affaires total a diminué de 12% à 3.258 millions d'euros. Ce recul est attribuable au segment Vie & Epargne, partiellement compensé par une augmentation dans le segment Dommages :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le chiffre d'affaires du segment Vie & Epargne a baissé de 30% à 1.203 millions d'euros suite à la décision stratégique de recentrer les activités d'AXA Belgium sur la protection et la pension et de sortir de la ligne des produits d'investissements particuliers. • Le chiffre d'affaires du segment Dommages a augmenté de 4% à 2.054 millions d'euros essentiellement expliqué par la comptabilisation d'une prime one-off en Réassurance acceptée, par de nouveaux partenariats et par le segment PME. <p>Le résultat opérationnel (hors résultat financier du segment Dommages) a augmenté de 350 millions d'euros à 219 millions d'euros :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le résultat opérationnel du segment Vie & Epargne, s'est élevé à 227 millions d'euros, cette croissance est principalement due à l'absence de renforcement de la provision pour aléas financiers en 2016 et à une baisse des coûts. • Le résultat opérationnel du segment Dommages a été négatif à hauteur de 8 millions d'euros, cette décroissance est principalement due à la hausse des charges liées aux catastrophes naturelles (55 millions d'euros en 2016, contre 17 millions d'euros en 2015), aux attentats terroristes et à une évolution défavorable des provisions pour sinistres sur les exercices antérieurs, partiellement compensée par une diminution des sinistres graves. <p>Le résultat financier net a augmenté de 38% ou 506 millions d'euros à 1.841 millions d'euros :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le résultat financier net en Vie & Epargne s'est élevé à 1.533 millions d'euros (+43% ou +463 millions d'euros) principalement en raison d'une hausse de 461 millions des plus et moins-values réalisées provenant majoritairement de la vente d'obligations dans le cadre de l'action de rachat en Crest 20. • Le résultat financier net en Dommages s'est élevé à 308 millions d'euros (+16% ou +43 millions d'euro) principalement en raison d'une amélioration des variations de provisions sur placements de 45 millions d'euros et ce surtout sur des fonds d'investissements, d'une hausse de 35 millions d'euros des plus et moins-value nettes majoritairement réalisées sur des cessions d'actions. Par contre, les produits nets de placements se dégradent de 38 millions particulièrement suite à une baisse des dividendes des fonds d'investissements.
GOUVERNANCE	<p>À fin 2016, la structure de gestion d'AXA Belgium s'articule autour d'un Conseil d'Administration et d'un Comité de Direction.</p> <p>Le Conseil d'Administration a trois comités spécialisés : (1) Le Comité d'Audit, (2) le Comité des Risques et (3) le Comité de Nomination et Rémunération.</p> <p>Comme décrit dans la Section B.1 de ce rapport, AXA Belgium opère avec 4 fonctions de contrôle indépendantes en accord avec la régulation Solvabilité II : 1) la fonction gestion des risques, 2) la fonction <i>compliance</i>, 3) la fonction audit interne et 4) la fonction actuarielle. Chaque fonction a un accès direct au Conseil d'Administration.</p> <p>La Gestion des Risques est représentée au Comité de Direction par le <i>Chief Risk Officer</i> (CRO).</p> <p>Le <i>framework</i> de gestion des risques de l'entreprise est basé sur une culture de risque forte et s'articule autour des cinq piliers suivants :</p>

1. Indépendance et exhaustivité de la gestion des risques :

Le *Chief Risk Officer* est indépendant des unités opérationnelles (“première ligne de défense”) et de l’audit interne (“troisième ligne de défense”). Le département de gestion des risques, de même que les départements *Compliance & Internal Control* et la fonction actuarielle constituent la « seconde ligne de défense » dont l’objectif est de développer, de coordonner et de monitorer le *risk framework* au sein d’AXA Belgium ;

2. Définition des limites de tolérance au risque de la Société ;

3. Seconde opinion systématique sur les processus clefs ;

4. Modèle interne solide ; et

5. Gestion des risques proactive.

Afin de gérer ces risques, AXA Belgium a mis en place un système complet de contrôle interne pour s’assurer que les dirigeants exécutifs soient correctement informés des risques significatifs, qu’ils disposent de l’information et des outils nécessaires pour analyser et gérer adéquatement ces risques, et que les états financiers de la Compagnie et du Groupe soient exacts.

Les mécanismes et procédures de ce système incluent principalement :

- Les structures de gouvernance d’entreprise qui permettent d’assurer une supervision et une gestion appropriées des activités de la Compagnie, ainsi qu’une allocation claire des rôles et responsabilités au plus haut niveau ;
- Le Contrôle Interne Sur le Reporting Financier d’AXA (*Internal Control Over Financial Reporting – ICOFR*), un processus conçu sous la supervision de son Directeur Financier afin d’assurer de façon raisonnable la fiabilité du reporting financier et l’établissement des États Financiers Consolidés d’AXA ;
- Des contrôles et des procédures qui permettent aux dirigeants de disposer des informations pertinentes pour les processus décisionnels et que les publications relatives aux informations importantes (financières ou non-financières) sont correctes, complètes et disponibles à temps.

Ces mécanismes et procédures, pris dans leur ensemble, constituent un environnement de contrôle complet que les dirigeants pensent adéquat et bien adapté aux activités d’AXA Belgium.

Changements en 2016

Au cours de l’année 2016, un Comité des Risques a été établi au niveau du Conseil d’Administration afin de se conformer aux exigences réglementaires belges.

Le Comité des Risques conseille le Conseil d’Administration sur la stratégie et le niveau de tolérance au risque, tant actuels que futurs et assiste le Conseil d’Administration lorsqu’il supervise la mise en œuvre de la stratégie par le Comité de Direction.

Le modèle interne du Groupe AXA offre un outil concret et puissant pour contrôler et mesurer l’exposition aux risques, en conformité avec le cadre Solvabilité II.

Voici les trois catégories de risques, de la catégorie qui aurait le plus grand impact à celle qui en aurait le moins :

A. Risques relatifs aux marchés financiers et à la position financière

À travers son activité principale de protection financière et à travers le financement de ses activités, AXA Belgium est exposée aux risques de marché financier.

<p style="text-align: center;">PROFIL DE RISQUE</p>	<p>De nombreuses techniques de gestion des risques sont utilisées pour contrôler et optimiser le niveau de risque de marché auquel AXA Belgium, les autres entités, et le Groupe lui-même sont exposés (<i>Asset Liability Management (ALM)</i>, niveaux de tolérance fixés, suivi régulier des risques).</p> <p>Les principaux risques financiers pour AXA Belgium sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ risques de taux d'intérêt, <i>spread</i> et action liés aux activités opérationnelles ; ▪ risque de crédit ; ▪ risque de liquidité. <p>B. Risques liés à la nature des activités, aux produits et aux opérations</p> <p>Les risques d'assurance pour les activités Vie et Non-Vie sont couverts à travers 4 processus :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Contrôles de risques sur les nouveaux produits complétant les règles de souscription et les analyses de rentabilité ; ▪ Optimisation des stratégies de réassurance afin de limiter les expositions maximales en protégeant la solvabilité, en réduisant la volatilité et en diminuant les risques, pour profiter de la diversification ; ▪ Revue des réserves techniques, incluant une analyse <i>roll-forward</i> ; ▪ Suivi des risques émergents (en ce compris les risques liés à la sécurité de l'information) pour partager l'expertise dans les communautés de souscription et de gestion des risques. <p>C. Risques liés à l'environnement réglementaire et concurrentiel en constante évolution dans lequel AXA Belgium opère</p> <p>En plus des risques qui engendrent une charge en capital, AXA Belgium considère également le risque de réputation, le risque stratégique, le risque réglementaire, ainsi que les menaces émergentes et l'impact de scénarios transversaux averses.</p>
<p style="text-align: center;">VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITÉ</p>	<p>Le bilan Solvabilité II d'AXA Belgium est préparé au 31 décembre. Le bilan est préparé conformément à la réglementation Solvabilité II.</p> <p>Les actifs et passifs sont évalués sur base de l'hypothèse d'une continuité de l'exploitation de la Société.</p> <p>Les provisions techniques sont comptabilisées s'agissant de toutes obligations en matière d'assurance et réassurance envers les assurés et les bénéficiaires des contrats d'assurance et de réassurance. La valeur des provisions techniques correspond au montant que la Société devrait payer si elle transférait sur le champ ses engagements d'assurance et de réassurance à une autre entreprise d'assurance ou de réassurance.</p> <p>Les autres actifs et passifs sont comptabilisés conformément aux normes IFRS et aux interprétations du Comité IFRS d'Interprétations telles qu'approuvées par l'Union européenne avant la date de clôture avec une date d'application obligatoire au 1er janvier 2016. Ceci sous réserve que ces normes et interprétations comprennent des méthodes d'évaluation qui sont conformes aux méthodes d'évaluation du marché tels que définies dans l'Article 75 de la directive Solvabilité II 2009/138/EC :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les actifs seront évalués au montant auquel ils pourraient être échangés entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale ; • Les passifs seront évalués au montant auquel ils pourraient être transférés, ou réglés, entre parties bien informées consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale (sans ajustement pour le risque de crédit propre à la Société). <p>Il n'y a pas eu de changements matériels dans la méthode d'évaluation retenue pour remplir les exigences de la Directive pour la période concernée.</p>

GESTION DE CAPITAL	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les ressources financières disponibles (également appelé “Available Financial Resources” ou “AFR”) ont baissé de 4.279 millions d’euros au 31 décembre 2015 à 3.751 millions d’euros au 31 décembre 2016. ▪ Le capital économique est entièrement composé d’éléments de « niveau 1 », sans fonds propres auxiliaires, sans aucun élément sujet à des mesures transitoires et sans aucune dette subordonnée. <p>Le ratio de solvabilité d’AXA Belgium atteignait 165% au 31 décembre 2016, contre 203% au 31 décembre 2015.</p> <p>Au 31 décembre 2016, le capital de solvabilité requis d’AXA Belgium s’élevait à 2.274 millions d’euros (après impôts).</p> <p>Le capital minimum requis pour AXA Belgium au 31 décembre 2016 s’élevait à 1.023 millions d’euros (en baisse de 523 millions d’euros par rapport à 2015).</p> <p>Aucune opération au cours de l’exercice 2016 n’a eu d’impact significatif sur la gestion du capital de la Société.</p>
---------------------------	--

A

ACTIVITE ET RESULTATS

A.1 Activité

Actionnaires principaux et parties liées

Aperçu des activités

Événements significatifs

A.2 Résultats de souscription

Segment Vie et Épargne

Segment Dommages

A.3 Résultats des investissements

Résultat des placements nets de frais

Gains et pertes directement comptabilisés en fonds propres

Investissements en titrisation

A.4 Résultats des autres activités

Résultat net

Contrats de location

A.5 Autres informations

A.1 Activité

/ Informations générales

La société AXA Belgium S.A./N.V. est une société anonyme d'assurance de droit belge. Elle est détenue à 96,93% par la société AXA Holdings Belgium, société anonyme de droit belge ayant son siège social en Belgique, elle-même détenue à 100% par AXA S.A., société anonyme de droit français.

Le métier d'AXA Belgium consiste à accompagner ses clients (particuliers, PME et grandes entreprises) en répondant à leurs besoins à chaque étape de leur vie et de leur développement, par des produits et services d'assurance, de prévoyance et d'épargne.

/ Information sur la société

AXA Belgium est une société anonyme de droit belge agréée en Belgique ayant son siège social à la Place du Trône 1, 1000 Bruxelles Belgique. Le numéro de téléphone est le +32 (0)2 678 61 11.

Autorité de surveillance

L'activité d'AXA Belgium est encadrée par les directives européennes et par les législations et par la réglementation belge. Les principales autorités publiques de régulation et de contrôle pour le secteur financier, dont relèvent les sociétés d'assurance, sont la Banque Nationale de Belgique (« BNB »), l'Autorité des Services et Marchés Financiers (« FSMA ») et le Fonds des Accidents du Travail (« FAT »), pour ce qui est de cette activité spécifique.

Banque Nationale de Belgique

Adresse : Rue de Berlaymont 14
1000 Bruxelles
Belgique

Téléphone : +32 (0)2 221 21 11

Autorité des Services et Marchés Financiers

Adresse : Rue du Congrès 12-14
1000 Bruxelles
Belgique

Téléphone : +32(0)2 220 52 11

Fonds des Accidents du Travail

Adresse : Rue du Trône, 100
1050 Bruxelles
Belgique

Téléphone : + 32 (0)2 506 84 48

Le Groupe AXA est engagé dans des activités réglementées à un niveau mondial à travers de nombreuses filiales opérationnelles. Les activités principales du Groupe, l'assurance et la gestion d'actifs, sont soumises à une réglementation et à une surveillance extensive dans chacune des différentes juridictions où le Groupe opère. La principale autorité de supervision du Groupe AXA est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR »), dont les coordonnées sont les suivantes :

Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

Adresse : 61, rue Taitbout – 75436 Paris Cedex 9, France
Téléphone : + 33 (0)1 49 95 40 00

Contrôleurs légaux des comptes

Titulaire

Les commissaires aux comptes titulaires de l'entreprise sont :

PwC, Reviseurs d'Entreprises, scrl Woluwedal 18, 1932 Sint-Stevens-Woluwe, représenté par Monsieur Tom Meuleman. PwC est affilié à l'institut des Réviseurs d'Entreprises à Bruxelles.

/ Actionnaires principaux et parties liées

Répartition du capital

AXA Belgium est détenue à 96,93% par AXA Holdings Belgium, elle-même filiale à 100% d'AXA S.A., société anonyme de droit français qui détient également 3,07% du capital d'AXA Belgium.

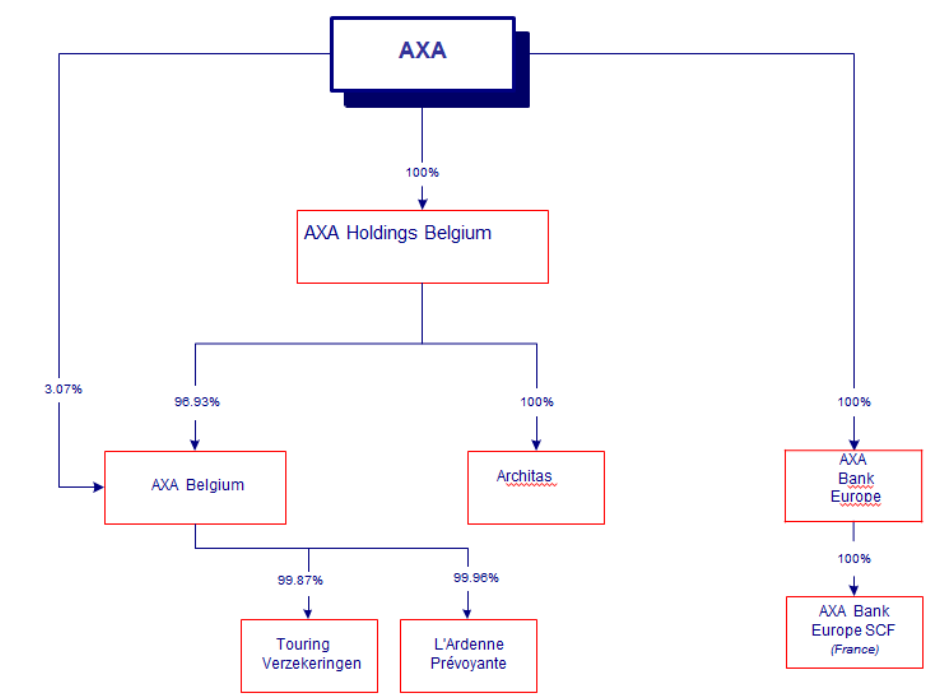
Au 31 décembre 2016, le capital souscrit et appelé d'AXA Belgium S.A. s'élève à 514 millions d'euros. Les actions d'AXA Belgium S.A. n'ont pas de valeur faciale. A la fin de l'exercice 2016, le nombre d'actions AXA Belgium s'élève à 312.789.

Entreprises liées principales

Société mère et filiales (compagnies d'assurance)	Forme Juridique	Pays	31 décembre 2016		31 décembre 2015	
			Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts du Groupe
AXA Belgium	Société anonyme	Belgique	Société Mère		Société Mère	
L'Ardenne Prévoyante	société anonyme	Belgique	99.96	99.96	99.96	99.96
Les Assurés Réunis ¹	société anonyme	Belgique	-	-	100.00	100.00
Touring Assurances	société anonyme	Belgique	99.87	99.87	99.87	99.87

¹ Les Assurés Réunis n'étant plus une société d'assurance depuis octobre 2015, elle ne fait donc plus partie du périmètre de consolidation

Organigramme simplifié de la partie du Groupe AXA comprenant les sociétés de droit belge du Groupe au 31/12/2016



Architas et AXA Bank Europe sont des sociétés anonymes de droit belge, localisées en Belgique.

/ Aperçu des Activités

Vie, épargne et retraite

Dans le segment Vie & Epargne, AXA Belgium opère uniquement en Belgique.

Les produits Vie & Epargne d'AXA Belgium incluent une vaste gamme de produits d'Investissement & Epargne ainsi que des produits de Protection & Santé vendus à des particuliers et à des entreprises. Les produits Vie & Epargne offerts par AXA Belgium comprennent Vie temporaire, Vie entière, Capital garanti, Rentes différées, Rentes immédiates et d'autres produits liés à des investissements.

Domage

Dans le segment Domage, AXA Belgium opère principalement en Belgique.

Dans le segment Domage, AXA Belgium offre une vaste gamme de produits, incluant automobile, habitation, biens, responsabilité civile et santé aux particuliers et aux entreprises. En outre, AXA Belgium offre des services techniques pour soutenir les politiques de prévention dans les entreprises.

/ Événements significatifs

Attentats du 22 mars à Maelbeek et Zaventem

En premier lieu, ces attentats ont eu des conséquences énormes pour les victimes et leurs proches tant sur le plan physique, émotionnel que matériel.

En ce qui concerne la répartition des frais entre les assureurs, chaque assureur qui est affilié au « Terrorism Reinsurance and Insurance Pool », comme c'est le cas pour AXA Belgium, participe à l'ensemble des frais, au pro rata de sa part de marché. C'est principalement le segment Dommage qui a été impacté.

Acquisition du portefeuille d'assurances « Family Protect »

Avec effet au 28 septembre 2016, AXA Belgium a repris tous les droits et obligations afférents aux contrats d'assurance conclus par Family Protect, entreprise d'assurances de droit français, en libre prestation de services avec des preneurs domiciliés en Belgique.

Acquisition du portefeuille d'assurances « AEDES »

Avec effet au 1er juillet 2016, AXA Belgium a repris des compagnies P&V ASSURANCES et ARCES leurs droits et obligations dans certaines polices d'assurance commercialisées sous la dénomination AEDES via les agences de souscription AEDES et AEDES VLAANDEREN.

Crest-20 buy-back

Dans le contexte des nouvelles exigences de fonds propres résultant de la directive Solvabilité II, les contrats Crest-20 souscrits entre mai 1989 et fin janvier 2001 représentent un poids réglementaire qu'AXA Belgium a souhaité alléger.

Parallèlement, dans le contexte des taux d'intérêt historiquement bas, d'importantes plus-values latentes ont été constatées sur le fonds sous-jacent (composé principalement d'obligations).

La conjonction de ces deux éléments a amené AXA Belgium à proposer à ses clients un rachat total de leur contrat Crest-20, tout en leur permettant de bénéficier d'une prime de sortie de 25 % de leur réserve moyenne de l'année. Plus de 18.000 clients ont répondu positivement à l'offre, représentant 70% des réserves totales.

Obtention de la dispense de dotation à la PCV (Provision Complémentaire Vie)

La législation Belge requiert que les assureurs constituent une provision qui couvre le risque de taux lié aux activités vie et accidents de Travail (PCV – Provision Complémentaire Vie). Jusque fin 2012, les entreprises pouvaient obtenir une dispense de dotation pour cette provision sur la base d'un dossier présenté à la BNB. Cette dernière avait dès lors la possibilité d'octroyer (ou pas) la dispense demandée. Le système de dispense ayant été suspendu entre 2013 et 2015, AXA Belgium a réalisé en 2015 une dotation à la PCV de 452 millions d'euros.

Dans le courant de 2016, la réglementation Solvabilité II a été transposée en droit Belge, permettant aux entreprises d'assurance d'obtenir de nouveau une dispense de dotation à la PCV. Une dispense est octroyée si l'entreprise satisfait aux conditions suivantes: (i) avoir un ratio Solvabilité II satisfaisant (en ignorant les mesures transitoires) et (ii) passer certains *stress tests*.

Pour l'année 2016 AXA Belgium a reçu une dispense de la part de la BNB et n'a donc pas réalisé de dotation à la PCV.

Central Risk Carrier

Le contrat de réassurance quote-part à concurrence de 10%, conclu début 2016 entre AXA Belgium et AXA Global Life dans le cadre du projet « Central Risk Carrier » (CRC), visait à renforcer le ratio de solvabilité de la société pour atténuer la volatilité des fonds propres économiques et réduire l'exposition aux risques de taux et de *spread*.

Les récentes évolutions au niveau de leurs activités respectives ont toutefois conduit AXA Belgium et AXA Global Life à mettre un terme au projet CRC au 31 décembre 2016. En effet, pour AXA Belgium en particulier, l'opération 'Crest 20 buy-back' (voir ci-avant) entamée en 2016 constitue une alternative appropriée, capable de remplir les objectifs du projet CRC, à savoir le renforcement de la solvabilité et la gestion optimale des fonds propres.

Emploi

Le 5 septembre 2016, la direction d'AXA Belgium a réuni un conseil d'entreprise extraordinaire afin de présenter son plan stratégique à l'horizon 2020 et les conséquences sur l'emploi. Ce plan stratégique 2020 repose sur trois axes principaux :

- un recentrage sur les activités qui font la force d'AXA Belgium, à savoir les assurances dommages et les assurances pension pour les employeurs, les indépendants et les particuliers. Ce choix stratégique consiste à arrêter de proposer de nouveaux contrats d'assurance-placement individuels ;
- une accélération de la transformation digitale via des investissements pour un montant de 200 millions d'euros, afin d'offrir des services personnalisés, plus rapides et plus performants aux courtiers et aux clients ;
- une simplification organisationnelle et une amélioration de la structure de coûts afin de gagner en efficacité et en agilité.

Ce plan stratégique, incluant notamment les modalités de départ des personnes concernées, a été approuvé par l'ensemble des syndicats avec la signature d'une nouvelle convention collective de travail le 22 décembre 2016. Elle vise entre autres à limiter le nombre de licenciements secs par le recours au Régime de Chômage avec Complément d'entreprise.

A.2 Résultats de souscription

Segment Vie & Epargne

AXA Belgium offre une vaste gamme de produits Vie & Epargne comprenant des produits d'épargne Individuelle et Collective ainsi que des produits Vie et Santé tant aux particuliers qu'aux entreprises.

/ Résultat de souscription cumulé

Produits et charges opérationnels

(En millions d'euros)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Chiffre d'affaires	1.203	1.707
Marge financière	241	316
Chargements et autres revenus	133	138
Marge technique nette	67	-383
Coûts totaux	-214	-237
Amortissement des valeurs de portefeuille	0	0
Résultat opérationnel	227	-166

La **marge financière opérationnelle** a diminué de 75 millions d'euros (-24%) et s'élève à 241 millions d'euros en raison de la baisse de 42 millions d'euros des revenus financiers nets majoritairement suite à une diminution des revenus d'obligations quelque peu compensée par des dividendes exceptionnels dans des organismes de placements collectifs et dans des sociétés immobilières ainsi que par la cession de 10% des revenus financiers nets réalisés durant l'année 2016 dans le cadre du contrat de réassurance avec le Groupe. Une baisse des intérêts techniques et participations bénéficiaires est également à noter.

Les **chargements et autres revenus** ont diminué de 6 millions d'euros (-4%) en raison du recul du chiffre d'affaires et représentent 133 millions d'euros en 2016.

La **marge technique nette** a progressé de 451 millions d'euros pour atteindre 67 millions d'euros suite à la dispense de dotation à la provision pour aléas financiers en 2016 et à la réassurance du résultat 2016 dans le cadre du contrat de réassurance avec le Groupe (contrepartie de la cession du résultat financier) partiellement compensés par une mortalité moins favorable.

Les **coûts totaux** ont diminué de 23 millions d'euros (10%) et s'élèvent à -214 millions d'euros en raison du recul des frais généraux d'acquisition suite à la mise en place d'un programme de réduction des coûts ainsi que de plus faibles commissions d'acquisition liées à des volumes plus faibles.

/ Résultats de souscription par zone géographique

Dans le segment Vie & Epargne, AXA Belgium opère uniquement en Belgique.

/ Résultats de souscription par gamme de produits

La table ci-dessous présente le chiffre d'affaires pour les principales gammes de produits

Chiffre d'affaires par gamme de produits

<i>(En millions d'euros sauf pourcentages)</i>	2016		2015	
Fonds général Prévoyance (y compris Prévoyance avec composante épargne)	807	67%	856	50%
Fonds général Investissements & Épargne	302	25%	387	23%
Unités de Compte	94	8%	464	27%
Autres	-	-	-	-
TOTAL	1.203	100%	1.707	100%

Le **chiffre d'affaires** a diminué de 30% soit une baisse de 504 millions d'euros et s'établit à 1.203 millions d'euros.

- Les revenus en Fonds général Prévoyance (67% du chiffre d'affaires) ont diminué de 49 millions d'euros (-6%) principalement suite à des événements non récurrents en 2015 dans les produits de Protection Vie Collective ;
- Les revenus en Fonds général Investissements & Épargne (25% du chiffre d'affaires) ont diminué de 85 millions d'euros (-22%) majoritairement en raison des ventes plus faibles du produit hybride² Oxylife Secure, en ligne avec la stratégie de recentrer les activités d'AXA Belgium sur la protection et la pension et de sortir de la ligne des produits d'investissements particuliers ;
- Les revenus en Unités de Compte (8% du chiffre d'affaires) ont chuté de 370 millions d'euros (-80%) avant tout suite à des ventes plus faibles du produit hybride Oxylife Invest, en ligne avec la stratégie décrite précédemment.

Segment Dommages

/ Résultat de souscription total

Produits et charges opérationnels

<i>(En millions d'euros excepté les pourcentages)</i>	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Chiffre d'affaires	2.054	1.981³
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	67,5%	68,1%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	69,8%	67,5%
Résultat technique net avant chargements	624	645
Taux de chargement	30,6%	30,8%
Résultat opérationnel hors résultat financier	(8)	35
Ratio combiné	100,4%	98,2%

Le **Résultat technique net avant chargements** a diminué de 21 millions et s'élève à 624 millions d'euros en 2016 :

² Produit hybride: Produit d'épargne qui permet aux clients d'investir en même temps dans des fonds d'unités de compte et le fonds général

³ Sans les Assurés Réunis (LAR)

- Le ratio de sinistralité de l'exercice courant a légèrement diminué de 0,6 point et s'établit à 67,5% en raison d'une amélioration de la sinistralité attritionnelle et d'une diminution des sinistres graves partiellement compensées par une hausse des charges en raison des sinistres liés aux catastrophes naturelles (pas d'évènements importants en 2015) et aux attentats terroristes.
- Le ratio de sinistralité tous exercices a augmenté de 2,3 points et atteint 69,8% suite à une évolution négative des provisions sur les années antérieures, compensée partiellement par l'amélioration de la sinistralité de l'exercice courant.

Le **taux de chargement** a légèrement diminué et s'élève en 2016 à 30,6%.

Par conséquent, le **ratio combiné** a augmenté de 2,2 points et est de 100,4% en 2016.

/ Résultats de souscription par zone géographique

Dans le segment Dommage, AXA Belgium opère principalement en Belgique.

/ Résultat de souscription par gamme de produits

La table ci-dessous présente le chiffre d'affaires pour les principales gammes de produits

Chiffre d'affaires par gamme de produits

<i>(En millions d'euros, sauf pourcentages)</i>	2016		2015 à périmètre comparable (incluant LAR)	
Particuliers (affaires directes)				
Automobile	525	26%	523	26%
Dommages aux biens	321	16%	320	16%
Autres (RC non auto, PJ, ...)	125	6%	124	6%
Entreprises (affaires directes)				
Automobile	246	12%	243	12%
Dommages aux biens	186	9%	187	9%
Responsabilité civile	120	6%	116	6%
Autres (AT, Santé, ...)	443	22%	441	22%
Autres (affaires acceptées et affaires indirectes)	87	4%	40	2%
TOTAL	2.054	100%	1.994	100%

Le **chiffre d'affaires** a augmenté de 60 millions d'euros (+3%) pour s'établir en 2016 à 2.054 millions d'euros :

- Les gammes de produits *Particuliers* (47% du chiffre d'affaires) ont augmenté de +0,6% et représentent 972 millions d'euros en 2016 grâce à de nouveaux partenariats et à une augmentation tarifaire.
- Les gammes de produits *Entreprises* (48% du chiffre d'affaires) ont augmenté de +0,8% et représentent 995 millions d'euros en 2016 principalement grâce au segment PME.
- Les gammes de produits *Autres* (4% du chiffre d'affaires) ont augmenté de 117,5% et représentent 87 millions d'euros en 2016, ce qui s'explique par une régularisation de primes

acceptées sur années antérieures (accompagnée par une augmentation similaire de la charge sinistres).

A.3 Résultats des investissements

/ Résultat des placements nets de frais

Le résultat financier net provenant des actifs financiers de la société se compose comme suit:

<i>En millions d'euros</i>	31 décembre 2016				
	Produits nets de placements	Plus et moins values nettes réalisées	Variation des provisions sur placements	Résultat des placements nets	Frais de gestion des placements
Immobilier de placement	73	47	-4	116	
Obligations	1.029	365	0	1.393	
Actions	74	117	-34	157	
Fonds d'investissements	109	19	-7	121	
Prêts	54	1	0	55	
Placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	0	56	0	56	
Instruments dérivés	34	-73	8	-32	
Autres	-40	15	0	-25	-64
TOTAL	1.332	546	-37	1.841	-64

<i>En millions d'euros</i>	31 décembre 2015				
	Produits nets de placements	Plus et moins values nettes réalisées	Variation des provisions sur placements	Résultat des placements nets	Frais de gestion des placements
Immobilier de placement	68	25	-1	91	
Obligations	1.075	-2	0	1.073	
Actions	84	84	-33	135	
Fonds d'investissements	146	-28	-87	31	
Prêts	53	1	1	54	
Placements représentant des contrats dont le risque financier est supporté par l'assuré	0	-5	0	-5	
Instruments dérivés	32	10	-6	36	
Autres	-45	-35	0	-80	-57
TOTAL	1.412	50	-126	1.335	-57

Le résultat des placements nets de frais provenant des actifs financiers du segment **Vie & Epargne** est en hausse de 463 millions d'euros et s'élève à 1.533 millions d'euros. Hormis la hausse de 61 millions d'euros issus des placements provenant des contrats dont le risque est supporté par l'assuré, la croissance du résultat des placements résulte principalement d'une hausse de 400 millions d'euros des plus et moins-values nettes réalisées dont la majorité provient de la vente d'obligations dans le cadre de l'action de rachat en Crest 20. Les produits nets de placements sont en baisse de 42 millions d'euros et s'élèvent à 1.088 millions d'euros, cette baisse étant compensée par une amélioration des variations de provisions sur placements et ce principalement sur des fonds d'investissements.

Le résultat des placements nets de frais provenant des actifs financiers du segment **Dommages** est en hausse de 43 millions d'euros et s'élève à 308 millions d'euros en raison d'une amélioration des variations de provisions sur placements de 45 millions d'euros principalement sur des fonds d'investissements et d'une hausse de 35 millions d'euros des plus et moins-values nettes réalisées majoritairement sur des actions. Par contre, les produits nets de placements se dégradent de 38 millions principalement suite à une baisse des dividendes des fonds d'investissements.

Les frais de gestion interne et externe des placements ont été inclus dans les produits nets de placements des autres investissements. Ces autres investissements sont principalement des dépôts à terme et des *reverse repos*.

/ Profits et pertes directement comptabilisés en fonds propres

Réévaluations conformément à l'article 57 de l'arrêté royal portant exécution du Code des sociétés

Les sociétés peuvent procéder à la réévaluation de leurs immobilisations corporelles ainsi que des participations, actions et parts figurant sous leurs immobilisations financières, ou de certaines catégories de ces immobilisations, lorsque la valeur de celles-ci, déterminée en fonction de leur utilité pour la société, présente un excédent certain et durable par rapport à leur valeur comptable. Si les actifs en cause sont nécessaires à la poursuite de l'activité de la société ou d'une partie de ses activités, ils ne peuvent être réévalués que dans la mesure où la plus-value exprimée est justifiée par la rentabilité de l'activité de la société ou par la partie concernée de ses activités.

Si la réévaluation porte sur des immobilisations corporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps, la valeur réévaluée fait l'objet d'amortissements calculés selon un plan aux fins d'en répartir la prise en charge sur la durée résiduelle d'utilisation probable de l'immobilisation.

Les plus-values actées sont imputées directement à la rubrique III « Plus-values de réévaluation » des fonds propres et y sont maintenues aussi longtemps que les biens auxquels elles sont afférentes ne sont pas réalisés. Ces plus-values peuvent toutefois :

1° être transférées aux réserves à concurrence du montant des amortissements actés sur la plus-value et c'est ce que fait AXA Belgium ;

2° être incorporées au capital; une plus-value de réévaluation incorporée au capital ne peut toutefois jamais être affectée, directement ou indirectement, à la compensation totale ou partielle des pertes reportées à concurrence de la partie de la plus-value de réévaluation qui n'a pas encore fait l'objet d'un amortissement. Les plus-values imputées à la rubrique III du passif « Plus-values de réévaluation » ne peuvent être incorporées au capital qu'à concurrence de la partie de la plus-value de réévaluation sous déduction des impôts estimés sur cette plus-value ;

3° en cas de moins-value ultérieure, être annulées à concurrence du montant non encore amorti sur la plus-value.

Les plus-values actées ne peuvent pas être distribuées, ni directement, ni indirectement, tant qu'elles ne correspondent pas à une plus-value réalisée ou à un amortissement transféré ou non à une réserve conformément à l'alinéa précédent, 1°.

Au 31 décembre 2016, le montant de la rubrique III « Plus-values de réévaluation » des fonds propres s'élève à 471 millions d'euros et se décompose de la façon suivante :

- 311 millions d'euros de plus-values sur terrains et constructions ; et
- 160 millions d'euros de plus-values de réévaluation sur participations dans les entreprises liées.

Réserves immunisées conformément à l'article 47 du Code des impôts sur les revenus

L'article 47 offre la possibilité aux sociétés d'étaler l'imposition des plus-values réalisées sur des immobilisations corporelles et incorporelles. Sous condition de réinvestissement du prix de réalisation et de maintien de la plus-value dans le patrimoine de l'entreprise, les entreprises peuvent opter pour un étalement de la taxation de la plus-value au rythme de l'amortissement fiscalement reconnu des immobilisations acquises.

Dans le poste IV 3 « Réserves immunisées » des fonds propres sont portés sous déduction des impôts différés y afférents, les plus-values réalisées et les bénéfices dont l'immunisation fiscale ou la taxation différée est subordonnée à leur maintien dans le patrimoine de l'entreprise.

Les impôts différés sont portés dans une sous-rubrique de la rubrique du passif « Provisions pour autres risques et charges ».

Les soldes relatifs à l'article 47 dans les comptes statutaires d'AXA Belgium au 31 décembre 2016 sont les suivants :

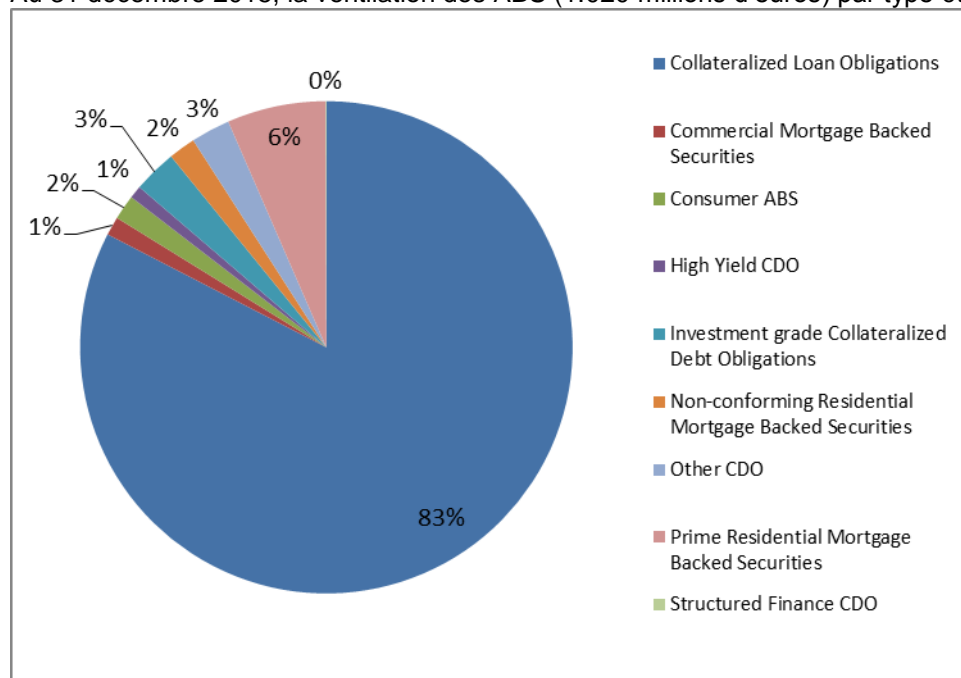
- 97 millions d'euros dans le poste « réserves immunisées » ; et
- 50 millions d'euros dans le poste « impôts différés ».

/ Investissements en titrisation

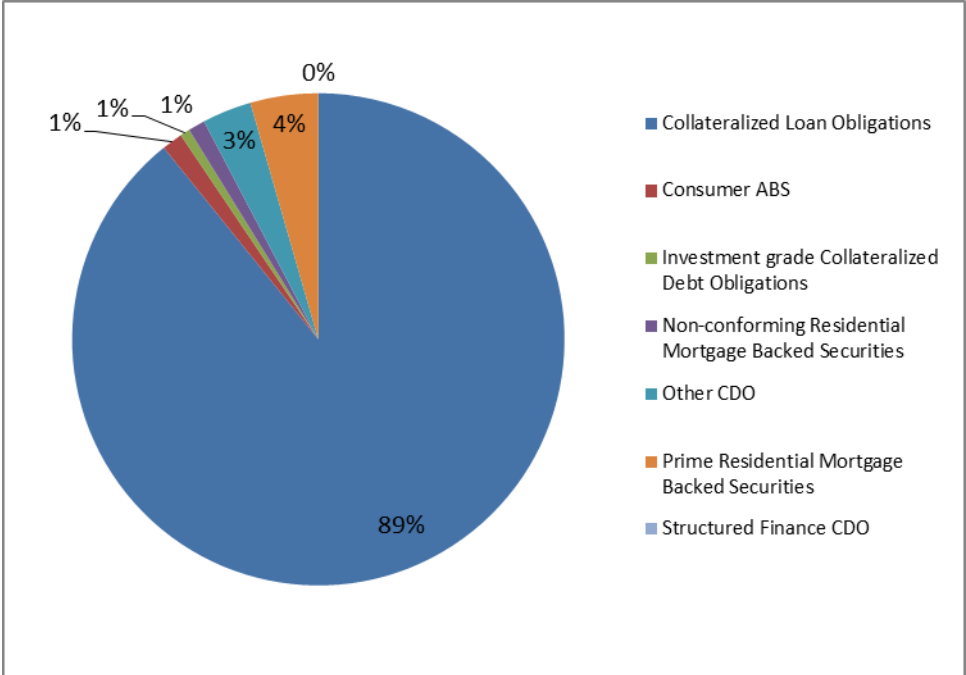
Les investissements en titrisation sont suivis de près par différentes analyses conduites au niveau du Groupe par émetteur, secteur et zone géographique en plus de procédures locales et par une série de limites quant à l'émetteur.

ABS (ASSET BACKED SECURITIES) PAR TYPE D'ACTIF SOUS-JACENT

Au 31 décembre 2015, la ventilation des ABS (1.020 millions d'euros) par type était :

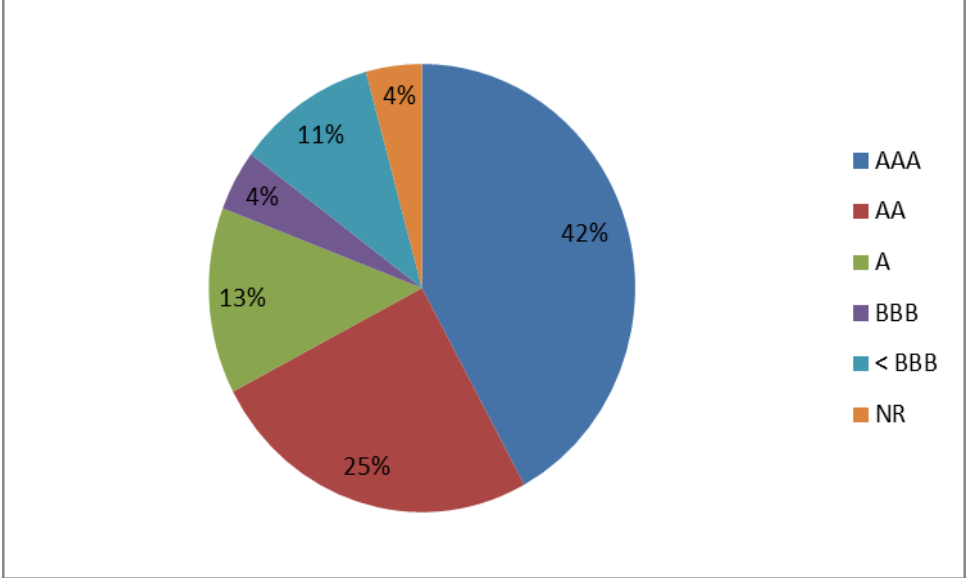


Au 31 décembre 2016, la ventilation des ABS (1.150 millions d'euros) par type est :

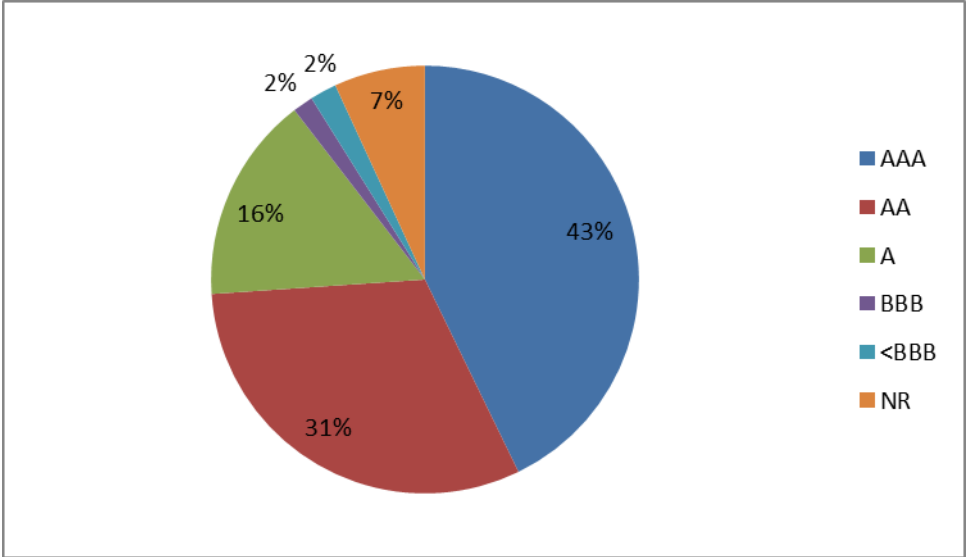


Les variations en 2016 sont conformes à la stratégie d'AXA Belgium consistant à réaliser des investissements dans des actifs de type *Collateralised Loan Obligations* ayant des notes de crédit allant de A à AAA.

Au 31 décembre 2015, la ventilation par notation du portefeuille ABS était la suivante :



Au 31 décembre 2016, la ventilation par notation du portefeuille ABS est la suivante :



Conformément à la stratégie d'AXA Belgium, on constate une amélioration de la qualité de crédit du portefeuille d'ABS avec 90 % des actifs ayant une note de crédit de niveau minimum « A » à fin 2016 comparé à 80% à fin 2015.

A.4 Résultats des autres activités

/ Résultat net

Segment Vie & Épargne

Le tableau ci-dessous présente le résultat d'AXA Belgium pour les exercices indiqués.

<i>(En millions d'euros)</i>	31 décembre, 2016	31 décembre, 2015
Chiffre d'affaires	1.203	1.707
Marge financière	272	289
Chargements et autres revenus	133	138
Marge technique nette	67	-384
Coûts totaux	-275	-248
Amortissement des valeurs de portefeuille	0	0
Résultat net avant impôts	197	-205
Impôts	-55	-72
RESULTAT NET	142	-276

La **marge financière** a diminué de 17 millions d'euros suite à une baisse de la marge financière opérationnelle de 75 millions d'euros en partie compensée par une hausse des plus et moins-values nettes de participations bénéficiaires et par une amélioration des variations de provisions sur placements. Les participations bénéficiaires liées à l'opération de rachat en Crest 20 s'élèvent à 351 millions d'euros.

La **charge d'impôt** a diminué de 17 millions d'euros (-23%) et s'élève à -55 millions d'euros en 2016. Notons que la dotation à la provision pour aléas financiers était non déductible.

Le **résultat net** a augmenté de 418 millions d'euros et s'établit à 142 millions d'euros en 2016 en raison principalement de la croissance du résultat opérationnel liée à la dispense obtenue en 2016 de dotation à la PCV (452 millions d'euros en 2015).

Segment Dommages

Le tableau ci-dessous présente le résultat d'AXA Belgium pour les exercices indiqués.

<i>(En millions d'euros excepté les pourcentages)</i>	31 décembre, 2016	31 décembre, 2015
Chiffre d'affaires	2.054	1.981
Ratio de sinistralité de l'exercice courant (net de réassurance)	67,5%	68,1%
Ratio de sinistralité tous exercices (net de réassurance)	69,8%	67,5%
Résultat technique net avant chargements	624	645
Taux de chargement	30,6%	30,8%
Frais	-632	-611
Résultat technique opérationnel	-8	35
Résultat des placements nets	308	265
Charge d'impôt	-38	-53
Autres charges	-182	-68
RESULTAT NET	80	179

La **charge d'impôt** a diminué de 15 millions et s'élève à -38 millions d'euros en 2016.

Le **résultat net** a baissé de 99 millions d'euros et s'élève à 80 millions d'euros en 2016 suite à la diminution du résultat technique et à la hausse des autres charges résultant du plan social 2017-2018 partiellement compensées par une amélioration du résultat financier.

/ Contrats de location

AXA Belgium n'est pas partie à des contrats de location considérés comme significatifs au niveau de la Société.

A.5 Autres informations

Néant.

B

SYSTEME DE GOUVERNANCE

B.1 Informations générales sur le système de gouvernance

Gouvernance (y compris les fonctions clés)

Politique de rémunération

Rémunération des dirigeants

Rémunération variable à long terme (*Long Term Incentive* « LTI »)

Rémunération des administrateurs

Engagements de retraite envers les dirigeants

Transactions importantes conclues avec les actionnaires, les personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres du Conseil d'Administration ou du Comité de Direction

Évaluation de l'adéquation du système de gouvernance

B.2 Exigences de compétence et d'honorabilité

Description du processus d'évaluation '*Fit and Proper*' pour les administrateurs et dirigeants et les responsables des fonctions de contrôle indépendantes

B.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

Système de gestion des risques

Modèle interne du Groupe AXA

Évaluation interne des risques et de la solvabilité ('ORSA')

B.4 Système de contrôle interne

Description du système de contrôle interne

B.5 Fonction d'audit interne

Description de la fonction d'audit interne

B.6 Fonction actuarielle

Description de la fonction actuarielle

B.7 Sous-traitance

Politique de sous-traitance

B.8 Autres informations

B.1 Informations générales sur le système de gouvernance

L'implémentation de principes de gouvernance robustes est une priorité chez AXA Belgium. L'entreprise repose sur une structure de gestion qui favorise une gestion efficace et prudente en tenant compte de la nature, de l'ampleur et de la complexité des risques inhérents au modèle d'entreprise et à ses activités.

Comme AXA Belgium est une compagnie généraliste Vie et Non-Vie avec plus de 3 milliards d'euros au bilan, selon le droit belge, ce sont les règles les plus exigeantes qui s'appliquent.

Une des règles de base de la structure de gestion pour une compagnie d'assurance est qu'il y ait, au plus haut niveau, une distinction claire entre :

- (i) la détermination de la stratégie générale de l'entreprise et de la politique en matière de risques, et la surveillance des activités de l'entreprise ;
- (ii) la direction effective et concrète des activités de l'entreprise, la mise en œuvre du système des risques et l'installation d'une structure organisationnelle et opérationnelle.

C'est au **Conseil d'Administration** que revient la mission sous (i).

C'est au **Comité de Direction** que revient la mission sous (ii).

Ces organes sociétaires sont assistés par des **comités consultatifs spécialisés**. Trois Comités sont obligatoires au niveau du Conseil d'Administration. Il s'agit du Comité d'Audit, du Comité des Risques (depuis septembre 2016) et du Comité de rémunération. Ce dernier est, chez AXA Belgium, le Comité de Nomination et de Rémunération (CNR). Tous les trois ne sont constitués que d'administrateurs non-exécutifs et le Comité d'Audit d'une majorité d'administrateurs indépendants. Un administrateur indépendant doit répondre aux 9 critères d'indépendance définis à l'article 526ter du Code des Sociétés belge. En résumé, un administrateur sera considéré comme indépendant s'il n'a aucune relation avec la Société, le Groupe AXA ou ses dirigeants.

Comme l'exige la réglementation Solvabilité II, AXA Belgium a aussi installé **4 fonctions de contrôle**. Les fonctions *Risk Management*, *Compliance*, et la fonction actuarielle constituent la seconde ligne de contrôle, réunie sous la direction du *Chief Risk Officer*, membre du Comité de Direction.

La fonction d'audit interne est la troisième ligne de contrôle chargée de tester l'efficacité de la gouvernance, du *Risk Management* et du contrôle interne. Cette fonction d'audit interne est parrainée par le Comité d'Audit et donc par le Conseil d'Administration.

/ Gouvernance

Organes sociétaires : Conseil d'Administration et Comité de Direction

MISSIONS ET RESPONSABILITES

(i) Le **Conseil d'Administration (CA)** assume la responsabilité finale de l'entreprise d'assurance. Il s'agit plus précisément des deux fonctions suivantes :

a. Fonction de détermination de la stratégie générale d'AXA Belgium et de sa politique de risques

Le CA définit la stratégie générale, les objectifs d'AXA Belgium et la politique en matière de risques, en ce compris la définition de la tolérance au risque de la Société.

Concernant la **stratégie**, le CA définit au moins les objectifs de l'entreprise (notamment en ce qui concerne la politique commerciale), les grands axes de sa structure organisationnelle (structure qui doit être proportionnée aux objectifs poursuivis) et il valide les principales politiques et les principaux reportings de l'entreprise.

Concernant la **politique en matière de risques**, le CA :

- fixe le niveau d'appétence au risque et les limites de tolérance générale au risque d'AXA Belgium pour toutes les activités de l'entreprise ;
- approuve la politique générale de gestion des risques d'AXA Belgium ;
- approuve les principales politiques de gestion des risques ;
- assume en première ligne les décisions stratégiques en matière de risques et est étroitement associé au contrôle continu de l'évolution du profil de risque d'AXA Belgium.

b. Fonction de surveillance des activités

La surveillance s'étend à tous les domaines d'activité d'AXA Belgium et porte en particulier sur le Comité de Direction et le respect de la politique en matière de risques.

(ii) Le **Comité de Direction (CD)** assume la direction effective et concrète des activités de l'entreprise, la mise en œuvre du système des risques et l'installation d'une structure organisationnelle et opérationnelle.

Outre la mise en œuvre de la stratégie et du système de gestion des risques comme définis par le CA, ses missions sont aussi :

a) Mise en place, suivi et évaluation de la structure organisationnelle et opérationnelle :

- mettre en place une structure organisationnelle et opérationnelle conçue pour soutenir les objectifs stratégiques et assurer la conformité avec le cadre d'appétence aux risques déterminé par le CA, notamment en déterminant les compétences et responsabilités de chaque segment de l'entreprise et en précisant les procédures et lignes de reporting;
- mettre en place des mécanismes de contrôle interne adéquats à tous les niveaux de l'entreprise et évaluer l'adéquation de ces mécanismes ;
- mettre en œuvre le cadre nécessaire à l'organisation et au bon fonctionnement des fonctions de contrôle indépendantes ;
- mettre en œuvre les politiques organisationnelles définies par le CA (politique de sous-traitance, politique d'intégrité, etc.) ;
- veiller à la mise en œuvre correcte de la politique de rémunération ;
- organiser un système de reporting interne permettant d'établir avec une certitude raisonnable la fiabilité de l'information financière et du reporting prudentiel.

b) Organisation du reporting prudentiel, mais également du reporting vers le CA pour qu'il puisse suivre les activités d'AXA Belgium. Le CD doit au moins une fois par an communiquer au CA, au commissaire agréé et à la BNB son rapport sur l'efficacité du système de gouvernance.

Les membres du CA forment un collège délibérant, c'est-à-dire une collectivité. À cette collectivité est reconnue la qualité d'organe de la société. Les pouvoirs reposent sur le CA et non pas sur les administrateurs pris individuellement. Le CD fonctionne également en collège.

PROCEDURES OPERATIONNELLES

Les règles régissant l'organisation et le déroulement du Conseil d'Administration (CA) et de ses comités sont fixées dans un règlement d'ordre intérieur. Il détaille, en particulier, les pouvoirs, missions et obligations du CA et de ses comités.

Le CA se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins une fois chaque trimestre.

COMPOSITION

Le CA est composé de sept membres au moins, y compris certains membres du CD.

Il est composé de membres "représentants de l'actionnaire" et de membres "administrateurs indépendants". Il compte une majorité de membres "non exécutifs". Il nomme un président parmi ses membres non-exécutifs et désigne un secrétaire. Les membres du CA sont nommés et révoqués par l'Assemblée Générale, ou par le CA en cas de cooptation, conformément à la politique dite '*Fit & Proper*' de la Société.

Le CA d'AXA Belgium dispose collectivement des compétences, expériences et connaissances en ce qui concerne à tout le moins :

- Les marchés de l'assurance et les marchés financiers ;
- La stratégie d'AXA et son modèle économique ;
- Le système de gouvernance ;
- L'analyse financière et actuarielle ; et
- Le cadre et les exigences réglementaires.

Sauf révocation ou démission, le mandat des administrateurs a une durée de six ans au plus, renouvelable. Elle est le plus souvent de trois ans. Le mandat des membres indépendants ne peut être renouvelé qu'à trois reprises, sans que la durée totale des mandats ne puisse excéder douze années.

La limite d'âge pour le mandat de membre du CA est fixée à 70 ans. Un mandat en cours au moment où le membre du CA atteint l'âge de 70 ans peut être continué jusqu'à son échéance.

Le CA fixe la composition du CD, détermine ses pouvoirs, en règle le fonctionnement et gère la rémunération de ses membres.

Depuis la loi de transposition de la directive Solvabilité II (« Loi SII »), au moins 3 membres du CD doivent être administrateurs afin d'assurer le lien avec le Conseil d'Administration.

Dans une société de la taille et de la complexité d'AXA Belgium, le CRO doit obligatoirement faire partie du CD et sera également administrateur, tout comme le CEO et le CFO.

Les membres du CD n'ayant pas la qualité d'administrateur sont soumis aux mêmes dispositions que les administrateurs en termes d'exigences d'honorabilité et d'expertise, d'interdictions professionnelles, d'exercice de fonctions extérieures, de disponibilité ou de contrats aux dirigeants.

AXA Belgium se conforme à toutes ces règles.

Le CA peut autoriser le Comité de Direction à déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires, dont les attributions seront définies et limitées. Ces délégations sont particulières (limitées rationae materiae, limitées dans le temps, mais renouvelables) et à tout moment révocables.

LES COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Outre le CD qui est un organe de la société et a un pouvoir décisionnaire, le CA a constitué en son sein, 3 comités consultatifs exclusivement constitués d'administrateurs non-exécutifs: comme le demande la loi Solvabilité II :

1. un Comité d'Audit ;
2. un Comité des Risques (depuis le 23 septembre 2016) ; et
3. un Comité de Nomination et de Rémunération.

Les missions des 3 Comités sont décrites ci-après:

Comité d'Audit

Le Comité d'Audit occupe une place prépondérante dans le dispositif de contrôle du Conseil d'Administration. Ses missions sont les suivantes :

- Le suivi du processus d'élaboration de l'information financière ;
- Le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'entreprise ;
- Le suivi de l'audit interne et de ses activités ;
- Le suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par le commissaire aux comptes agréé ; et
- L'examen et le suivi de l'indépendance du commissaire aux comptes agréé, en particulier pour ce qui concerne la fourniture de services complémentaires à l'entreprise d'assurance ou à une personne avec laquelle il a un lien étroit.

Le Comité doit être composé d'une majorité d'administrateurs indépendants depuis le 1^{er} janvier 2017. Il comprend au moins trois membres et peut avoir un maximum de sept membres. Ils doivent disposer d'une compétence collective dans les domaines d'activités de l'entreprise et en matière de comptabilité et d'audit. En outre, au moins un membre du Comité est compétent en matière de comptabilité et/ou d'audit. Une majorité du Comité forme un quorum.

Le Comité se réunit au moins quatre fois par an et peut convenir de réunions supplémentaires le cas échéant.

En dehors de la présence d'autres dirigeants ou cadres exécutifs, le Comité se réunit avec les auditeurs externes et le responsable de l'audit interne au moins deux fois par an pour discuter des rapports respectifs et de tout problème non résolu, de sujets d'inquiétudes ou de tout autre sujet.

Comité des Risques

Conformément à la loi Solvabilité II, le Comité des Risques doit conseiller le Conseil d'Administration (CA) pour les aspects concernant la stratégie et le niveau de tolérance en matière de risques, tant actuels que futurs et assister le CA dans sa fonction de contrôle de la mise en œuvre de cette stratégie par le CD.

Les membres du Comité des Risques sont au moins 3, ils sont tous administrateurs non-exécutifs dont au moins 1 administrateur indépendant. Ils doivent disposer individuellement des compétences, de l'expérience et des aptitudes de *Risk Management*. Pour le reste, le Comité des Risques suit les mêmes règles opérationnelles (ROI) que le Comité d'Audit. Il est opérationnel depuis le dernier trimestre de 2016.

Comité de Nomination & Rémunération (CNR)

Dans le cadre des Nominations, le CNR a les missions suivantes :

- Élaborer et proposer au CA une politique portant sur le recrutement, l'évaluation, la démission des administrateurs et dirigeants, des responsables de fonctions de contrôle indépendantes ou d'autres membres du personnel pertinents. Cette politique est conforme à la politique de nomination en vigueur au sein du Groupe AXA et respecte la réglementation '*Fit & Proper*' ;

- Examiner, eu égard à la politique de nomination, toute proposition concrète de nomination ou de démission d'un administrateur non-exécutif, d'un administrateur non-exécutif indépendant, d'un membre du Comité de Direction, le cas échéant d'un directeur effectif non-administrateur, d'un responsable de fonctions de contrôle indépendantes ou de tout autre membre du personnel pertinent, et formuler son avis au CA.

Dans le cadre de la rémunération, le CNR a les missions suivantes :

- Élaborer et proposer au CA une politique de rémunération portant sur les personnes faisant partie de l'*Identified Staff* (les collaborateurs qui exercent une influence significative sur le profil de risque de l'établissement) ;
- Formuler de manière circonstanciée des recommandations au CA sur la rémunération individuelle des collaborateurs faisant partie de l'*Identified Staff* (y compris la rémunération variable et les primes de prestation à long terme, liées ou non à des actions, octroyées sous forme d'options sur actions ou autres instruments financiers) et les indemnités de départ, et, s'il y a lieu, sur les propositions qui en découlent et qui doivent être soumises par le CA aux actionnaires.

Il doit conseiller le CA de sorte que les incitants créés par la rémunération ne soient pas de nature à conduire à des prises de risques excessives ou à des comportements poursuivant d'autres intérêts que celui de l'entreprise ou ses parties prenantes. Le CNR est composé d'administrateurs non-exécutifs dont au moins 1 administrateur indépendant. Il doit être composé de manière à pouvoir juger de manière compétente et indépendante la politique de rémunération et son application. Le CNR se réunit au moins deux fois l'an. Une réunion extraordinaire du CNR peut être convoquée à tout moment à l'initiative d'un membre du CNR ou à la demande du CEO.

Tout au long de l'année 2016, les comités consultatifs se sont régulièrement réunis. Il y aura eu en 2016 six Comités d'Audit, deux Comités des Risques (créé en septembre 2016) et 5 CNR. Le taux d'assiduité des membres des comités a, comme pour le CA ou le CD, dépassé 90%.

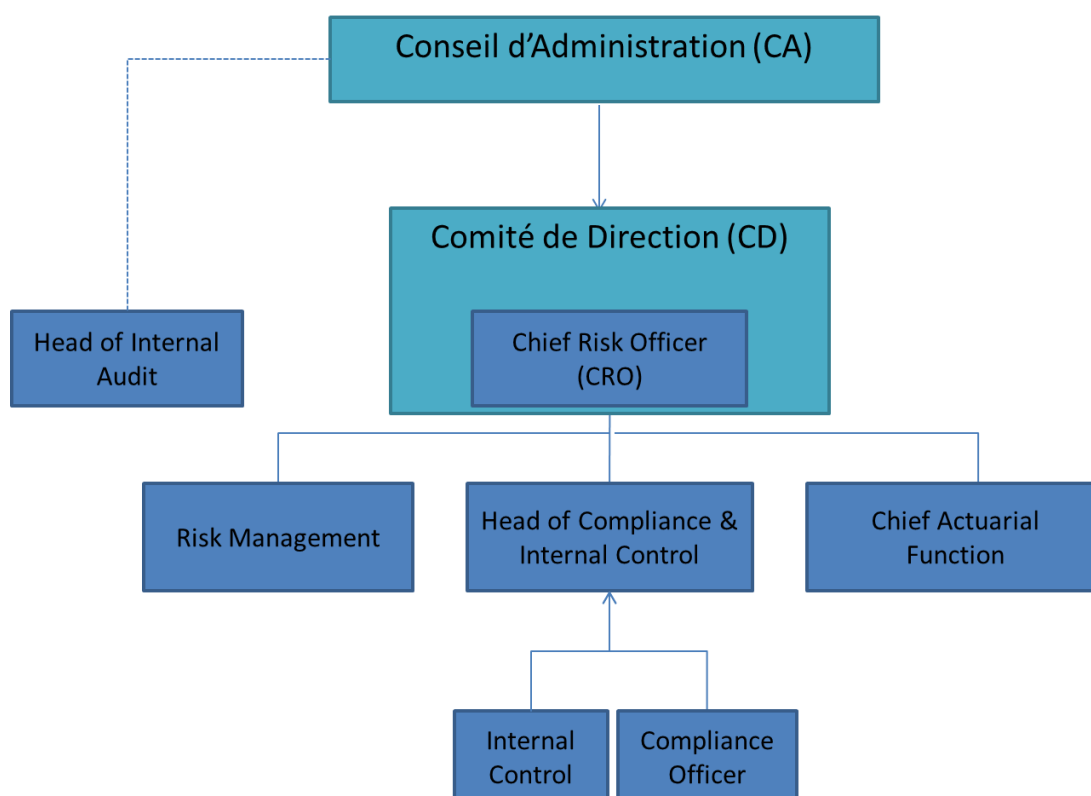
Principaux rôles et responsabilités des fonctions clés

Les fonctions d'encadrement d'AXA Belgium regroupent les responsables des directions rapportant au CEO. À l'exception de l'audit interne et de la direction *Human Resources*, représentés par le CEO, chacune des fonctions est représentée au Comité de Direction par son responsable. Le CD se substituant à la direction effective de la société depuis qu'un CD est obligatoire en Belgique pour toute compagnie d'assurance (sauf dérogation exceptionnelle), tous les membres du CD sont désormais considérés comme occupant une fonction clé et doivent répondre à des conditions '*Fit & Proper*'. C'est également le cas des administrateurs non-exécutifs.

En outre, la Réglementation Solvabilité II définit quatre fonctions de contrôle indépendantes dont les responsables occupent également des fonctions clés :

- la fonction de gestion des risques, représentée au CD par le CRO ;
- la fonction de *Compliance* ;
- la fonction d'audit interne ;
- la fonction actuarielle.

Au 31 décembre 2016, l'organisation des fonctions de contrôle est la suivante :



Toutes les fonctions de contrôle indépendantes ont un accès direct au CD, mais également au CA, soit directement, soit à travers le Comité d'Audit ou le Comité de Risques et sans devoir passer préalablement par le CD.

Ces fonctions disposent d'une Charte précisant leur statut, leur indépendance, leurs droits et prérogatives, leurs obligations de *reporting* et leurs moyens.

Conformément à la loi SII, les responsables des fonctions de contrôle indépendantes ne peuvent être démis de leurs fonctions que par le CA.

Le CA vérifie périodiquement, et au moins une fois par an, si ses fonctions opèrent correctement.

Principaux changements dans la gouvernance en 2016

La structure des fonctions de contrôle réunies sous le CRO, à l'exception de la fonction d'audit interne, a été mise en place en janvier 2016.

Au cours de l'année 2016, un Comité des Risques a été établi au niveau du CA afin de se conformer aux exigences réglementaires belges.

Le Comité des Risques conseille le CA sur la stratégie et le niveau de tolérance au risque, tant actuels que futurs et assiste le CA lorsqu'il supervise la mise en œuvre de la stratégie par le C D.

/ Rémunération

AXA Belgium applique la politique de rémunération du Groupe AXA. La politique appliquée aux dirigeants (ou à l'*Identified Staff*) est modifiée en vue d'être alignée avec la réglementation locale lorsque celle-ci est plus stricte que les règles du Groupe.

La politique de rémunération globale des dirigeants d'AXA vise à aligner les intérêts des dirigeants de la Société sur ceux de ses actionnaires tout en établissant un lien clair et direct entre la performance et la rémunération. Dans ce contexte, son objectif principal est d'encourager la réalisation d'objectifs ambitieux et la création de valeur à long terme en fixant des critères de performance ambitieux.

La structure de la rémunération des dirigeants d'AXA repose sur une analyse approfondie des pratiques du marché belge, dans le secteur des services financiers (entreprises d'assurances, banques, asset managers etc.) et par rapport aux pratiques de rémunération d'autres groupes internationaux.

La politique générale d'AXA en matière de rémunération des dirigeants se concentre sur la partie variable du package de rémunération, qui est la rémunération à risque pour les bénéficiaires. La structure de la rémunération des dirigeants d'AXA se compose d'une part variable qui représente une part significative de la rémunération totale. Ceci en vue d'aligner plus directement la rémunération des dirigeants sur la stratégie opérationnelle du Groupe et les intérêts des actionnaires tout en encourageant la performance :

- à la fois au niveau individuel et au niveau collectif ;
- à la fois sur le court terme, le moyen terme et le long terme.

LA POLITIQUE DE REMUNERATION

La politique de rémunération du Groupe AXA a été publiée et s'applique à toutes les sociétés du Groupe AXA et leurs collaborateurs depuis le 1er janvier 2016.

Cette politique de rémunération vise à soutenir la stratégie professionnelle à long terme du Groupe et à aligner les intérêts de ses collaborateurs sur ceux des actionnaires en (i) établissant un lien clair entre la performance et la rémunération à court, moyen et long terme, (ii) s'assurant que le Groupe puisse offrir des packages de rémunération compétitifs sur les différents marchés dans lesquels il opère, tout en évitant des conflits d'intérêts potentiels pouvant entraîner une prise de risque induite pour le gain à court terme, et (iii) s'assurant du respect de la réglementation Solvabilité II et de toute autre exigence réglementaire applicable.

La politique de rémunération du Groupe AXA vise à

- attirer, développer, garder et motiver les compétences critiques et les meilleurs talents ;
- stimuler une performance supérieure ;
- aligner les niveaux de rémunération avec la performance de la Société ;
- veiller à ce que les collaborateurs ne soient pas incités à prendre des risques inappropriés et/ou excessifs et à ce qu'ils opèrent dans le cadre général du risque AXA ;
- veiller à ce que nos pratiques soient en conformité avec toutes les exigences réglementaires applicables.

Elle est guidée par trois principes directeurs :

- la compétitivité des pratiques de rémunération et la cohérence avec le marché ;
- l'équité interne, basée sur la performance individuelle et collective, afin d'assurer une rémunération équitable et équilibrée, reflétant les réalisations quantitatives et qualitatives du collaborateur et son impact ; et
- la réalisation des objectifs financiers et opérationnels globaux du Groupe à court, moyen et long terme ainsi que l'exécution des objectifs stratégiques à moyen et long terme comme condition préalable au versement de toute compensation à moyen et à long terme.

Les exigences énoncées dans la politique de rémunération du Groupe sont complétées, si nécessaire, afin de se conformer aux exigences réglementaires locales ou aux meilleures pratiques identifiées.

Rémunération des dirigeants exécutifs

Structure de la rémunération

AXA met en œuvre une approche de «pay-for-performance» qui (i) prend en compte la réalisation d'objectifs financiers et opérationnels définis et alignés avec la stratégie du Groupe (ii) favorise la performance durable à long terme en intégrant des mesures d'ajustement des risques dans les indicateurs de performance (comme le *Cash Return-On-Equity* qui prend en compte le capital nécessaire à l'atteinte des performances) et (iii) détermine les montants de la rémunération individuelle sur la base à la fois des résultats financiers et du *leadership* et des comportements individuels.

La structure globale de la rémunération est basée sur les composantes suivantes, en vue de créer un équilibre et éviter la prise de risque excessive pour un gain financier à court terme :

- une composante fixe qui comprend des éléments garantis tels que le salaire de base et toute autre indemnité fixe, comme les primes de fonction. Elle tient compte de la position, des responsabilités, de l'expérience, des pratiques du marché, des compétences techniques ou de *leadership*, ainsi que de la constance des performances individuelles et de la rareté ou criticité des aptitudes ;
- une composante variable constituée d'un élément cash non-différé (*Short Term Incentive*, ci-après STI) et d'un élément qui est attribué par le biais d'instruments de capitaux propres ou équivalents, comme des *stock options* et/ou des *performance shares* (*Long Term Incentive*, ci-après LTI). Cette composante variable dépend de la performance globale du Groupe AXA, de la performance d'AXA Belgium et de la réalisation des objectifs individuels du dirigeant, y compris des capacités de *leadership* démontrées.

AXA garantit un équilibre adéquat entre les composantes fixes et variables de sorte que la composante fixe représente une proportion suffisamment élevée de la rémunération totale pour éviter que les employés soient trop dépendants des composantes variables et pour permettre à AXA d'appliquer une politique de bonus totalement flexible, y compris la possibilité de ne pas payer de compensation variable. Tous les montants de rémunération variable sont attribués en fonction de la performance et aucun paiement minimum n'est garanti.

Le niveau cible de la rémunération des dirigeants et la structure des éléments qui composent cette rémunération sont fondés sur une analyse fine des pratiques du marché ainsi que des réglementations nationales et internationales susceptibles de s'appliquer et tiennent également compte de divers autres facteurs, y compris les principes d'équité au sein du Groupe et l'historique de la rémunération individuelle du dirigeant.

Prime de fonction

Certaines personnes avec une fonction de contrôle indépendante perçoivent une prime de fonction récurrente qui n'est pas liée ou soumise aux critères de performance. En cas de modification de fonction vers une fonction qui n'est plus considérée comme une fonction de contrôle, la personne n'a plus droit à la prime de fonction.

Si des primes liées à la fonction sont octroyées, elles sont octroyées de manière transparente, non discriminatoire, sans être limitées dans le temps et sur la base de paramètres objectifs. Elles répondent à toutes les conditions pour être considérées comme une rémunération fixe.

LTI répartition annuelle

Chaque année, des LTI sont octroyés aux dirigeants du Groupe AXA.

AXA reconnaît l'importance d'aligner la rémunération sur la création de valeur à long terme en différant l'octroi d'une part substantielle de la rémunération variable totale de l'individu (c'est-à-dire STI plus LTI). Deux instruments différés principaux d'incitation à long terme sont actuellement utilisés: les *Performance Shares* et les *Stock Options*.

Ces LTI sont intégralement soumis à des conditions de performance et ne garantissent donc pas d'attribution ou de gain minimal au profit des bénéficiaires.

Rémunération variable à long terme (*Long Term Incentive* « LTI »)

PERFORMANCE SHARES

Les *Performance Shares* sont conçues pour reconnaître et conserver les meilleurs talents et compétences critiques du Groupe en alignant les intérêts individuels sur la performance globale du Groupe et de l'entité opérationnelle/Business Unit correspondante, ainsi que sur le cours de l'action à moyen terme (3-5 années).

Les *Performance Shares* sont soumises à une période de report minimum de 4 à 5 ans⁴.

En outre, les *Performance Shares* sont soumises à des conditions de performance sur une période de 3 ans. Les indicateurs de performance mesurent à la fois (i) la performance financière et opérationnelle globale du Groupe et (ii) la performance opérationnelle de l'Entité / Business Unit opérationnelle du participant.

Les *Performance Shares* pour les fonctions de support et les fonctions de contrôle interne sont, par dérogation à ce qui précède, déterminées indépendamment de la performance des activités dont elles valident ou contrôlent les transactions.

Sur la base du plan, le nombre initial de *Performance Shares* attribués est ajusté pour refléter la performance par rapport aux conditions de performance définies et les versements individuels finaux vont de 0% à 130% du montant de la subvention initiale en fonction du niveau de réalisation des conditions de performance⁵.

Si aucun paiement de dividende n'est proposé par le Conseil d'Administration par rapport à une année quelconque de la période de performance de trois ans, une disposition de malus s'applique et réduit automatiquement de 50% le nombre de *Performance Shares* qui autrement auraient été acquises par le bénéficiaire à la fin de la période de performance de trois ans⁶.

STOCK OPTIONS

Les *Stock Options* sont conçus pour aligner les intérêts à long terme des *Group Senior Executives* sur ceux des actionnaires via la performance de l'action AXA.

Les *Stock Options* sont valables pour une période maximale de 10 ans. Ils sont octroyés à la valeur de marché, sans escompte, et peuvent être exercés par tranches entre 3 et 5 ans suivant la date d'attribution.

Les *Stock Options* octroyés aux membres du Comité Exécutif d'AXA ainsi que le dernier tiers de toutes les autres subventions sont soumises à des conditions de performance. Si la condition de

⁴ Les participants peuvent recevoir des actions AXA après une période d'acquisition de 3 ans (période d'acquisition de 4 ans en dehors de la France) en fonction de la performance. En France, une fois les actions acquises, une durée de détention supplémentaire de 2 ans est nécessaire. Pour plus de détails, veuillez-vous référer aux règles détaillées du *Performance Shares Plan*.

⁵ Le seuil actuellement applicable est respectivement de 65% pour la performance du Groupe et de 60% pour la performance de l'Entité.

⁶ Le score de performance allant de 0 % à 130 % est divisé par deux, dans l'hypothèse où aucun dividende ne serait proposé par le Conseil d'Administration durant une des trois années de la période de performance, ne fournissant au bénéficiaire que 50% du nombre ajusté de *Performance Shares*.

performance n'est pas remplie pendant la période de performance, tous les *Stock Options* correspondants seront annulés.

DISPOSITION ADDITIONNELLE SUR LES CONDITIONS DE PERFORMANCE

Outre les conditions indiquées ci-dessus, toutes les *Performance Shares* non acquises et tous les *Stock Options* non exercés (acquis et non acquis) sont automatiquement perdus en cas d'interruption de l'emploi d'un participant au sein du Groupe pour quelque raison que ce soit, y compris, mais sans que cela ne soit exhaustif :

- Lorsqu'un collaborateur a violé le Code de Conduite d'AXA ou d'autres politiques clés en matière de *Risk* et de *Compliance* ;
- Lorsqu'il existe une preuve d'inconduite ou de mauvaise conduite grave et ou lorsque le collaborateur cause un préjudice matériel à l'entreprise ou à la réputation d'AXA ou de l'une de ses filiales.

PROCÉDURE D'OCTROI DES LTI

Dans les limites globales autorisées par les actionnaires, le Conseil d'Administration d'AXA approuve les programmes LTI avant leur mise en oeuvre.

Chaque année, le Conseil d'Administration d'AXA, sur recommandation de son Comité de Rémunération et de Gouvernance, approuve un pool global de LTI à octroyer.

Les recommandations pour les octrois individuels (*Performance Shares* et *Stock Options*) sont faites par la direction des bénéficiaires. Ces recommandations sont revues par la Direction Exécutive d'AXA pour assurer la cohérence globale et le respect des principes d'équité interne du Groupe. Les attributions individuelles de *Performance Shares* sont ensuite décidées par le Conseil d'Administration d'AXA.

/ Rémunération des administrateurs

Les administrateurs externes ont droit à des émoluments. En règle générale, les administrateurs exerçant des fonctions exécutives au sein de la Société ou au sein du Groupe ne reçoivent aucune indemnité spécifique pour leur mandat d'administrateur.

/ Engagements de retraite envers les dirigeants

PLANS DE PENSION

Le CEO bénéficie d'un engagement individuel de pension dans le cadre duquel AXA Belgium verse une contribution définie de la rémunération fixe pour le financement du plan de pension et d'une couverture décès.

Pour les autres membres du Comité de Direction, AXA Belgium a souscrit un engagement individuel de pension de type contributions définies pour le financement du plan de pension et de la couverture décès.

Les autres catégories de l'*Identified Staff* sont affiliées au plan de pension/décès collectif de base (assurance de groupe) qui leur est applicable conformément au champ d'application visé par le plan. En outre, cette dernière catégorie de personnes bénéficie également d'un plan de pension/décès collectif (assurance de groupe) sur la rémunération variable.

/ Transactions importantes conclues avec les actionnaires, les personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres du Conseil d'Administration ou du Comité de Direction

Actionnaires

Au 31 décembre 2016, à la connaissance de la Société et sur la base des informations qui lui ont été fournies, aucune transaction importante n'a été conclue avec un actionnaire au cours de l'exercice 2016

Personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise

Au 31 décembre 2016, à la connaissance de la Société et sur la base des informations qui lui ont été fournies, aucune transaction importante n'a été conclue avec une personne exerçant une influence notable sur l'entreprise au cours de l'exercice 2016.

Prêts, crédits ou garanties et contrats d'assurance aux membres du Comité de Direction et aux administrateurs

Au 31 décembre 2016, à la connaissance de la Société et sur la base des informations qui lui ont été fournies :

- aucun prêt n'a été consenti par AXA Belgium au profit de l'un des membres du Comité de Direction d'AXA Belgium ou aux membres du Conseil d'Administration ; et
- les membres du Conseil d'Administration de la Société ou du Comité de Direction sont susceptibles de souscrire des produits d'assurance ou d'autres produits et services proposés par AXA Belgium dans le cadre de ses activités courantes. Les termes et conditions de ces opérations sont, pour l'essentiel, substantiellement similaires à ceux consentis aux clients ou aux employés d'AXA en général. Aucune transaction importante - et en particulier prêt/crédit ou garantie qui dépasse 100 000 € - n'a été conclue durant la période de référence avec des membres du CA ou du CD d'AXA Belgium.

/ Evaluation de l'adéquation du système de gouvernance

En conclusion du rapport annuel sur l'Évaluation du système de gouvernance, le Comité de Direction d'AXA Belgium confirme avoir – avec une assurance raisonnable - une opinion positive sur l'organisation d'AXA Belgium et sa gouvernance telle que décrite ici, compte tenu de la nature, de l'ampleur et de la complexité des risques inhérents aux activités de la Société..

De l'information détaillée sur les procédures et mécanismes de contrôle interne, tels que mis en œuvre par AXA Belgium, est fournie dans la section B.4.

B.2 Exigences de compétence et d'honorabilité

/ Description du processus d'évaluation *Fit and Proper* pour les personnes exerçant des responsabilités d'administration, de surveillance et de direction et les responsables des fonctions de contrôle

Chez AXA Belgium, les fonctions clés comprennent les administrateurs non-exécutifs ainsi que tous les membres du Comité de Direction. Ils doivent satisfaire aux exigences *Fit and Proper* (de compétence et d'honorabilité).

Les personnes qui sont responsables d'une fonction de contrôle indépendante doivent également répondre à ces exigences. La liste comprend :

- le CRO ;
- le responsable de l'audit interne ;
- le responsable du département *Compliance & Internal Control* ;
- le *Compliance Officer* ;
- le responsable de la fonction actuarielle.

Les détenteurs des fonctions clés doivent être évalués par le Comité de Nomination et de Rémunération, et puis sont proposés au Conseil d'Administration qui décide de leur nomination. Le Conseil d'administration intervient également pour leur démission.

Leur nomination est soumise à l'approbation préalable de la Banque Nationale de Belgique (BNB) ou de l'Autorité des Services et Marchés Financiers (FSMA), du moins pour le *Compliance Officer*.

Une politique locale « *Fit and Proper* », dont l'objectif était de s'assurer que les exigences de compétence et d'honorabilité étaient satisfaites, a été proposée par le Comité de Nomination et de Rémunération, et approuvée par le Conseil d'Administration en mars 2014, en ligne avec la circulaire NBB_2013_02. Elle a été révisée par le Conseil d'Administration en 2015, ajoutant le processus d'évaluation permanente exigé par la BNB et promu par le Groupe AXA. En 2016, aucun changement ne s'imposait.

La conformité avec les exigences *Fit and Proper* signifie qu'il faut :

- S'assurer que les détenteurs de fonctions clés ont les qualifications professionnelles, les connaissances et l'expérience suffisantes pour remplir l'exigence de compétence (« *Fit* ») et documenter ces éléments ;
- S'assurer que les détenteurs de fonctions clés ont une réputation ou une intégrité irréprochable, c'est-à-dire l'exigence d'honorabilité (« *Proper* ») et documenter ces éléments réunis ;
- S'assurer que les détenteurs de fonctions clés remplissent les exigences « *Fit and Proper* » à tout moment ; annuellement, une vérification a lieu et fait l'objet d'une documentation formelle ;
- S'assurer que la nomination des détenteurs de fonctions clés soit formellement approuvée par le Conseil d'Administration avec la preuve que les exigences « *Fit and Proper* » sont satisfaites.

La liste des administrateurs et dirigeants d'AXA Belgium au 31 décembre 2016 s'établissait comme suit :

Conseil d'Administration

- Benoît Claveranne, Président
- Patrick Lemoine, administrateur
- Jean-Pierre Bizet, administrateur indépendant
- Sophie Manigart, administrateur indépendant

- André Rolland, administrateur indépendant
- Saskia Van Uffelen, administrateur indépendant
- Chantal De Vrieze, administrateur indépendant

- Jef Van In, administrateur exécutif
- Stéphane Slits, administrateur exécutif
- Philippe Courouble, administrateur exécutif
- Koen Depaemelaere, administrateur exécutif
- Christophe Mugnier, administrateur exécutif
- Sabine Wuiame, administrateur exécutif

Comité de Nomination et de Rémunération (CNR) (scope AXA Belgium et filiales, sauf TATV)

- Benoît Claveranne, Président
- Jean-Pierre Bizet, membre indépendant
- Patrick Lemoine, membre

Comité d'Audit (scope : AXA Belgium et filiales, sauf TATV)

- André Rolland, membre indépendant et Président
- Patrick Lemoine, membre
- Sophie Manigart, membre indépendant

Comité Risk (scope : AXA Belgium et L'Ardenne Prévoyante)

- André Rolland, membre indépendant et Président
- Patrick Lemoine, membre
- Sophie Manigart, membre indépendant

Philip da Costa est le *Corporate Secretary*

Comité de Direction

Les membres exécutifs du Conseil d'Administration font partie du Comité de Direction qui comprend également :

- Céline Dupont, *Chief Transformation Officer*
- Giovanni d'Aniello, *Chief IT Officer*

Depuis le 26/04/2017, Stéphane Slits est devenu CEO d'AXA Holdings Belgium et a été remplacé dans le Conseil d'Administration et le Comité de Direction d'AXA Belgium par François-Valéry Lecomte.

B.3 Système de Gestion des Risques y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

/Système de Gestion des Risques

Les Missions du *Risk Management*

Partie intégrante de l'ensemble des processus opérationnels, le *Risk Management* est responsable de la définition et du déploiement du cadre de gestion des risques (*Enterprise Risk Management framework*) au sein d'AXA Belgium. Le *Risk Management* est responsable de l'élaboration du cadre de gestion des risques en termes de limites et seuils (couvrant les risques financiers, d'assurances et opérationnels), de politiques, de lignes directrices et de surveillance de l'exposition aux risques, sous réserve des normes du Groupe et d'une appétence au Risque (*Risk Appetite*) clairement définie et alignée avec l'appétence au risque du Groupe.

Le cadre de gestion des risques est basé sur les cinq piliers suivants, soutenus par une forte culture des risques :

1. Indépendance et exhaustivité de la gestion des risques : le *Chief Risk Officer* (CRO) est indépendant des opérations (« première ligne de défense ») et des départements d'audit interne (« troisième ligne de défense »). Le département *Risk Management*, conjointement avec les départements *Compliance*, *Internal Control* et la fonction actuarielle constitue la « deuxième ligne de défense » dont l'objectif est de développer, coordonner et piloter un cadre de risque harmonisé au sein d'AXA Belgium.
2. Un cadre partagé de tolérance aux risques : le CRO doit s'assurer que la Direction revoit et approuve les risques pris au sein de la Compagnie, comprend les conséquences d'un développement défavorable de ces risques, et dispose d'un plan d'action susceptible d'être mis en œuvre en cas d'évolution défavorable de l'environnement.
3. Deuxième opinion systématique sur les processus clés : le CRO fournit une seconde opinion indépendante sur les processus clés de décisions au sein d'AXA Belgium, tels que les caractéristiques des nouveaux produits Vie et Non-Vie (tarification ajustée aux risques et profitabilité), les provisions techniques Non-Vie ainsi que les provisions techniques Vie, les études de gestion actif-passif, d'allocation d'actifs, de nouveaux investissements et de réassurance.
4. Un modèle interne robuste : le modèle interne du Groupe AXA (Modèle Interne) est un outil puissant et concret pour contrôler et mesurer l'exposition à la plupart des risques, en accord avec le cadre de la Réglementation Solvabilité II. Le Modèle Interne est conçu comme un outil cohérent et exhaustif de gestion des risques, qui constitue également un élément important dans la gestion du capital et le processus de planification.
5. Gestion des risques proactive : le CRO est en charge de la détection en amont des risques. Rendue possible par une analyse critique des entités opérationnelles concernées et un dialogue constant avec ces dernières, cette détection s'appuie sur le cadre de gestion des risques émergents du Groupe.

AXA Belgium

Le *Risk Management* est de la responsabilité de l'entité locale, en accord avec les principes et l'orientation fixés par le *Group Risk Management* ('GRM').

Le rôle et les responsabilités du *Risk Management* sont établis à la fois par le Conseil d'Administration de la compagnie ainsi que par le *Group Chief Risk Officer* dans une optique d'alignement entre les intérêts locaux et les intérêts du Groupe.

L'équipe de *Risk Management* locale assure au minimum les missions suivantes :

- La coordination locale de la seconde ligne de défense à travers une gouvernance adaptée ;

- L'implémentation du cadre de tolérance au risque sur tous les risques en cohérence avec l'appétence au risque du Groupe avec un reporting, des limites de risques et des processus de décision renforcés ;
- La réalisation d'une seconde opinion sur les processus clés, tels que la définition des caractéristiques des nouveaux produits en amont de leur lancement, les niveaux de provisions techniques Non-Vie, les études de gestion actif-passif et d'allocation d'actifs, et les stratégies de réassurance ;
- Le soutien à l'équipe Validation/fonction actuarielle qui est responsable de l'adéquation du Modèle Interne de capital au profil de risques, de son implémentation, du test et de la validation de ce modèle interne. Le responsable de la Validation/fonction actuarielle a une ligne de reporting direct au CRO.

Le *Chief Risk Officer* d'AXA Belgium dirige le département de *Risk Management* d'AXA Belgium et rapporte à la fois au CEO de la Compagnie et au CRO du Groupe. Le *Chief Risk Officer* est indépendant des unités opérationnelles et du département de l'audit interne.

Le *Chief Risk Officer* fait rapport de façon régulière sur des sujets de gestion des risques à l'*Executive Risk Committee*, au Comité des Risques et au Conseil d'Administration.

Le département *Risk Management* est également en charge du contrôle et de la gestion des risques (dans les limites fixées par le Groupe et par les politiques de limites locales), ainsi que de la validation de décision d'investissements et de souscription au travers des comités adéquats.

Autres fonctions

Les responsables directs et les équipes opérationnelles sont en charge de la prise de risque au quotidien ainsi que de la prise de décision et ont donc la responsabilité principale d'établir et de maintenir un environnement de contrôle efficace (première ligne de défense).

Les départements *Compliance*, *Internal Control* et Sécurité doivent développer, faciliter et piloter efficacement le cadre et la stratégie de risque et de contrôle (deuxième ligne de défense), en coordination avec le *Risk Management*. L'audit interne réalise, dans le cadre de sa mission, une évaluation des risques et des processus de gouvernance selon une périodicité régulière pour fournir une opinion indépendante sur l'efficacité du système de contrôle (troisième ligne de défense).

Gouvernance de la gestion du risque au sein d'AXA Belgium

Afin de gérer les risques, le Comité de Direction a constitué les comités suivants :

- L'*Executive Risk Committee*;
- L'*ALM Committee* et l'*Investment Committee*.

L'*Executive Risk Committee* se réunit au moins dix fois par an. Ce Comité est présidé par le CRO et est composé des membres du Comité de Direction, de la fonction actuarielle et du responsable de l'audit interne. En fonction des sujets, le *Chief Investment Officer* (CIO) ou d'autres sont invités à prendre la parole lors de la réunion.

Les rôles et responsabilités de ce comité incluent principalement le suivi et le pilotage des différents risques, l'analyse de l'évolution du ratio de Solvabilité II, la définition et le suivi des limites opérationnelles de l'appétence au risque, l'approbation des lancements de nouveaux produits, des programmes de réassurance, des changements de taux garantis et des niveaux de participation bénéficiaire.

L'*ALM Committee* se réunit au moins cinq fois par an. Ce Comité est présidé par le CFO et réunit le CEO, le CRO, le CIO et le CFO en plus des responsables du service *Financial Risk*, et des représentants du Groupe.

Les missions de l'*ALM Committee* incluent principalement la définition de la stratégie d'investissements dans le cadre défini par le CA, l'approbation de l'allocation stratégique d'actifs (SAA), l'approbation et le suivi du plan d'investissement et la gestion du risque de taux d'intérêt. L'*ALM Committee* délègue à l'*Investment Committee* le suivi de la performance des actifs et l'implémentation de la stratégie d'investissement décidée au sein du Comité ALM. L'*Investment Committee* se réunit deux fois par mois. Ce Comité est présidé par le *Chief Investment Officer (CIO)* et est composé du *Chief Risk Officer (CRO)*, du *Chief Financial Officer (CFO)*, en plus des responsables de l'ALM et du service *Financial Risk*, et de divers experts internes.

Au niveau du Groupe, le *Risk Management* est également renforcée par la présence d'AXA Global P&C et AXA Global Life, qui, en tant que lignes de métier globales, conseillent et accompagnent les entités locales dans leur stratégie de réassurance (Dommages, Vie, Épargne, Retraite) et centralisent les achats de couvertures de réassurance du Groupe.

/ Modèle Interne du Groupe AXA

Le Groupe AXA a développé un modèle interne robuste depuis 2007 et le modèle interne est utilisé depuis 2009 dans le système de gestion des risques et dans les processus de prise de décision. La raison principale pour laquelle d'AXA a opté pour l'utilisation d'un modèle interne plutôt que pour l'utilisation de la formule standard tient à la volonté d'AXA de refléter plus adéquatement le profil de risques dans le capital requis de solvabilité. L'utilisation d'un modèle interne permet notamment de :

- *Prendre en compte les spécificités de l'entreprise* – AXA est une compagnie offrant un large panel de produits présentant différentes expositions aux risques. Il convient donc, dans la mesure du possible, de calibrer les chocs spécifiquement pour ces profils de risques.
- *Remédier aux manquements de la formule standard* – forte de son expertise, AXA peut améliorer l'approche de la formule standard qui est - par nature - restreinte, afin d'obtenir des modèles plus appropriés pour le périmètre du Groupe et les marchés locaux. Par exemple, le modèle interne pour les risques de marché ajoute certains risques qui ne sont pas couverts par la formule standard (risque de spread sur les obligations gouvernementales, risque de volatilité implicite des taux d'intérêt et des actions).
- *Permettre une meilleure évolution du modèle à travers le temps* – tandis que l'expérience s'accroît, les activités s'étendent et les innovations en termes de produits créent des risques différents. La flexibilité du modèle interne permet de refléter les spécificités de ces développements.

Gouvernance du modèle interne

Au niveau du Groupe, les organes de gouvernance impliqués dans la gouvernance du modèle interne sont les suivants :

- Le Conseil d'Administration du Groupe ;
- Le Comité d'Audit, des Risques et de la Conformité (ARCC) ;
- Le Comité Solvabilité II.

Au niveau du Groupe, le Modèle Interne est examiné, testé et validé de manière continue par le Comité Solvabilité II. Le Comité Solvabilité II est assisté d'un comité technique en charge de la revue du Modèle Interne et de la présentation des conclusions de ses revues au Comité Solvabilité II. Le Comité Solvabilité II revoit également les processus de validation et d'amendement du Modèle Interne et fait la liaison avec la gouvernance locale. Il revoit également les conclusions des activités de validations régulières. Les résultats du Groupe sont présentés de manière trimestrielle à l'ARCC.

Chez AXA Belgium, les organes de gouvernance impliqués dans la gouvernance du modèle interne sont les suivants :

- Le Conseil d'Administration
- L'*Executive Risk Committee (ERC)*
- Le *Model Committee*

Le modèle interne est revu, challengé et approuvé de manière continue par l'*Executive Risk Committee* présidé par le CRO. Il se base pour ce faire sur les travaux du *Model Committee*. Le *Model Committee* se réunit quatre fois par an et remplit principalement les tâches suivantes :

- Mise à jour du plan d'évolution du modèle ;
- changements de modèle : approbation des changements mineurs et recommandation à l'*Executive Risk Committee* concernant les changements majeurs ;
- Revue des hypothèses utilisées dans le modèle ;
- Discussion des recommandations formulées par l'équipe Validation et établissement d'un plan d'action pour y remédier ;
- Revue des conclusions sur la qualité des données, revue de l'utilisation du modèle (test d'utilisation), des résultats des *stress tests*, des projections.

Le *Model Committee* est assisté par des groupes techniques de travail qui revoient les changements au modèle interne proposés et qui présentent leurs conclusions au *Model Committee*. Le *Model Committee* revoit également les processus de changements de modèle et le processus de validation.

Pour chaque calcul de capital requis, des réunions sont organisées pour valider les résultats du modèle et s'assurer que la solvabilité est adéquate, compte tenu du profil de risques d'AXA Belgium. Les résultats sont présentés à l'ERC.

Les processus liés à la gestion du modèle interne donnent au Conseil d'Administration les moyens appropriés pour comprendre, challenger et approuver le design et les résultats du modèle.

Description du processus de validation

AXA a mis en place et documenté un processus général de validation du modèle interne pour évaluer sa performance et son adéquation continue. Cette procédure et sa gouvernance sont décrites dans la politique Groupe de validation de modèle tel qu'approuvée par le Comité de Direction. La validation porte sur l'ensemble du modèle interne. Cela ne concerne donc pas seulement les aspects quantitatifs du modèle (données utilisées, théorie et méthodologie, paramètres et hypothèses, résultats) mais également les aspects qualitatifs, dont notamment : le jugement d'expert, la documentation, la gouvernance du modèle, le test d'utilisation, les systèmes informatiques.

La politique Groupe de validation de modèle est complétée par AXA Belgium pour décliner les rôles et responsabilités au niveau local. Le département du *Risk Management* a la responsabilité du design et du fonctionnement du modèle interne. Ce département mène également des activités de *testing* intégré ; la validation étant coordonné par l'équipe Validation/fonction actuarielle, principalement organisée autour de :

- La validation de la structure du modèle, des choix de modélisation, des paramètres et des hypothèses ;
- La validation des calculs de capital requis et des résultats (supportée par les autres intervenants du modèle : la gestion des produits, la gestion des actif-passif), y compris la vérification que les résultats du capital requis ne comportent pas d'erreur matérielle.

Ces activités sont complétées par un challenge et une validation indépendants des hypothèses, des paramètres clés et des résultats à travers les différents comités (*Model Committee*, Comité des Risques Vie, Comité des Risques Non-Vie) qui réunissent le niveau d'expérience et de connaissance nécessaire. En particulier, le département du *Risk Management* du Groupe fournit un challenge indépendant des choix locaux de modèle, des paramètres locaux, des hypothèses ou calibrations, ainsi que des résultats locaux.

Pour assurer le processus de validation (interne & externe) du modèle, un coordinateur de validation a été désigné en la personne de la fonction actuarielle.

En plus de cette validation intégrée, complétée par la revue du CRO et le *sign-off* des résultats, un processus étendu de revue indépendante a été défini et mis en œuvre afin d'apporter un confort à la direction et au Conseil d'Administration sur la conformité aux besoins et de la qualité du modèle et de ses outputs. Les revues indépendantes sont effectuées par deux équipes internes et par les auditeurs externes :

- L'équipe du Contrôle Interne Financier (IFC) a la responsabilité d'évaluer l'efficacité du système de contrôle interne sur Solvabilité II, sur la base de tests des processus et contrôles sur les ressources financières disponibles et le capital requis, au moins annuellement ;
- L'équipe de revue du modèle interne (IMR) qui est une équipe émanant du Groupe, est responsable de la revue actuarielle approfondie du modèle sous la responsabilité des équipes locales, de la conception et de la méthodologie quand elles sont développées localement, et de l'implémentation locale des principes Groupe, le cas échéant. Les contrôles par cette équipe sont effectués sur une base régulière de 3 ans, indépendamment de l'agenda de clôture ;
- À l'issue du processus de validation annuel, un rapport résumant les conclusions des activités de validation internes intégrées (couvertes par *Group Risk Management*) et indépendantes (couvertes par IMR et IFC) ainsi que le rapport d'un expert indépendant sont présentés au Conseil d'Administration.

/ Évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA)

L'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) englobe les processus utilisés pour identifier, évaluer, gérer et rapporter les risques à court et à moyen terme pour AXA Belgium et pour assurer un niveau cible de fonds propres qui tienne compte de ce profil de risque, pour un appétit au risque et une stratégie business donnés. C'est une composante importante du système de gestion des risques qui permet d'obtenir une vision complète des risques propres à AXA Belgium.

Processus et rapport ORSA

Le processus d'évaluation propre des risques et de la solvabilité (*Own Risk and Solvency Assessment* ou ORSA) comprend principalement des processus liés aux activités financières et de gestion des risques, qui sont organisés autour des processus suivants (liste non exhaustive) :

- calculs et projections de capital requis et de ressources financières disponibles, et ratios de solvabilité projetés qui en découlent ;
- planning stratégique et projections financières ;
- processus d'appétit aux risques ;
- sensibilités et analyses de scénarios et suivi (tests de stress et tests inversés) ;
- reporting du risque de liquidité ;
- classification des fonds propres ;
- revue et évaluation des risques émergents, de réputation, d'évolution réglementaire et stratégiques ;
- activités liées à la gouvernance telles que la rédaction ou la mise à jour des politiques et chartes ;
- évaluations des modèles (forces et limitations).

Le Groupe AXA a développé une politique "*Own Risk and Solvency Assessment (ORSA)*" pour décrire le cadre commun par lequel le processus ORSA sera développé et rapporté au niveau du Groupe.

Le CRO d'AXA Belgium est responsable du développement de la politique ORSA, de l'implémentation du processus et de la coordination du reporting ORSA en collaboration avec les différents départements impliqués. Le Comité de Direction approuve la politique et s'assure que les moyens adéquats sont en place pour implémenter et gérer le processus ORSA. Il approuve également le rapport ORSA.

Conseil d'Administration (CA)

L'ORSA est un processus top-down qui est soumis à l'approbation du Conseil d'Administration. Le rapport ORSA d'AXA Belgium est présenté à l'*Executive Risk Committee* (ERC) et au Comité des Risques en vue de l'approbation finale par le Conseil d'Administration pour envoi à la BNB. Cette revue porte sur le ratio de couverture Solvabilité II projeté, sur les pratiques de gestion des risques et l'établissement des décisions du management ("*management actions*") en cas de survenance de risques majeurs. Par ailleurs, le cadre d'appétit au risque est revu par l'ERC et le Comité des Risques et est approuvé par le Conseil d'Administration.

Comité de Direction (CD) - Executive Risk Committee

L'*Executive Risk Committee* (auquel le Comité de Direction et la fonction actuarielle participent) est chargé de la révision et de l'approbation des conclusions et des résultats qualitatifs et quantitatifs de l'ORSA. L'ERC est également chargé de la validation de certaines composantes (hypothèses du plan stratégique, appétit et tolérance au risque, évaluation du risque de réputation, etc.).

Après la revue du rapport ORSA par tous les départements qui ont contribué à son élaboration, l'ERC sera chargé de la revue des résultats qualitatifs et quantitatifs ainsi que des conclusions du processus ORSA.

Hormis le rapport annuel du processus ORSA, une revue bi-annuelle est effectuée pour mettre à jour le profil de risques et adapter les mesures de gestion si besoin. Les conclusions sont remontées à l'ERC.

Le rapport ORSA contient une évaluation des éléments suivants :

- a) Les besoins en fonds propres sur la base du modèle interne. Ces besoins reposent sur la quantification des risques (et les mesures de gestion qui peuvent en découler) et sur les hypothèses du plan stratégique qui a été approuvé, le tout à l'intérieur des limites de risques fixées par le Conseil d'Administration. Des scénarios de *stress tests* sont effectués et analysés afin d'évaluer la solidité de l'évaluation des besoins en fonds propres. L'*Enterprise Risk Management* permet en outre d'identifier et de gérer les risques non quantifiables ;
- b) La conformité permanente du niveau de capitaux propres requis sur la base du modèle interne avec les exigences réglementaires sur l'horizon du plan stratégique, que ce soit dans le scénario de base ("*base case*") ou dans les deux scénarios supplémentaires ;
- c) La mesure dans laquelle le profil de risque d'AXA Belgium s'écarte des hypothèses utilisées dans le modèle interne. Des tests de validation approfondis sont effectués pour évaluer la pertinence du modèle interne et de ses hypothèses pour AXA Belgium et estimer la marge d'erreur du modèle. Ces tests portent également sur les *stress tests* et les scénarios testés. Les limites du modèle interne et du plan d'évolution qui ressortent des activités de validation sont également présentées.

B.4 Système de Contrôle Interne

/ Système de Contrôle Interne

OBJECTIFS DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

AXA Belgium est actif dans le domaine de la protection financière. Ainsi, elle est exposée à une grande variété de risques: les risques d'assurance, les risques de marché, et d'autres types de risques.

Afin de gérer ces risques, AXA a mis en place un système de contrôle interne pour s'assurer que les dirigeants soient correctement informés des risques significatifs, qu'ils disposent de l'information et des outils nécessaires pour analyser et gérer adéquatement ces risques, et que les informations financières de la Compagnie et du Groupe soient fiables et établies selon le timing prévu.

Les mécanismes et procédures de ce système incluent principalement :

- les structures de gouvernance de l'entreprise qui permettent d'assurer une supervision et une gestion appropriées des activités de la compagnie, ainsi qu'une allocation claire des rôles et responsabilités au plus haut niveau ;
- le contrôle interne sur le reporting financier (ICOFR) un processus conçu sous la supervision de son Directeur Financier afin d'assurer de façon raisonnable la fiabilité du reporting financier et l'établissement des États Financiers Consolidés d'AXA comme de ceux de la Compagnie; et
- des contrôles et des procédures qui permettent aux dirigeants de disposer des informations pertinentes pour les processus décisionnels.

AXA Belgium a mis en place un système global de procédures et de mécanismes de Contrôle *Interne*, qui est approprié et adapté à ses activités et à leur étendue. Il s'inspire de mécanismes similaires à ceux du Groupe afin de fournir une assurance raisonnable sur l'efficacité opérationnelle de la compagnie, son reporting financier et sa conformité aux normes réglementaires.

GOVERNANCE DE GROUPE

AXA a mis en place des mesures pour harmoniser les standards de gouvernance au sein du Groupe, créant ainsi un cadre minimal de référence comme exigé par la réglementation Solvabilité II.

Les standards de gouvernance du Groupe sont une composante des standards généraux qui s'appliquent à toutes les compagnies du Groupe AXA (le *Group Standards Handbook*). Ces standards sont conçus de sorte à s'assurer que toutes les compagnies du Groupe ont mis en place une gestion des Risques efficace et des structures de gouvernance adéquates, et qu'elles respectent les exigences minimales du Groupe en termes de contrôles. C'est pour cette raison que le CEO doit certifier annuellement qu'AXA Belgium est en conformité avec les standards du Groupe.

GOVERNANCE LOCALE ET CONTRÔLE

La section B1 ci-dessus décrit la gouvernance générale d'AXA Belgium : le Conseil d'Administration et le Comité de Direction, les comités spécialisés consultatifs que sont le Comité d'Audit et le Comité des Risques ainsi que le Comité de Nomination et de Rémunération (CNR) et les 4 fonctions de contrôle indépendantes. Les missions et l'organisation des 4 fonctions de contrôle indépendantes sont décrites ailleurs dans le présent chapitre.

Le Conseil d'Administration a, outre la fonction de détermination de la stratégie de la Compagnie, une importante fonction de surveillance des activités. Il doit veiller à la mise en place des mécanismes de contrôle interne à tous les niveaux de l'entreprise et évaluer l'adéquation de ces mécanismes. Le

Comité d'Audit occupe une place prépondérante dans le dispositif de contrôle du Conseil d'Administration.

Le Comité de Direction assume la direction effective de l'entreprise, met en œuvre concrètement son système des risques et implémente le système de contrôle interne d'AXA Belgium tout en rendant compte au CA de son efficacité.

Conformément aux standards du Groupe AXA et de la Circulaire Gouvernance de la Banque Nationale de Belgique, le contrôle interne se structure autour d'une architecture à 3 niveaux :

- les unités opérationnelles et de support forment la première ligne de défense de l'entreprise, à laquelle il revient d'identifier les risques posés par chaque opération et de respecter les procédures et les limites posées ;
- la seconde ligne de défense comprend les fonctions de contrôle – gestion des risques, Fonction actuarielle et *Compliance* – ainsi qu'un département Contrôle interne qui sont chargés de s'assurer que les risques ont été identifiés et gérés par les unités, selon les règles et procédures prévues.
- la troisième ligne de défense est constituée de l'Audit interne qui évalue, entre autres, le respect des procédures par la première et seconde ligne de défense et, plus largement, l'efficacité du système de contrôle interne.

CONTROLE INTERNE DU REPORTING FINANCIER (ICOFR)

Le Contrôle Interne d'AXA Belgium sur le Reporting Financier (ICOFR) est un processus qui permet de donner une assurance raisonnable sur la fiabilité du reporting financier et la préparation de l'établissement des États Financiers d'AXA Belgium.

L'ICOFR d'AXA Belgium inclut des politiques et procédures afin d'assurer de manière raisonnable que:

- les registres reflètent de façon exacte et sincère les transactions et l'utilisation des actifs ;
- les transactions sont enregistrées pour permettre la production des états financiers conformément aux principes comptables généralement appliqués ;
- les encaissements et décaissements sont effectués avec l'autorisation des dirigeants de la compagnie ; et
- les acquisitions, les utilisations et les cessions non autorisées des actifs, qui pourraient avoir un impact significatif sur les états financiers, seraient empêchées ou détectées en temps utile.

AXA Belgium a mis sur pied un programme complet, basé sur les principes définis par le Groupe, qui s'appelle Internal Financial Control (IFC) et qui permet de conclure que le Contrôle Interne portant sur le reporting Financier est efficace à l'issue de chaque exercice.

Le programme IFC repose sur le standard IFC du Groupe, qui régit les principes de contrôle interne et de gouvernance. Ce standard est basé sur le référentiel dénommé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO). Il est conçu pour définir le périmètre et la gouvernance du programme IFC, assurer la qualité et la cohérence d'ensemble du reporting financier d'AXA et fournir un référentiel pour le programme annuel IFC.

Conformément au standard IFC du Groupe, les entités du périmètre (i) documentent les principaux processus et contrôles qui permettent de réduire à un niveau acceptable les risques d'erreurs significatives ou de fraudes dans les états financiers et (ii) testent la conception et l'efficacité opérationnelle des principaux contrôles selon les plans de tests.

Les éventuelles déficiences et faiblesses identifiées lors des tests font l'objet de plans de remédiation établis et implémentés par les unités opérationnelles et de support. Ce processus permet de maintenir la qualité de l'environnement de contrôle interne au sein d'AXA Belgium.

À la fin de chaque année, AXA Belgium procède à l'évaluation de son ICOFR, dans le cadre d'une procédure de certification interne. Cette procédure requiert la validation formelle des responsables de processus et la rédaction d'un rapport émis par le Directeur Financier concluant sur l'efficacité de l'ICOFR.

CONTROLE DE L'INFORMATION

AXA SA a mis en place un processus interne de revue et de certification. Ce processus formalisé requiert de chaque membre du Comité de Direction, des Directeurs Financiers et de certains cadres dirigeants qu'ils certifient divers éléments présentés dans le Rapport Annuel de la Société.

Ce processus est basé sur les quatre piliers suivants :

1. un certificat remis à l'équipe *Planning Budgeting Reporting Consolidation* (PBRC) par le Directeur Financier de chaque filiale (*CFO Sign-Off Certificates*), en même temps que les informations financières consolidées relatives à la filiale ;
2. un rapport de gestion sur le programme IFC (*IFC Management Report*) remis par le Directeur Financier ;
3. un certificat des contrôles et procédures de communication remis par les membres du Comité de Direction d'AXA, les Directeurs Financiers régionaux et certains autres cadres dirigeants en vertu desquels chacune de ces personnes est chargée de revoir le Rapport Annuel d'AXA et de certifier formellement (i) l'exactitude et l'exhaustivité des informations concernant les entités dont il est responsable et (ii) l'efficacité des contrôles et procédures de communication et de l'ICOFR au sein des entités dont il est responsable (avec notamment la communication expresse de toutes insuffisances ou défaillances significatives). De plus, dans le cadre de ce processus, chacune de ces personnes est tenue d'examiner et de commenter un certain nombre d'informations à caractère transversal contenues dans le Rapport Annuel et relatives aux risques ou autres sujets d'importance ;
4. une certification sur les Notes aux États Financiers Consolidés : PBRC met à disposition des Directeurs Financiers régionaux la contribution des entités dont ils sont responsables aux Notes aux États Financiers Consolidés pour leur permettre de certifier l'exactitude et l'exhaustivité des informations du Rapport Annuel du Groupe.

Afin de satisfaire à ces exigences, un processus de signature a été défini sous la responsabilité du Directeur financier d'AXA Belgium dans l'ensemble de la Société, y compris ses filiales, impliquant tous les contributeurs aux états financiers. Ceci afin de lui permettre de finaliser sa propre signature au Groupe.

FONCTION COMPLIANCE

La fonction de Compliance a la responsabilité d'informer le management et le Conseil d'Administration sur la conformité aux lois, aux réglementations et aux dispositions administratives adoptées en accord avec la Directive Solvabilité II ainsi qu'aux autres lois et réglementations locales et de l'impact des changements réglementaires applicables aux opérations d'AXA Belgium.

Cette fonction fournit l'expertise et le support aux différents départements de la compagnie pour qu'ils développent une sensibilité en matière de conformité, qu'ils puissent évaluer et analyser les différentes situations et ainsi participer au développement de solutions visant à limiter les risques de non-conformité auxquels AXA Belgium est exposée.

Le responsable Compliance rapporte au Chief Risk Officer d'AXA Belgium.

La fonction de Compliance est en charge de l'ensemble des questions liées à la compliance, dans le respect des principes définis par la BNB et la FSMA dans leur circulaire commune de 2012⁷, y compris (i) des comptes rendus réguliers, à la Direction et au régulateur, sur les questions importantes de conformité et de réglementation, (ii) les questions de criminalité financière (qui comprennent les programmes anti-corruption, lutte anti-blanchiment ainsi que sanctions internationales / embargos), (iii) la protection des données, (iv) la protection du preneur d'assurance, l'information au client et la publicité, (v) les pratiques de marché et la protection du consommateur.

La Charte relative à la fonction de Compliance et la Politique d'Intégrité de l'entreprise sont soumises pour validation au Comité de Direction et au Conseil d'Administration.

La fonction de Compliance effectue une évaluation annuelle afin d'identifier les risques de non-conformité les plus significatifs auxquels l'entreprise est exposée. Sur base de cette évaluation, un plan de Compliance annuel est développé pour l'exercice qui suit l'exercice en cours.

Les activités de Compliance au sein d'AXA Belgium s'articulent autour des standards et politiques Compliance du Groupe qui fixent les exigences minimales pour toutes les entités opérationnelles d'AXA. En outre, la fonction Compliance d'AXA Belgium a développé ses propres politiques locales pour s'aligner sur les lois et réglementations spécifiques aux juridictions dans lesquelles AXA Belgium exerce ses activités. Ces politiques locales sont revues chaque année et adaptées si nécessaire.

La fonction de Compliance rapporte, régulièrement, directement au Comité de Direction sur les questions de conformités importantes. Ces dernières comprennent les changements réglementaires majeurs qui ont des répercussions sur la conformité, les résultats de l'évaluation du risque, le plan annuel de conformité ou tous autres problèmes qui nécessitent une procédure d'escalade.

CONCLUSION

AXA Belgium considère avoir mis en place un système de contrôle interne approprié et bien adapté à ses activités comme à l'échelle globale de ses opérations.

Néanmoins, indépendamment de la qualité de sa conception, tout système de contrôle interne présente des limites qui lui sont inhérentes, et par conséquent ne peut fournir une garantie à toute épreuve. Ainsi, les systèmes considérés comme efficaces par les dirigeants ne peuvent pas prémunir contre, ni détecter, toutes les erreurs humaines, tous les dysfonctionnements des systèmes, toutes les fraudes ou toutes les informations erronées, mais permettent uniquement d'en fournir une appréciation raisonnable. De plus, les contrôles considérés comme efficaces sont susceptibles de se révéler inadaptés dans des hypothèses de changements de circonstances, de détérioration du niveau de conformité avec la procédure ou en raison d'autres facteurs.

⁷ Circulaire 2012-14/21 du 4 décembre 2012 sur la fonction de *Compliance*

B.5 Fonction d'audit interne

/ Description de la fonction d'audit interne

L'audit interne d'AXA Belgium a pour objectif d'aider le Conseil d'Administration et les équipes dirigeantes à protéger les actifs, la réputation et la pérennité de l'entité en fournissant un avis indépendant et objectif, permettant de créer de la valeur et d'améliorer le fonctionnement des opérations.

Il aide l'entité, par une approche structurée et systématique, à réaliser ses objectifs :

- en évaluant l'efficacité de la gouvernance et des processus de gestion des risques et de contrôle ;
et
- en challengeant les équipes dirigeantes.

Le Comité d'Audit approuve une charte qui documente la mission, l'indépendance, le périmètre couvert, les responsabilités et les standards de l'audit interne d'AXA Belgium.

Le responsable de l'audit interne d'AXA Belgium a un accès direct et une ligne de reporting indéfectible au président de son Comité d'Audit.

L'audit interne d'AXA Belgium rapporte fonctionnellement au directeur Groupe de l'audit interne, qui lui-même rapporte directement au président du Comité d'Audit Groupe.

L'audit interne d'AXA Belgium détermine annuellement, sur la base d'une évaluation des risques inhérents et de la pertinence des contrôles, un plan d'audit interne. La réalisation du plan fait l'objet d'un suivi formel, et est reportée au Comité d'Audit.

Sur une période de cinq ans, toutes les catégories de l'univers d'audit applicables pour l'entité doivent être auditées. Toute exception identifiée doit être notifiée au Comité d'Audit pour ratification.

À la conclusion de chaque revue, un rapport d'audit est adressé au *management* concerné. Les résultats des audits ainsi que le statut et le niveau de résolution des points soulevés sont présentés régulièrement au Comité d'Audit et à la direction de l'Entité.

Le Comité d'Audit doit avoir au moins trois et au plus sept membres dont l'un remplit la fonction de Président du Comité d'Audit, tous administrateurs non-exécutifs. La majorité des membres du Comité d'Audit doit être constituée par des administrateurs indépendants. Les membres du Comité d'Audit sont nommés et investis par le Conseil d'Administration. Le Président est désigné par les membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit remplit ses obligations en accord avec les « *AXA Group Terms of Reference for Audit Committees* ».

B.6 Fonction actuarielle

/ Description de la fonction actuarielle

Les responsabilités endossées par la fonction actuarielle incluent les tâches imposées par la réglementation Solvabilité II, la loi de contrôle et la circulaire NBB_2016_31. Les activités sont organisées autour des catégories suivantes :

1. coordonner le calcul des provisions techniques ;
2. garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques ;
3. apprécier l'exhaustivité et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques ;
4. comparer les meilleures estimations (« *Best Estimate* ») aux observations empiriques ;
5. informer le Conseil d'Administration et le Comité de Direction de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques ;
6. s'assurer de la conformité (Arrêté Royal 17 novembre 1994 relatifs aux comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance) du calcul et du niveau des provisions techniques ainsi que de la provision clignotant ;
7. émettre un avis sur la politique globale de souscription ;
8. émettre un avis sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance ;
9. contribuer à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques, en particulier pour ce qui concerne la modélisation des risques qui sous-tendent le calcul des exigences de capital ;
10. émettre un avis sur la politique de partage des profits (*profit sharing*) et les ristournes ainsi que sur le respect de la réglementation en la matière (tâche imposée par la loi belge).

GOUVERNANCE

Chez AXA Belgium, la fonction actuarielle est une fonction de contrôle indépendante qui se trouve au même niveau que la fonction du *Risk Management*, même si cette dernière est représentée au Conseil d'Administration et au Comité de Direction par le CRO. Le représentant de la fonction actuarielle est membre de l'*Executive Risk Committee* (ERC) et de plusieurs de ses sous-comités.

La fonction actuarielle exerce ses activités sous la responsabilité finale du Conseil d'Administration et doit, quand cela est approprié, collaborer avec les autres fonctions indépendantes. Annuellement, le Conseil d'Administration évalue l'exercice de la fonction.

La nomination et la révocation du détenteur de la fonction actuarielle doivent être convenues à l'avance par :

- les détenteurs de la fonction actuarielle au niveau du Groupe ;
- le Conseil d'Administration d'AXA Belgium sur la base de l'avis du Comité de Nomination et de Rémunération ; et
- la Banque Nationale de Belgique.

Afin d'assurer qu'il n'y ait pas de conflit d'intérêts, le détenteur de la fonction actuarielle a :

- une ligne de reporting fonctionnelle vers le CRO ;
- une possible ligne de recours vers le Comité de Direction ;
- un libre accès au Conseil d'Administration, le cas échéant via le Comité des Risques ;
- le droit d'accéder à toute information pertinente, donnée nécessaire pour exercer ses tâches dans les limites de ce qui est légalement autorisé ; et
- la possibilité de communiquer de sa propre initiative avec tous les collaborateurs de l'entreprise.

B.7 Sous-traitance

/ Politique de sous-traitance

L'externalisation fait référence à la délégation à un tiers, dans le cadre d'un contrat de service, de l'exécution de certaines activités propres à l'entreprise d'assurance.

La politique d'externalisation d'AXA Belgium décrit les exigences pour se conformer à la Directive Solvabilité II, et requiert que les relations significatives avec des fournisseurs tiers soient soumises à des vérifications préalables appropriées, à une approbation et à la mise en place d'une surveillance continue.

L'objectif de la politique est de veiller à ce qu'AXA Belgium n'abdique aucune responsabilité dans le cadre des fonctions déléguées, que ce soit à une filiale du Groupe AXA ou à un partenaire externe, et que les risques inhérents à l'externalisation d'activités importantes (celles jugées critiques aux activités principales de l'entreprise) soient identifiés, surveillés et gérés de manière appropriée.

AXA Belgium a conclu, auprès de prestataires tiers, des accords contractuels qui ont pour objet la fourniture de services nécessaires pour assurer ses opérations journalières. Des vérifications sont organisées régulièrement pour assurer qu'AXA Belgium conserve la pleine responsabilité sur les fonctions ou les activités sous-traitées.

Des activités importantes sont sous-traitées au sein du Groupe AXA et se rapportent à: (i) des services de gestion de centres de données, (ii) l'exploitation et la maintenance informatique, (iii) des processus métier tels que la comptabilité ou la gestion de paiements, (iv) la souscription, (v) la gestion de sinistres.

Outre la sous-traitance de certaines activités au sein du Groupe, d'autres activités externalisées significatives concernent (vi) la gestion des courriers entrants et sortants ainsi que l'archivage, (vii) la souscription, (viii) la gestion de sinistres, (ix) le développement, l'hébergement et la maintenance de logiciels informatiques.

La plupart des contrats sont soumis à la juridiction belge, trois en France, deux en Inde, un en Hollande et un à la juridiction américaine.

La surveillance de ces *outsourcings* critiques ou importants est confiée à un *contract owner* nommément désigné. Ces activités sont aussi soumises depuis 2015 à la surveillance d'un Comité de pilotage qui rapporte à l'*Executive Risk Committee*. Il s'agit de l'*Outsourcing Oversight Committee*.

B.8 Autres informations

Néant

C

Profil de risque

C.1 Risques de souscription

Risques d'assurance

C.2 Risques de marché

Risques de marché

Contrôle et mitigation des risques

Gouvernance de la stratégie d'investissements et de la gestion des actifs-passifs

C.3 Risques de crédit

Risques de crédit

Contrôle et mitigation des risques

C.4 Risques de liquidité

Position de liquidité et cadre de gestion des risques

C.5 Risques opérationnels

Principes généraux

C.6 Autres risques importants

Risques stratégiques

Risque de réputation

Risques émergents

C.7 Autres informations

/ Préambule

La section ci-dessous décrit les risques principaux auxquels AXA Belgium est exposée à travers son activité.

L'activité d'AXA Belgium consiste à protéger ses clients, de la protection de leurs biens à la protection individuelle ou collective (c'est-à-dire l'intégrité physique, la santé ou la protection de la vie de l'individu ou du groupe), la protection contre la responsabilité et la protection des biens. Le cycle de production d'AXA Belgium est inversé : les primes précèdent les remboursements. AXA Belgium recueille les primes de ses assurés et investit les primes encaissées jusqu'à la survenue d'un sinistre ou l'expiration de la police.

- **L'assurance dommages** comprend l'assurance de biens personnels (voitures, habitations) et de responsabilité (personnelle ou professionnelle). Il couvre une large gamme de produits et services conçus pour les lignes personnelles et commerciales. Le principe du cycle de production inversé s'applique également aux activités Dommages : le client paie une prime pour assurer la couverture en cas de perte assurée (incendie, accident, vol). Toutes les primes perçues par l'assureur sont utilisées pour régler les sinistres déposés par ses preneurs d'assurance, ainsi que ses propres frais d'exploitation. En mutualisant les risques, la compagnie d'assurance protège les assurés à un coût raisonnable. L'évaluation des risques est un élément clé qui permet à l'assureur d'évaluer correctement son risque (la prime), de le regrouper et d'optimiser ses propres coûts d'exploitation et d'administration.
- **Les polices d'assurance-vie individuelle et collective d'AXA Belgium** englobent à la fois les produits d'épargne et de retraite, d'une part, et les autres produits de santé et de protection personnelle, d'autre part. Les produits d'épargne et de retraite répondent à la nécessité de réserver des capitaux pour financer l'avenir, un projet spécial ou une retraite. La protection personnelle couvre les risques liés à l'intégrité physique, à la santé ou à la vie d'une personne.

L'expertise d'AXA Belgium réside dans sa capacité à évaluer, mutualiser ou transférer des risques individuels ou commerciaux. Dans ce contexte, AXA Belgium a développé des outils cohérents et complets pour mesurer et contrôler ses principaux risques, comme détaillé dans les sections qui suivent.

/ Capital de Solvabilité requis par la réglementation Solvabilité II et modèle interne

Le Capital de Solvabilité Requis

Le régime Solvabilité II introduit une exigence de capital basée sur le risque qui peut être évaluée soit à l'aide d'un modèle interne ou d'une formule standard.

Le modèle interne du Groupe AXA vise à couvrir tous les risques matériels et quantifiables auxquels l'entreprise est exposée. Le modèle interne d'AXA offre un outil concret et puissant pour contrôler et mesurer l'exposition à la plupart des risques, conformément au cadre de Solvabilité II.

Le modèle interne repose sur une définition commune des risques utilisée de manière cohérente dans l'ensemble du Groupe AXA. Il vise à s'assurer que la cartographie des risques est exhaustive et est suivie de façon cohérente dans l'ensemble de la Société et que des procédures et des rapports sont en place afin que les rôles et les responsabilités soient alloués pour identifier, mesurer, surveiller et gérer les principaux risques.

La cartographie des risques du Groupe⁸ identifie tous les risques matériels applicables aux activités d'assurance de la Société. Le modèle interne du Groupe AXA capture tous les risques significatifs applicables aux activités d'AXA Belgium. Ils sont pris en compte dans les modèles utilisés pour évaluer les différents sous-risques et l'agrégation globale des risques. Les méthodologies sous-jacentes utilisées dans le modèle interne sont régulièrement revues pour s'assurer qu'elles reflètent fidèlement le profil de risque d'AXA Belgium et que de nouvelles méthodes sont développées et intégrées régulièrement (conformément à la politique interne de changement de modèle).

Le modèle interne d'AXA est étalonné pour représenter la valeur à risque de la valeur économique du Groupe avec un niveau de confiance de 99,5% sur un horizon d'un an. En d'autres termes, l'exigence le capital de solvabilité (SCR) est le capital nécessaire pour soutenir un choc bicentenaire. Le SCR s'efforce d'inclure tous les risques mesurables (marché, crédit, assurance et opérationnel) et reflète le profil unique et diversifié d'AXA.

Outre les risques encourus et pris en compte dans le calcul du SCR en suivant le modèle interne d'AXA, AXA Belgium considère également le risque de liquidité, le risque de réputation, le risque stratégique, les risques réglementaires ainsi que les risques émergents.

Le tableau ci-dessous résume les besoins en Capital de Solvabilité Requis (SCR) pour AXA Belgium par catégorie de risque.

Solvency Capital Requirement - for undertakings on Full Internal Models

Unique number of component	Components description	Calculation of the Solvency Capital Requirement
C0010	C0020	C0030
	Market Risk	2.178.400.536,36
	Intangible Risk	0,00
	Operational Risk	132.000.000,00
	P&C Risk	495.012.548,55
	Life Risk	300.123.944,40
...	Credit Risk	364.429.940,34

Calculation of Solvency Capital Requirement

Total undiversified components

Diversification

Tax adjustment

Solvency capital requirement excluding capital add-on

Capital add-ons already set

Solvency capital requirement

Other information on SCR

R0110

R0060

R0310

R0200

R0210

R0220

C0100

3.469.966.969,66
-747.522.905,45
-448.614.632,41
2.273.829.431,80
0,00
2.273.829.431,81

Figure 1- Capital de Solvabilité Requis pour AXA Belgium en modèle interne (QRT TEMPLATE S25.03)

AXA Belgium : Capital cible et sensibilité aux risques

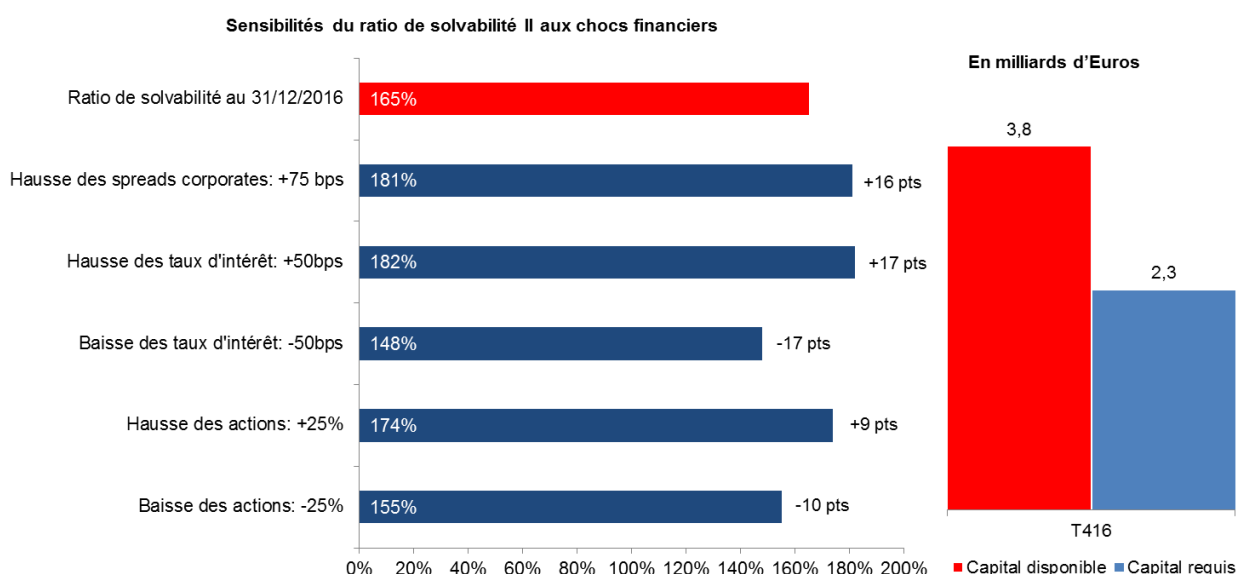
Dans le cadre du régime Solvabilité II, AXA Belgium est tenue de détenir des fonds propres éligibles qui couvrent son capital de solvabilité requis afin d'absorber des pertes importantes et de se conformer aux exigences réglementaires. Le capital de solvabilité requis par AXA Belgium est calibré

⁸ La cartographie des risques du Groupe identifie tous les risques applicables aux activités d'AXA. Les catégories de risques sont également subdivisées en sous-risques. L'évaluation des risques est effectuée au niveau du sous-risque. La grille des risques est régulièrement revue et validée au niveau du Groupe.

de manière à garantir que tous les risques quantifiables auxquels AXA Belgium est exposée sont pris en compte⁹.

Dans des conditions normales, AXA Belgium devrait maintenir un ratio de solvabilité II supérieur à 100%, ce qui permet à AXA Belgium d'avoir suffisamment de fonds propres éligibles pour supporter un choc bicentenaire.

En outre, afin d'assurer un niveau de confort supérieur à un ratio de solvabilité réglementaire de 100%, AXA Belgium surveille sa capacité à absorber les éventuels chocs financiers ou techniques sévères. Dans ce contexte, AXA Belgium évalue entre autre la sensibilité de son ratio de solvabilité II aux chocs financiers affectant les *spreads* des obligations des entreprises, les taux d'intérêt et le cours des actions (comme indiqué dans la figure ci-dessous). Ces analyses de sensibilité ne tiennent pas compte des mesures de gestion qui pourraient être prises par la direction pour atténuer les effets des chocs définis mais permettent de s'assurer que la direction locale examine et approuve le risque porté par la Société, comprenne les conséquences et l'évolution défavorable de ces risques, et définisse des plans d'action qui peuvent être mis en œuvre en cas d'évolution défavorable.



Il convient également de mentionner qu'AXA Belgium est une filiale du Groupe AXA qui, dans le cadre du régime de Solvabilité II, a défini un cadre de gestion du capital clair avec 170-230% d'objectif cible du ratio de solvabilité II. L'exigence de capital de solvabilité consolidé d'AXA tient compte de la diversification globale des risques qui existe dans l'ensemble de ses entreprises d'assurance et de réassurance, reflétant correctement l'exposition au risque du Groupe AXA. Le Groupe AXA effectue également des analyses de sensibilité régulières de son ratio de solvabilité II aux risques et événements importants, démontrant que son ratio de solvabilité est résistant à une large gamme de chocs (similaires aux événements majeurs passés telle que la crise financière de 2008/2009, la crise financière de 2011 ou la tempête de Lothar et Martin).

⁹ Afin d'assurer la robustesse du modèle interne, des tests de contraintes inverses sont effectués au niveau de la Société. Les scénarios de contraintes inverses présentent des combinaisons d'événements liés au marché, au crédit, à la vie, à l'assurance de dommages et à l'exploitation (qui se produisent simultanément), ce qui entraînerait une perte équivalente au capital de solvabilité requis. Ces scénarios consistent en un back-testing pour la précision des coefficients de corrélation. En effet, l'exécution de tels scénarios permet de mettre en évidence les effets potentiels croisés et non linéaires et donc d'ajuster les corrélations pour tenir compte de ces impacts. Il en résulte des coefficients de corrélation conservateurs. Ces stress tests sont complétés par des scénarios de Stress Transversaux qui mettent en lumière des mesures appropriées qui peuvent être prises afin d'atténuer leurs effets dans les scénarios de stress, y compris, le cas échéant, l'activation de la gouvernance de gestion de crise de la Société.

/ Gouvernance des stratégies d'investissement et de la gestion actif-passif (ALM)

Orientations Groupe et locales sur les investissements

La politique d'investissement d'AXA Belgium s'articule autour des principes d'une gestion prudente au service des assurés et des engagements pris vis-à-vis de ces derniers.

En tant que compagnie d'assurance, les stratégies d'investissements sont principalement le fruit d'études de gestion actif - passif (*Asset & Liability Management*). Ces études permettent de définir les allocations d'actifs qui rencontrent les différents engagements en générant un rendement optimal dans le respect des limites fixées par le cadre de tolérance au risque et de gestion de la solvabilité de la Compagnie.

Le cadre de tolérance au risque a été développé de façon à assurer une vue intégrée des différents risques encourus par la Compagnie en renforçant le lien entre le rendement attendu et les risques encourus.

Ce cadre de gestion des risques est un élément central permettant au Comité de Direction de pleinement apprécier et suivre l'exposition aux risques de la Compagnie et de s'assurer que toutes les décisions stratégiques sont cohérentes avec leur tolérance au risque. Différentes limites sont mises en place, notamment au niveau des différentes catégories d'investissements, et permettent d'assurer le respect de leur tolérance au risque au jour le jour et au fil des décisions d'investissements.

La gestion des investissements et des études ALM sont sous la responsabilité du *Chief Investment Officer* (CIO) d'AXA Belgium. Ce dernier dépend directement du *Chief Financial Officer* (CFO) et a les responsabilités suivantes :

- La gestion des actifs et passifs (ALM) - définition des allocations stratégiques d'actifs en regard des engagements du passif et de leur complexité ;
- L'allocation des actifs – proposition des allocations d'actifs, définition de mandats et orientations claires pour les gestionnaires d'actifs, suivi et contrôle de l'implémentation des allocations ;
- Le rendement des actifs – maximisation des rendements des différents actifs sous gestion ;
- Choix des investissements – implémentation du processus d'approbation pour les nouvelles opportunités d'investissement (*Investment Approval Process*), validation et sélection des fonds proposés pour les contrats en Unités de Compte ;
- *Compliance* – connaissance et respect de la régulation locale ainsi que des limites et interdictions mises en place au niveau du Groupe ; et
- Exécution – assurance que toutes les transactions sont réalisées par des gestionnaires d'actifs autorisés, ou, dans certains cas spécifiques, approuvés par le Comité d'Investissement et le *Group Chief Investment Officer* (Group CIO).

Le Group CIO dirige la communauté des CIO's des différentes entités d'assurance du Groupe ainsi que le département central de gestion des investissements et de l'ALM et rapporte au *Group Chief Financial Officer* (Group CFO). Son rôle vise à aligner la stratégie d'investissement locale sur la stratégie globale du Groupe, à assurer une collaboration intense entre les entités locales, à améliorer les méthodologies ALM et à orienter les décisions d'investissements.

Structures de gouvernance Groupe et locale

Afin de coordonner efficacement les processus d'investissement locaux et Groupe, les décisions de la communauté des investisseurs sont prises par deux principaux organes de gouvernance :

- le *Group Investment Committee* présidé par le Directeur Financier du Groupe. Ce Comité définit les stratégies d'investissement, oriente l'allocation tactique des actifs, évalue les nouvelles opportunités d'investissement et surveille la performance des placements du Groupe ; et

- le *Group Asset Liability Management Supervisory Committee* coprésidé par le Directeur Financier Groupe et le Responsable Risque Groupe. Ce Comité détermine les politiques de gestion actif-passif du Groupe et s'assure que les expositions du Groupe sont dans les limites de risques définies,

Au niveau local, les décisions d'investissements sont prises au sein de deux comités :

- l'*Investment Committee* - ce Comité dirige les allocations tactiques d'actifs, évalue les nouvelles opportunités d'investissement, évalue la performance d'investissement d'AXA Belgium et s'assure que les investissements remplissent les critères locaux de *Compliance* ; et
- l'*ALM Committee* – ce Comité définit les stratégies long terme d'allocations d'actifs en regard des engagements pris au sein des différents portefeuilles de la Compagnie.

Les investissements font l'objet d'un suivi régulier au sein du Comité de Gestion des Risques Financiers qui s'assure que les investissements respectent le cadre de tolérance au risque défini par le Conseil d'Administration d'AXA Belgium.

Gestion ALM et allocation stratégique d'actifs

L'objectif de la gestion actif-passif est de faire correspondre les actifs avec les engagements pris lors de la vente des polices d'assurance, c'est à dire de définir l'allocation stratégique d'actifs de façon à ce que les engagements puissent être respectés avec le plus haut niveau de confiance, tout en maximisant le retour sur investissement attendu.

Les études actif-passif sont réalisées par le département Investissements & Gestion actif-passif avec le soutien des gestionnaires d'actifs quand nécessaire et sont sujettes à une seconde opinion des gestionnaires de risque locaux. Ils utilisent des méthodologies et des outils de modélisation qui développent des scénarii déterministes et stochastiques du comportement possible des engagements d'un côté (au passif du bilan) et du comportement des marchés financiers de l'autre (à l'actif du bilan) tout en prenant en compte les interactions existantes entre ceux-ci. Sur la partie des actifs, de telles études ont pour objectif de maximiser le retour sur investissement attendu du portefeuille en fonction d'un niveau de risque préalablement défini. De plus, plusieurs contraintes additionnelles sont prises en compte, telle que les contraintes de capital imposées par la directive Solvabilité II, la stabilité des revenus, la préservation de la liquidité, ainsi que l'adéquation du capital aux exigences locales et consolidées.

Les contraintes de gestion actif-passif sont aussi prises en compte lors de la conception de nouveaux produits, dans le cadre du processus d'approbation des produits d'assurance (voir la partie « Risques d'assurance – approbation produit »).

Au niveau d'AXA Belgium, l'allocation stratégique d'actifs définie par l'étude de gestion actif-passif doit être revue par le département de gestion des risques local, qui s'assure en particulier du respect des limites prédéfinies d'appétence au risque, avant d'être validée par l'*ALM Committee*. L'allocation stratégique d'actifs autorise de prendre une position tactique, dans les limites accordées.

Processus d'approbation des investissements

Les opportunités d'investissements comme les investissements complexes, les nouvelles stratégies ou les nouvelles structures sont sujettes à un processus d'approbation des investissements (*Investment Approval Process* ou IAP).

L'IAP assure que les caractéristiques clés d'un investissement sont analysées. Ces caractéristiques correspondent aux attentes sur les risques et la performance de l'investissement, l'expérience et l'expertise des équipes de gestion des investissements, ainsi que les enjeux comptables, fiscaux, légaux et de réputation.

Pour tout investissement significatif, le processus d'approbation des investissements est réalisé au niveau du Groupe notamment si plusieurs entités réalisent le même investissement. Dans ce cas, la

réalisation complète du processus est soumise à la production d'une seconde opinion indépendante de la part du *Group Risk Management*. Cette approbation peut être complétée par chaque entité en cas de particularités réglementaires locales (taxes, spécificités comptables...).

Si une nouvelle opportunité d'investissement ne bénéficie pas d'un IAP réalisé par le Groupe, il appartient à AXA Belgium de réaliser un IAP local. La description de l'investissement doit être suffisamment transparente et détaillée pour permettre la compréhension de toutes les parties prenantes.

Cadre de gouvernance pour la gestion des instruments dérivés

Les produits qui requièrent un programme de couverture basé sur des dérivés sont définis avec le soutien des équipes dédiées au sein d'AXA Bank Europe, d'AXA Investment Managers, d'Alliance Bernstein, d'AXA US et d'AXA SA. De la même façon, ce dispositif assure que toutes les entités bénéficient de l'expertise technique, d'une protection juridique et d'une bonne exécution des transactions dans le cadre de la gouvernance des produits dérivés.

Les stratégies de dérivés sont systématiquement revues et validées par *l'Investment et l'ALM Committee* avec une revue indépendante du département de gestion des risques. De plus, il existe une séparation des responsabilités entre les personnes responsables des décisions d'investissement, celles qui exécutent les transactions, et celles qui réalisent les opérations et gèrent les relations avec les dépositaires. Cette séparation des responsabilités vise à éviter tout conflit d'intérêt.

Les risques de marché provenant des dérivés sont régulièrement revus en fonction des contraintes de gestion (appétit au risque, modèle interne...). Ce pilotage est conçu de manière à ce que les risques de marché, en provenance des instruments monétaires ou dérivés, soient contrôlés de manière appropriée et restent dans les limites prédéfinies.

Le risque juridique est traité à travers la définition d'un accord cadre standardisé. AXA Belgium ne peut avoir recours aux dérivés que si elle est couverte par une documentation légale conforme aux exigences du standard Groupe. Tout changement par rapport à certaines réserves réglementaires (définies dans le standard Groupe) doit être approuvé par le *Group Risk Management*.

De plus, le Groupe dispose d'une politique centralisée du risque de contrepartie. Le *Group Risk Management* a établi des règles sur les contreparties autorisées, les exigences minimales concernant le collatéral et les limites d'exposition par contrepartie.

Le risque opérationnel relatif aux dérivés est mesuré et géré dans le cadre de la gestion des risques opérationnels. De plus, l'exécution des ordres d'achat/vente de dérivés est centralisée au sein d'équipes dédiées réduisant ainsi le risque opérationnel.

Le risque de valorisation est traité par des équipes d'experts. Ces dernières évaluent de manière indépendante les positions de dérivés afin d'obtenir la comptabilisation appropriée, le paiement et la gestion du collatéral mais aussi les prix proposés par les contreparties dans le cas où AXA Belgium souhaiterait initier, interrompre de façon prématurée ou restructurer des dérivés. Un tel savoir-faire nécessite un haut niveau d'expertise qui repose sur une analyse rigoureuse du marché et sur la capacité à suivre les techniques les plus avancées pour les nouveaux instruments dérivés.

Investissements et gestion d'actif

Pour une grande proportion de ses actifs, AXA Belgium fait appel aux services de gestionnaire d'actifs pour investir dans le marché. Il s'agit principalement d'AXA Investment Managers et Alliance Bernstein. Ces gestionnaires d'actifs, qui sont des filiales du Groupe AXA, opèrent selon un mandat d'investissement qui traduit l'allocation stratégique d'actifs selon des lignes directrices claires. Ces dernières répondent au cadre d'éligibilité du Groupe.

Les mandats définissent les classes d'actifs éligibles ainsi que leur pondération, des styles d'investissement et permettent une gestion ALM appropriée en définissant les maturités cibles et les positions de change. Certains mandats prévoient également des indicateurs de performance qui permettent d'apprécier la performance du gestionnaire d'actifs.

C.1 Risque de souscription

/ Exposition au risque assurantiel

En ce qui concerne l'activité mentionnée dans la section A.1 de ce rapport, AXA Belgium est exposé aux principaux risques suivants :

Pour les risques non-vie :

- **risque de réserve** : risque associé à un développement défavorable des réserves provenant des années d'accidents antérieures ;
- **risque de prime** : risque associé à des déviations de profitabilité sur l'année en cours (en dehors des catastrophes) ; et
- **risque de catastrophe** : risque associé à des événements catastrophiques (faible fréquence et forte sévérité).

Pour les risques vie :

- **risques de type biométriques** : risque que la mortalité soit plus élevée qu'estimée ou en cas contraire, risque de longévité ainsi qu'un risque que la sinistralité soit plus importante que prévue pour les couvertures en cas d'invalidité ;
- **risques de catastrophe** ; risque d'une hausse soudaine de la mortalité due à une pandémie ;
- **risque sur les rachats** : risque que les clients utilisent leur option de rachat de manière non anticipée (en fonction du sens dans lequel cette déviation est la plus adverse ce qui dépend du produit) ;
- **risque de rachats massifs** : risque de rachats non anticipés dans l'année résultant d'un phénomène massif observable que dans des scénarii extrêmes ; et
- **risque sur les frais généraux** : risque que les frais soient supérieurs à ceux prévus.

L'exposition globale d'AXA Belgium aux risques de souscription est couverte dans le calcul du capital de solvabilité requis, telle que décrite dans la section «Position de capital Solvabilité II et modèle interne» et prise en compte dans le cadre de gestion du risque de liquidité d'AXA Belgium (voir section C.4). Les analyses de sensibilité du ratio de couverture Solvabilité II aux événements significatifs sont détaillées dans la section ci-dessus «AXA Belgium : capital cible et sensibilité aux risques ».

La stratégie d'investissement d'AXA Belgium est principalement régie par la gestion actif-passif « ALM »). L'objectif principal de toute décision d'investissement est de garantir qu'AXA Belgium puisse répondre à ses engagements et ses obligations envers ses assurés à tout moment, de protéger la solvabilité du Groupe et de ses entités et de générer des rendements élevés dans la durée. Voir la section «Gouvernance de la stratégie d'investissements et de la gestion des actifs-passifs ».

/ Contrôle et atténuation du risque

AXA Belgium suit les risques d'assurance liés à la souscription, la tarification et la revue des provisions techniques en s'appuyant sur un ensemble d'outils actuariels. La compagnie s'adapte si besoin aux évolutions des cycles du marché de l'assurance et plus généralement aux modifications de l'environnement politique et économique.

Les risques d'assurance pour les activités Vie et Non-Vie sont couverts à travers quatre processus, suivis à la fois par l'équipe centrale du Groupe AXA et les équipes locales :

- Contrôle de risques sur les nouveaux produits complétant les règles de souscription et les analyses de rentabilité ;
- Optimisation des stratégies de réassurance afin de limiter les expositions maximales en protégeant la solvabilité, en réduisant la volatilité et en diminuant les risques, pour profiter de la diversification ;
- Revue des réserves techniques, incluant une analyse *roll-forward* ; et
- Suivi des risques émergents pour partager l'expertise dans les communautés de souscription et de gestion des risques.

Approbation des produits

Le *Group Risk Management* a défini un cadre de validation pour garantir que chaque nouveau produit fasse l'objet d'un processus d'approbation avant d'être mis en vente. Ces procédures, adaptées et implémentées localement, favorisent les innovations à travers le Groupe tout en maintenant le risque sous contrôle.

Les principales caractéristiques des procédures de ce cadre de validation sont :

- La décision de lancement d'un produit doit résulter d'un processus d'approbation documenté conformément aux standards ;
- Les garanties et options comprises dans les produits doivent être quantifiées en utilisant des méthodes actuarielles ;
- Des *stress tests* sur les principales hypothèses financières et techniques sont nécessaires pour garantir que tous les scénarios sont envisagés ; et
- Les rapports de tarification des principaux produits sont envoyés aux équipes de gestion des risques du Groupe.

Le processus de validation se base notamment sur les résultats de calcul du capital économique et permet de s'assurer que chaque nouveau produit passe à travers un processus d'approbation avant son lancement sur le marché.

Ce processus complète les règles de souscriptions et s'assure qu'aucun risque n'est souscrit en dehors des limites prédéfinies et que de la valeur est créée avec une tarification adéquate.

Analyse de l'exposition

Pour les activités Vie et Non-Vie, le département du *Risk Management* au niveau du Groupe a développé et déployé des modèles et des mesures communes pour mesurer les risques de manière cohérente à travers le Groupe (en particulier via son cadre de modèle interne). Cela permet à AXA Belgium de vérifier que son exposition reste dans les limites de tolérance aux risques, sur les dimensions de profit, valeur, capital et liquidités. Ces outils contribuent également au suivi des risques principaux (déviations de la fréquence des demandes d'indemnisation, sévérité des dossiers, réassurance, cohérence du prix et catastrophes naturelles).

Ce cadre est inclus dans la gouvernance qui a été fixée pour le contrôle des développements de produits.

Pour l'activité Vie, ces outils permettent d'analyser les risques de mortalité/longévité. AXA Belgium suit régulièrement son exposition à ces risques (mortalité, longévité, morbidité...) et utilise les résultats de ce travail pour optimiser la conception de produits et la couverture de réassurance. Ces analyses d'exposition sont soutenues par les experts en modèles de gestion des risques en Vie.

En ce qui concerne l'exposition Non-Vie, des études de concentration de risques ad hoc sont développées pour s'assurer qu'aucun péril (ex : tempête, tremblement de terre, ouragan ou cyclone) ne puisse affecter la Compagnie au-delà des limites de tolérances fixées.

Réassurance

L'achat de réassurance constitue un élément important de gestion des activités d'assurance et du pilotage de ses risques. Le département de réassurance travaille en étroite collaboration avec les business units et le Risk Management afin de constituer la couverture de réassurance. Alignés avec les standards du Groupe, les traités de réassurance sont placés via les Global Lines, à moins qu'une autorisation documentée ne soit obtenue pour placer le traité hors du Groupe. Pour les activités Dommages, Vie, Épargne et Retraite, la politique de réassurance est mise en œuvre sur base d'analyses et de modélisations actuarielles approfondies. L'estimation des risques catastrophiques est faite en se basant sur plusieurs modèles de marché. Les couvertures de réassurance sont toujours définies pour être en adéquation avec les limites de l'appétit au risque tant du Groupe que d'AXA Belgium.

Réserves techniques

Les réserves sont en premier lieu estimées et réservées sur la base des dossiers individuels par les gestionnaires. Des réserves additionnelles sont également provisionnées par les actuaires en utilisant des méthodes statistiques et actuarielles. Ces calculs sont réalisés en première ligne par les équipes d'actuaires et ensuite revus pour une seconde opinion par les équipes *Risk Management*.

L'ensemble des acteurs en charge de l'évaluation des réserves s'assure que :

- Un nombre suffisant d'éléments ont été examinés (y compris les contrats, les modèles de primes et de sinistres et les effets de réassurance) ;
- Les hypothèses techniques et les méthodologies actuarielles sont alignées avec les pratiques professionnelles et que les analyses de sensibilité sont réalisées au moins pour les plus importantes ;
- Une analyse *roll-forward* des réserves (incluant un *back-testing* Boni-Mali) a été faite, que les références du contexte réglementaire et économique sont prises en compte et que les déviations matérielles sont expliquées ;
- Les pertes opérationnelles relatives au processus de réserve ont été correctement quantifiées ; et
- Les passifs de meilleure estimation (*Best Estimate Liabilities*) ont été calculés en conformité avec les articles 75 à 86 de la directive Solvabilité II et les instructions du Groupe.

La fonction actuarielle coordonne le calcul des provisions techniques, s'assurant que les méthodologies et les modèles sous-jacents utilisés sont appropriés. De plus, la fonction actuarielle donne également une opinion sur la politique de souscription et sur l'adéquation des structures de réassurance.

C.2 Risque de marché

/ Exposition au risque de marché

AXA Belgium est exposée aux risques des marchés financiers au travers de ses activités de protection financière (assurance) ainsi qu'au travers du financement de ses activités dans le cadre de la gestion des fonds propres et de la dette.

Description des risques de marché pour les activités Vie et Non-Vie

Les risques de marché auxquels est soumise AXA Belgium ont plusieurs origines, parmi lesquelles :

- la baisse des rendements d'actifs (liée à une baisse durable des taux obligataires ou des marchés actions), qui peut réduire la marge financière des produits en fonds général et les chargements sur les produits en Unités de Compte ;
- la hausse des taux obligataires (liée à une hausse des taux d'intérêts ou des *spreads*), qui réduit la valeur de marché des investissements en portefeuilles obligataires et peut avoir une incidence défavorable sur la marge de solvabilité et pourrait augmenter le volume de rachat de certains contrats due à la pression compétitive ;
- la baisse de la valeur de marché (actions, immobilier et investissements alternatifs), qui pourrait impacter négativement la marge de solvabilité ainsi que le surplus associé ;
- la hausse de la volatilité sur les marchés financiers, qui peut accroître le coût de couverture des garanties vendues aux assurés dans certains produits d'épargne (Unités de Compte, « *Variable Annuities* »...) et réduire la valeur de la Compagnie ;
- le risque de change au sein d'AXA Belgium, qui est relativement limité, car d'une part le volume d'engagement en devises étrangères est extrêmement limité et d'autre part, les actifs en devises étrangères sont systématiquement couverts (avec un seuil de tolérance) ;
- l'inflation pour les activités Dommages, qui est susceptible d'accroître les indemnités à verser aux assurés, conduisant à des paiements supérieurs aux provisions constatées. Ce risque est plus particulièrement significatif sur les branches à déroulement long mais est pris en compte par des ajustements tarifaires fréquents ou des protections spécifiques contre des pics d'inflation.

/ Contrôle et atténuation du risque

L'exposition globale d'AXA Belgium aux risques de marché est couverte dans le calcul du capital de solvabilité requis, telle que décrite dans la section « Capital de solvabilité requis par la réglementation Solvabilité II et modèle interne » de l'introduction de la section C du Rapport et prise en compte dans le cadre de gestion du risque de liquidité d'AXA Belgium (voir section C.4). Les analyses de sensibilité du ratio de couverture Solvabilité II aux événements significatifs sont détaillées dans le paragraphe « AXA Belgium : capital cible et sensibilité aux risques » de l'introduction de la section C du Rapport.

Les politiques de gestion d'actifs et la stratégie d'investissement d'AXA Belgium, qui couvre les investissements des actifs pour faire face aux risques de marché, sont traitées dans la sous-section « Gouvernance de la stratégie d'investissement et de la gestion actif-passif » de l'introduction de la section C du Rapport.

AXA Belgium a la responsabilité de gérer ses risques financiers (risque de marché, risque de crédit, risque de liquidité) à l'intérieur du cadre de risque défini au niveau local, en cohérence avec le cadre défini au niveau du Groupe, en termes de limites et standards. Cette approche permet à AXA Belgium de réagir de manière rapide, précise et ciblée et de s'adapter aux variations des conditions des marchés financiers et plus généralement aux modifications de son environnement politique et économique.

De nombreuses techniques de gestion des risques sont utilisées pour contrôler et optimiser le niveau du risque de marché auquel AXA Belgium est exposée :

- La gestion actif-passif (ALM), c'est-à-dire la stratégie d'allocation d'actifs optimale définie en fonction de la structure des passifs et du niveau de risque toléré ;

- Un processus d'investissement strict, requérant pour chaque investissement sophistiqué une étude approfondie et formalisée par le Département Investissement et une seconde opinion venant du *Risk Management* ;
- La couverture des risques financiers par des produits dérivés, et régie par des règles spécifiques ;
- Un suivi régulier de la position de solvabilité de la Compagnie ; et
- La réassurance qui peut aussi offrir des solutions de réduction des risques financiers.

C.3 Risque de crédit

/ Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit est défini comme le défaut potentiel d'une contrepartie à honorer ses engagements. Compte tenu des principales activités d'AXA Belgium, trois grandes catégories de contrepartie font l'objet d'un suivi spécifique en fonction de leur nature :

- Les entités dans lesquelles AXA Belgium a investi à travers les portefeuilles de placement détenus par la Compagnie (hors actifs en représentation des engagements sur produits en Unités de Compte pour lesquels le risque financier est supporté par l'assuré) ;
- Les réassureurs : AXA Belgium dispose de créances sur les réassureurs nées d'opérations de cession en réassurance ; et
- Les courtiers et/ou les preneurs d'assurance : AXA Belgium dispose de créances résultant des opérations d'assurance et impliquant des courtiers et/ou des preneurs d'assurance.

/ Contrôle et atténuation du risque

L'exposition globale d'AXA Belgium au risque de crédit est couverte dans le calcul du capital de solvabilité requis, telle que décrite dans la section « Capital de solvabilité requis par la réglementation Solvabilité II et modèle interne » de l'introduction de la section C du Rapport et prise en compte dans le cadre de gestion du risque de liquidité d'AXA Belgium (voir section C.4). Les analyses de sensibilité du ratio de couverture Solvabilité II aux événements significatifs sont détaillées dans le paragraphe « AXA Belgium : capital cible et sensibilité aux risques » de l'introduction de la section C du Rapport. Les politiques de gestion d'actifs et la stratégie d'investissement d'AXA Belgium, qui couvre les investissements des actifs pour faire face au risque de crédit, sont traitées dans la sous-section « Gouvernance de la stratégie d'investissement et de la gestion actif-passif » de l'introduction de la section C du Rapport.

Placements

Le risque de concentration d'AXA Belgium est piloté par différentes analyses faites au niveau du Groupe et au niveau local, par émetteur, par secteur et par région géographique. Des limites sont définies par émetteur ; ces limites visent à gérer le risque de défaut d'un émetteur défini, en fonction de sa notation de crédit, de la maturité et de la séniorité des titres émis par l'émetteur et détenus par AXA Belgium.

Sur les souverains, des limites spécifiques ont été définies sur les obligations d'États et les obligations garanties par les États, et sont gérées au niveau du Groupe et au niveau d'AXA Belgium.

Le respect des limites est garanti à travers une gouvernance spécifique. Au niveau du Groupe, le Comité de Risque de Crédit du Groupe gère, mensuellement, les dépassements des limites de tolérance du Groupe pour l'exposition à un émetteur, et définit des actions coordonnées en cas de risque de concentration excessive. Une équipe de crédit au niveau du Groupe et rapportant au *Group Chief Investment Officer*, fournit des analyses de crédit aux équipes locales d'investissement, indépendamment des gestionnaires d'actifs. L'*ALM Supervisory Committee* est tenu régulièrement informé du travail réalisé. Au niveau d'AXA Belgium, le respect des limites est suivi mensuellement par le *Financial Risk Management* et tout dépassement des limites est présenté pour résolution à l'*Executive Risk Committee*.

Dérivés de crédit

AXA Belgium, dans le cadre de la gestion de ses investissements et de son risque de crédit, met en place des stratégies faisant appel aux dérivés de crédit, principalement aux *Credit Default Swaps* (CDS). Ces instruments sont utilisés comme alternative aux obligations d'entreprises, quand ils sont

associés à des obligations d'État, mais aussi comme outil de protection contre le risque de concentration sur un émetteur ou un portefeuille spécifique.

AXA Belgium gère activement le risque de contrepartie lié à ses dérivés de gré à gré via une politique générale Groupe, qui intègre des limites de risques et des procédures de suivi de l'exposition.

Le risque de crédit lié aux *Collateralised Debt Obligations* est géré séparément, en fonction des tranches détenues et indépendamment du type d'actifs détenu (titres de créances ou dérivés de crédit).

Risque de contrepartie provenant des dérivés négociés de gré à gré ou *Over-The-Counter*

AXA Belgium gère activement le risque de contrepartie généré par les dérivés *Over The Counter* (OTC), à travers une politique spécifique pour l'ensemble du Groupe. Cette politique inclut :

- Les règles sur les contrats dérivés (ISDA, CSA) ;
- La collatéralisation obligatoire ;
- Une liste des contreparties autorisées ; et
- Un cadre de limites et un processus de suivi de l'exposition.

Créances sur les réassureurs : processus et éléments de notation

Afin de gérer l'exposition du Groupe AXA au risque de défaut d'un réassureur, le *Security Committee* est chargé d'évaluer la qualité des réassureurs ainsi que les engagements admissibles. Ce Comité est sous l'autorité conjointe du *Group Risk Management* et d'AXA Global P&C. Il se réunit mensuellement et plus fréquemment en période de renouvellement des programmes de réassurance. Le risque est suivi pour éviter une exposition excessive à un réassureur en particulier.

Autres Créances

Les créances liées aux opérations d'assurance sont classées au sein du département comptabilité par type de contrepartie (preneurs d'assurance, intermédiaires, intragroupe, taxes, autres, ...). Le *Risk Management* met à jour périodiquement le coût en capital pour ce genre de créances en utilisant les paramètres de la formule standard.

C.4 Risque de liquidité

/ Position de liquidité et cadre de gestion des risques

Le risque de liquidité est le risque pour la Société de ne pas pouvoir disposer de liquidités suffisantes pour faire face à ses engagements de paiements provenant des opérations d'assurance ou provenant d'activités financières et d'investissement, de manière complète au moment où ces engagements deviendront exigibles, et ce dans un environnement habituel ou dans un environnement de stress. Le risque de liquidité concerne aussi bien les actifs que les passifs, ainsi que leurs interactions.

Au niveau de la Société, le risque de liquidité est mesuré par l'indicateur « excès de liquidité », qui est défini comme l'écart entre les ressources et les besoins en liquidité dans des conditions de stress sévères et sur différents horizons de temps (1 semaine, 1 mois, 3 mois et 12 mois). Pour chaque horizon de temps, le montant des liquidités disponibles net des besoins en liquidités post-stress est projeté sur l'horizon de temps pour estimer l'excès de liquidité.

Les conditions de la période de stress sont calibrées pour refléter des conditions extrêmes et incluent :

- La déroute des marchés financiers (en termes de prix des actifs, de liquidité, et d'accès au financement à travers les marchés de capitaux) ;
- Une crise de confiance envers AXA Belgium (augmentation des rachats, diminution des primes reçues, aucune nouvelle activité) ;
- Des catastrophes naturelles (tempête, inondation, etc.).

Tous ces événements sont censés se produire simultanément. Par conséquent, la calibration des tests de stress portant sur la liquidité est extrêmement conservatrice.

AXA Belgium dispose d'un confortable surplus de liquidité. Les principales sources de liquidités sont les actifs (principalement des obligations d'États, des actions, des obligations privées et du cash). Les besoins en liquidité proviennent principalement des *cash flows* des opérations d'assurances. La position de liquidité d'AXA Belgium reste stable dans le temps.

Au 31 décembre 2016, le bénéfice attendu inclus dans les primes futures, calculé conformément à l'article 260, paragraphe 2, du Règlement, s'élève à 68 millions d'euros.

Les analyses de sensibilité du ratio de couverture Solvabilité II aux événements significatifs sont détaillées dans le paragraphe « AXA Belgium : capital cible et sensibilité aux risques » de l'introduction de la section C du Rapport.

C.5 Risque opérationnel

Le Groupe AXA a défini un cadre pour identifier et mesurer ses risques opérationnels qui peuvent découler d'une défaillance dans son organisation, ses systèmes, ses ressources ou provenir d'événements externes. Assurer une atténuation adéquate de ces risques au sein du Groupe est un pilier essentiel des fonctions de gestion des risques.

/ Principes généraux

Le modèle interne, défini par le Groupe AXA, pour calculer le capital économique réservé aux risques opérationnels, a pour objectif de comprendre et maîtriser les pertes qui résultent d'incidents opérationnels, en définissant une réponse stratégique appropriée par rapport aux risques opérationnels majeurs.

En cohérence avec la définition issue de la Réglementation Solvabilité II, le Groupe AXA définit un risque opérationnel comme un risque de perte provoquée par :

- un défaut dans l'exécution de processus interne ;
- une erreur humaine ;
- un système défectueux ; ou
- un événement externe.

Les risques opérationnels incluent également les risques juridiques mais excluent les risques provenant de décisions stratégiques ainsi que les risques de réputation.

Le Groupe AXA a défini un cadre unique pour l'identification, la quantification et le suivi des principaux risques opérationnels en s'appuyant sur le déploiement d'un outil commun, implémenté et utilisé par AXA Belgium. Une typologie commune de risques opérationnels est définie au travers de 7 catégories de risque :

- fraude interne ;
- fraude externe ;
- pratiques en matière d'emploi et de sécurité sur le lieu de travail ;
- clients, produits et pratiques commerciales ;
- dommages aux actifs corporels ;
- interruption d'activité et dysfonctionnement des systèmes ;
- exécution, livraison et gestion des processus.

AXA Belgium identifie, aussi bien qualitativement que quantitativement, les principaux risques opérationnels, ainsi que plusieurs scénarii extrêmes transversaux pour le Groupe, selon une approche d'évaluation des risques prédictive (*forward looking*) s'appuyant sur des avis d'experts. Ces activités permettent d'estimer la charge en capital à allouer en couverture des risques opérationnels. Ces risques sont gérés dans le cadre de l'appétence au risque défini par le Conseil d'Administration. Ce cadre de gestion est intégré dans la gouvernance locale par une validation au niveau du Comité de Direction afin de s'assurer de la pertinence, de la priorisation et de l'implémentation des actions correctives et/ou préventives pour les principaux risques.

En outre, un processus de collecte de pertes et d'incidents est en place afin de suivre et de maîtriser les pertes opérationnelles réelles. Les informations enregistrées par ce processus permettent, en outre, de vérifier les hypothèses prises pour la description qualitative des risques opérationnels. Le cadre de gestion des risques opérationnels s'applique à toutes les branches d'activités présentes au sein d'AXA Belgium.

En 2016, le profil de risque opérationnel d'AXA Belgium est raisonnablement bien réparti, les sept catégories de risques opérationnels étant couverts. AXA Belgium concentre ses moyens financiers à la mitigation de ses risques opérationnels majeurs liés à la sécurité de l'information et à la conformité aux réglementations.

L'exposition globale d'AXA Belgium au risque opérationnel est couverte dans le calcul du capital de solvabilité requis, telle que décrite dans la section « Capital de solvabilité requis par la réglementation Solvabilité II et modèle interne » de l'introduction de la section C du Rapport.

C.6 Autres risques importants

/ Risque stratégique

Un risque stratégique est le risque d'un impact négatif significatif (actuel ou potentiel) sur le résultat ou le capital au niveau du Groupe ou au niveau local, résultant d'un manque de réactivité aux changements sectoriels ou de décisions managériales inadaptées tels que :

- Un changement stratégique significatif, notamment résultant de fusions et acquisitions ;
- L'offre des produits et la segmentation de la clientèle ; ou
- Le modèle de distribution (différents canaux incluant les alliances/partenariats, la distribution digitale et multi-accès).

Étant donné la nature de ce risque, le risque stratégique n'est pas pris en compte dans le calcul du capital de solvabilité requis, mais des processus sont mis en place au niveau Groupe et au niveau local pour évaluer, anticiper et diminuer ces risques. Ces processus débouchent sur le développement et le suivi de recommandations à l'*Executive Risk Committee*.

/ Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'un événement, interne ou externe, influence négativement les perceptions des différents acteurs sur la Compagnie ou le risque qui survient en cas d'écart entre les attentes des acteurs et le comportement, les attitudes, les valeurs, les actions ou le manque d'actions de la Compagnie.

AXA a défini un système global comprenant deux volets afin de protéger, surveiller, gérer et réduire de manière proactive les questions de réputation afin de minimiser la destruction de valeur, et de créer et maintenir l'équité de la marque et la confiance de tous les intervenants.

Le Groupe AXA a créé un réseau de réputation mondial dont le but est d'implémenter localement un cadre de gestion pour ce risque. Les objectifs de cette approche sont alignés avec l'approche globale de gestion des risques d'AXA, visant à développer une culture de gestion du risque de réputation. Trois principaux objectifs guident l'approche :

- gérer de manière proactive le risque de réputation, éviter ou minimiser les problèmes impactant la réputation et renforcer la confiance chez toutes les parties prenantes ;
- définir les responsabilités pour les risques de réputation à travers l'organisation (*Marketing, HR, Finance / Investors Relations, etc.*) ; et
- implémenter un cadre de gestion du risque de réputation commun à toute l'organisation.

En s'alignant sur les standards du Groupe, AXA Belgium a mis en place un processus dynamique de gestion du risque de réputation, qui s'appuie sur un réseau de correspondants. AXA Belgium a défini un cadre complet pour protéger son image notamment concernant la communication à ses actionnaires, clients, employés, et plus généralement à la communauté financière sur sa solidité.

L'implémentation du cadre de gestion du risque de réputation reprend toutes les activités d'AXA Belgium.

/ Risques émergents

Les risques émergents (*Emerging Risks*) sont les risques qui peuvent se développer ou qui existent déjà et évoluent constamment. Les risques émergents sont ainsi caractérisés par un haut degré d'incertitude, puisque certains ne se réaliseront jamais. À travers son initiative « Risques émergents », le Groupe AXA a mis en place des procédures d'identification, de quantification, et de surveillance des risques émergents. AXA Belgium participe au cadre de gestion des risques émergents et suit les recommandations sur ce sujet. Le suivi de ces risques occupe un réseau d'une cinquantaine de personnes à travers tout le Groupe AXA, en ce compris les personnes d'AXA Belgium.

La surveillance des risques émergents est organisée à travers le processus de détection, incluant la veille sur les publications scientifiques, les décisions judiciaires, etc. Les risques sont suivis et classifiés selon une cartographie des risques constituée de six sous-groupes (réglementaire et légal, environnemental, social et politique, économique et financier, médical, et technologique). Après la priorisation des risques suivis ou après l'avertissement d'une entité, un groupe de travail est lancé pour revoir un risque spécifique et son impact potentiel sur les assurances.

En développant les relations avec les chercheurs et en supportant les projets d'innovation dans les domaines environnementaux, socio-économiques et Vie, le fonds de recherche AXA est un contributeur clé qui interviennent pour mieux comprendre l'évolution des risques. En développant des nouvelles solutions, en conseillant sur la gestion des risques et en contribuant activement au débat sur les problèmes en jeu, en collaboration avec les acteurs principaux du secteur, AXA a l'ambition de promouvoir une meilleure compréhension et anticipation des risques émergents et de soutenir un développement durable.

C.7 Autres informations

Néant

Préambule

D.1 Actifs

Évaluation à la juste valeur
Actifs incorporels
Immobilisations corporelles destinées à un usage interne
Investissements et prêts
Impôts différés
Contrats de location
Actifs indexés et les fonds en unités de compte
Autres actifs et passifs

D.2 Provisions techniques

Principes généraux
Best Estimate Liabilities
Déclaration sur l'utilisation des mesures transitoires pour les provisions techniques
Marge pour risque
Créances découlant des contrats de réassurance

D.3 Autres passifs

Passifs éventuels
Provisions autres que les provisions techniques
Engagements de retraite
Impôts différés
Dettes financières
Contrats de location
Autres actifs et passifs

D.4 Méthodes de valorisation alternatives

D.5 Autres informations

/ Préambule

Le bilan Solvabilité II d'AXA Belgium est préparé au 31 décembre en conformité avec la réglementation.

Les actifs et les passifs sont évalués sur la base de l'hypothèse que la Société continuera ses activités en tant qu'entreprise viable.

Les provisions techniques sont reconnues conformément aux engagements d'assurance et de réassurance vis-à-vis des preneurs et des bénéficiaires des contrats d'assurance ou de réassurance. La valeur des provisions techniques correspond au montant que la Société devrait payer si elle transférait sur le champ ses engagements d'assurance et de réassurance à une autre entreprise d'assurance ou de réassurance.

Les autres actifs et passifs sont reconnus en respectant les normes IFRS et les interprétations du Comité IFRS, telles qu'approuvées par l'Union Européenne avant la date de clôture avec une date d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2016, pourvu que ces normes et interprétations comportent des méthodes d'évaluation qui sont en ligne avec la méthode d'évaluation conforme au marché suivante décrite dans l'article 75 de la Directive :

- les actifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions normales ; et
- les éléments de passif sont comptabilisés sur la base du montant auquel ils pourraient être échangés ou un passif réglé, entre deux parties compétentes et consentantes qui procèdent à une transaction conclue dans des conditions normales (aucun ajustement visant à tenir compte de la qualité de crédit propre à l'entreprise n'est effectué).

Les principaux ajustements sur les actifs et passifs réalisés à partir des comptes statutaires en normes comptables belges pour tenir compte des exigences de la réglementation Solvabilité II sont relatifs aux :

- *frais d'acquisition reportés ;*
- *actifs incorporels ;*
- *immobilisations corporelles ;*
- *placements ;*
- *prêts et hypothèques ;*
- *montants à recouvrer au titre de la réassurance*
- *autres actifs ;*
- *provisions techniques ;*
- *provisions autres que les provisions techniques ;*
- *engagements de retraite ;*
- *opérations de réassurance cédée ;*
- *impôts différés passif ;*
- *instruments dérivés ;*
- *dettes (commerciales) ;*
- *autres dettes ; et*
- *excédents des actifs par rapport aux passifs.*

Ces ajustements sont détaillés dans la section ci-après.

La préparation du bilan conformément à la réglementation Solvabilité II requiert l'utilisation de prévisions et d'hypothèses. Les principes décrits ci-dessous sont donc appliqués en laissant une marge d'appréciation liée à la définition de ces hypothèses et prévisions. Les principales sections concernées sont les actifs comptabilisés à leur juste valeur, les actifs d'impôts différés, les actifs et passifs liés à l'activité d'assurance, les engagements de retraite, et les éléments liés aux rémunérations en actions. Les principes énoncés ci-après spécifient les méthodes de mesure utilisées pour ces éléments.

Sauf indication contraire, les principes d'évaluation d'AXA Belgium ont été appliqués de manière uniforme à tous les exercices présentés.

Le bilan Solvabilité II est présenté en millions d'euros, l'euro étant la devise de présentation de la Société. Les actifs et passifs résultant de transactions libellées en devises étrangères sont convertis au taux de change de clôture.

AXA Belgium applique la hiérarchie de juste valeur de la norme IFRS 13 telle que décrite ci-dessous pour tous les actifs et passifs (à l'exception des provisions techniques). Cette hiérarchie de juste valeur est conforme avec celle définie par la réglementation Solvabilité II.

a) Marchés actifs : sujets à cotation

La juste valeur des actifs et passifs négociés sur des marchés actifs est déterminée en utilisant les prix de marché lorsque ceux-ci sont disponibles. Un instrument est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service de cotation ou d'une agence réglementaire et que ces cours représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale entre un acheteur et un vendeur volontaire. Pour les instruments financiers négociés sur des marchés actifs, les prix obtenus auprès de services externes de cotation représentent un consensus, utilisant des modèles et des hypothèses similaires et aboutissant ainsi à une dispersion des prix très limitée.

b) Marchés actifs et marchés inactifs pour les instruments financiers

Les actions négociées sur un marché réglementé et les obligations activement négociées sur des marchés liquides pour lesquels les prix sont régulièrement fournis par des services externes de cotation dont les cours sont facilement accessibles, sont généralement considérées comme étant cotées sur un marché actif.

La liquidité peut être définie comme la possibilité de vendre ou de céder un actif dans le cadre de l'activité courante de l'entreprise dans un délai limité et à un prix proche de sa valorisation. Pour les obligations, la liquidité est appréciée en utilisant une approche multicritères incluant notamment le nombre de cotations disponibles, le lieu d'émission et l'évolution de l'écartement des spreads achat-vente.

Un instrument financier est considéré comme n'étant pas coté sur un marché actif lorsqu'on observe :

- un faible nombre de transactions lié aux caractéristiques intrinsèques de l'instrument ;
- un déclin significatif du volume et du niveau d'activité ;
- une illiquidité significative ; et
- des prix qui ne peuvent pas être considérés comme représentatifs de la juste valeur de l'instrument en raison de conditions de marché anormales.

Les éléments caractérisant un marché inactif peuvent donc être très variés : ils peuvent être inhérents à l'instrument ou refléter une modification des conditions de marché prévalant jusqu'alors.

c) Instruments financiers non cotés sur un marché actif

La juste valeur des actifs et passifs qui ne sont pas négociés sur un marché actif est estimée :

- en utilisant des services externes et indépendants de cotations ; ou
- en utilisant des techniques de valorisation.

Absence de marché actif : recours à des services externes de cotations

Les services externes de cotations peuvent être des gérants de fonds, dans le cas d'investissements dans des fonds non consolidés, ou des courtiers. Dans la mesure du possible, AXA Belgium collecte des prix auprès de ces services externes de cotations et les utilise comme données dans la valorisation à la juste valeur des actifs détenus. La dispersion des cotations obtenues peut indiquer la diversité des hypothèses retenues par les services externes de cotations compte tenu du nombre limité de transactions observées ou refléter l'existence de transactions forcées.

Absence de marché actif : recours à des techniques de valorisation

L'objectif de ces modèles est de déterminer le prix auquel une transaction interviendrait dans des conditions normales entre des opérateurs de marché (un acheteur et un vendeur volontaire) à la date de l'évaluation.

Les modèles pour les techniques de valorisation comprennent :

1. L'approche de marché : prise en compte de prix récents et d'autres informations pertinentes faisant suite à des transactions de marché impliquant des actifs et passifs similaires en substance.
2. L'approche par le résultat : utilisation de l'analyse par les flux de trésorerie actualisés, de modèles d'évaluation d'option et d'autres techniques de valeur actualisée qui convertissent des montants futurs en un seul montant actualisé.
3. L'approche par les coûts : prise en compte des montants qui seraient aujourd'hui nécessaires pour construire ou remplacer la capacité de service d'un actif.

Les techniques de valorisation sont par nature subjectives et l'établissement de la juste valeur requiert une part de jugement significative. Ces techniques prennent en compte les transactions récentes entre des parties bien informées et volontaires agissant dans des conditions de concurrence normale sur des actifs comparables lorsque de telles références sont disponibles et que les prix de ces transactions sont représentatifs de la juste valeur. Elles intègrent différentes hypothèses concernant les prix sous-jacents, les courbes de taux d'intérêt, les corrélations, la volatilité, les taux de défaut et d'autres facteurs.

La valorisation des actions non cotées s'appuie sur la combinaison de plusieurs méthodes, telles que des techniques d'actualisation de *cash flows*, les multiples de résultat, les valeurs d'actif net retraitées, en prenant en compte, lorsqu'il y en a, les transactions récentes sur des actifs similaires si elles sont intervenues entre des parties bien informées et volontaires agissant dans des conditions de concurrence normale. Le recours à des techniques d'évaluation s'appuyant sur des hypothèses peut donner lieu à différentes estimations de juste valeur.

Cependant, les valorisations sont en général effectuées en utilisant des modèles standards (actualisation des *cash flows*, Black & Scholes, etc.) sur la base des prix de marché d'instruments similaires ou sous-jacents (indices, *spreads* de crédit, etc.), lorsqu'ils sont disponibles, et les valorisations sont ajustées pour tenir compte de la liquidité et du risque de crédit.

Les techniques de valorisation peuvent être utilisées quand il y a peu de transactions observables du fait même des caractéristiques intrinsèques de l'instrument, lorsque les prix indiqués par les services externes de cotations sont trop dispersés ou quand les conditions de marché sont anormales de sorte que les données de marché observées ne sont pas utilisables ou nécessitent des ajustements significatifs. Les valorisations d'actifs sur la base de modèles internes sont par conséquent une pratique courante pour certains actifs et passifs peu échangés ou lorsque des processus exceptionnels sont mis en œuvre en raison de conditions de marché spécifiques.

Recours à des techniques de valorisation dans des marchés aux conditions anormales

Le caractère anormal d'un marché peut se manifester de différentes façons, par exemple par un très large écartement des *spreads* acheteur-vendeur qui permettent de savoir si les opérateurs du marché sont disposés à effectuer des transactions, une forte dispersion dans les prix des rares transactions observées, une forte variation des prix dans le temps ou entre les intervenants du marché, l'absence de marchés secondaires, la disparition des marchés primaires, la fermeture de tables de négociation dédiées aux produits structurés dans les établissements financiers, la réalisation de transactions contraintes et forcées motivées par le besoin impérieux de liquidité ou d'autres difficultés financières entraînant l'obligation de céder des actifs dans l'urgence avec un temps insuffisant pour négocier ou la vente en masse pour sortir à tout prix de ces marchés, qui peuvent s'accompagner d'arrangements connexes (notamment la mise à disposition par le vendeur du financement qui permettra à l'acheteur d'effectuer la transaction). Le prix des transactions courantes sur les marchés soutenus par le gouvernement au travers de mesures spécifiques suite à une crise financière ne représente pas la juste valeur.

Dans ces cas, AXA Belgium utilise des techniques de valorisation intégrant des données de marché observables lorsque c'est possible et pertinent, en les ajustant si nécessaire pour arriver à la meilleure estimation possible de la juste valeur, ainsi qu'une prime de risque adaptée, ou développe un modèle de valorisation fondé sur des données non observables représentant des estimations d'hypothèses que des opérateurs de marché volontaires retiendraient en l'absence de prix récents, pertinents ou disponibles sans coûts et efforts disproportionnés : sur des marchés inactifs, les transactions peuvent servir de données de base lorsqu'il s'agit de mesurer la juste valeur, mais elles sont rarement déterminantes et des données non observables peuvent s'avérer plus pertinentes que certaines hypothèses observables.

D.1 Actifs

/ Évaluation à la juste valeur

Le tableau ci-dessous résume pour chaque catégorie significative d'actifs, la valeur des actifs de la Société au 31 décembre 2016 selon la réglementation Solvabilité II ainsi que les valeurs des actifs comptabilisés et évalués sur la base des comptes statutaires en normes comptables belges.

<i>(en millions d'euros)</i>	Juste Valeur (Solvabilité II)	Valeur comptable (normes comptables belges)	% de la balance (Solvabilité II)
Écarts d'acquisition	-	-	-
Frais d'acquisition reportés	-	87	-
Actifs incorporels	-	73	-
Impôts différés actifs	-	-	-
Engagements de retraite	-	-	-
Immobilisations corporelles destinées à un usage interne	174	135	0,35%
Placements (autres que les actifs indexés et les contrats en unités de compte)	42.505	34.058	84,18%
Immobilier de placement	1.330	1.036	2,63%
Holdings, parts dans les entreprises liées, y compris les participations	164	167	0,32%
Instruments de capitaux propres	2.867	2.657	5,68%
Instruments de dette	32.219	25.300	63,81%
Fonds d'investissements	5.548	4.890	10,99%
Dérivés	378	8	0,75%
Autres placements			
Actifs indexés et les contrats en unités de compte	2.423	2.423	4,80%
Prêts et hypothèques	2.978	2.870	5,90%
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	189	214	0,37%
Créances	989	566	1,96%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	714	714	1,42%
Autres	518	691	1,03%
Total Actif	50.492	41.832	100,00%

/ Frais d'acquisition reportés

Les frais d'acquisition reportés sont les commissions payées sur les primes non-acquises dans le segment Dommages. Dans la présentation ci-dessus, ils font partie des actifs, mais dans le schéma des comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance tel que défini dans l'Arrêté Royal du 17 novembre 1994, ils seront compensés au passif avec la provision pour primes non-acquises. En raison des principes Solvabilité II, ils n'ont aucune valeur dans le bilan de Solvabilité II.

/ Actifs incorporels

Sous la réglementation Solvabilité II, les actifs incorporels en portefeuille sont reconnus s'ils sont séparables et s'il existe une indication de transactions d'échange concernant les mêmes actifs ou des

actifs similaires, indiquant leur revente sur le marché. Ceux-ci peuvent inclure des logiciels qui sont développés à un usage interne. Ils sont enregistrés à la juste valeur avec par conséquent une possibilité que leur valeur diffère de leur valeur comptable statutaire suivant les normes comptables belges qui est basée sur le coût net de l'amortissement cumulé sur la durée de vie utile estimée des actifs. En raison des principes Solvabilité II, le *goodwill* et les autres actifs incorporels comptabilisés sous les normes statutaires n'ont aucune valeur dans le bilan de Solvabilité II.

Les 73 millions d'euros d'actifs incorporels selon les normes comptables belges comprennent :

- des logiciels destinés à un usage interne nets d'amortissement pour 40 millions d'euros ;
- du goodwill net d'amortissement pour 33 millions d'euros.

/ Immobilisations corporelles destinées à un usage interne

Sous la réglementation Solvabilité II, les immobilisations corporelles destinées à un usage interne sont comptabilisées à la juste valeur alors que sous les normes comptables belges, elles sont reconnues au coût. Les éléments d'actifs sont amortis sur leur durée de vie estimée et les dépréciations réversibles sont reconnues si les conditions sont remplies. Lorsqu'un actif est susceptible d'être vendu endéans les douze mois, il est évalué au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de vente.

/ Investissements et prêts

L'ensemble des investissements dans le bilan Solvabilité II comprend des investissements dans des immobilisations corporelles (autres que celles destinées à un usage interne), des participations (y compris dans des entités autres que des fonds d'investissements qui sont consolidées par mise en équivalence), des instruments de capitaux propres, des instruments de dette, des fonds d'investissements, des dérivés et des dépôts autres que les équivalents de trésorerie.

Immobilier de placement

Sous la réglementation Solvabilité II, les placements dans l'immobilier sont comptabilisés à la juste valeur. Selon les normes comptables belges, ils sont repris au coût sauf les placements dans l'immobilier qui couvrent totalement ou partiellement des engagements issus de contrats dont le risque financier est supporté par les preneurs d'assurance qui sont comptabilisés à la juste valeur. Les composants des immeubles de placements sont amortis pendant leur durée de vie utile estimée et une réduction de valeur réversible est comptabilisée quand les conditions sont remplies. Lorsqu'un actif est susceptible d'être vendu endéans les douze mois, il est évalué au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Actifs financiers, y compris les prêts

Selon la réglementation Solvabilité II, les actifs financiers sont comptabilisés à la juste valeur. Selon les normes comptables belges, ces instruments sont comptabilisés au coût amorti sujet à une dépréciation basée respectivement sur les flux futurs de trésorerie actualisés au taux d'intérêt initial effectif ou sur la juste valeur si les flux futurs de trésorerie ne seront pas pleinement recouverts du fait de la survenance d'un incident de crédit chez l'émetteur des titres. Si le risque de crédit ne peut être éliminé ou amélioré, la dépréciation peut être libérée.

Instruments dérivés

Sous les normes Solvabilité II, les dérivés sont comptabilisés à la juste valeur. Selon les normes comptables belges, ils sont comptabilisés à la valeur la plus faible entre le coût et la valeur de marché.

/ Impôts différés

Des différences surviennent entre les soldes d'impôts différés sous les normes comptables belges et sous Solvabilité II suite aux différences dans les principes sous-jacents des actifs et des passifs. En effet, il y a généralement des incidences fiscales liées aux ajustements sur les actifs et passifs entre les normes comptables belges et Solvabilité II.

Sous les normes comptables belges, les impôts différés au passif proviennent de la possibilité d'étaler l'imposition des plus-values réalisées sur les immobilisations corporelles et incorporelles, si la valeur de réalisation est réutilisée aux fins d'acquisition d'une nouvelle immobilisation corporelle ou incorporelle. Pour les références légales et les montants dans la balance d'AXA Belgium, veuillez-vous référer à la sous-section « Réserves immunisées » de la section A.3.

Sous la réglementation Solvabilité II, les impôts différés sont générés par des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs et le cas échéant, par des reports de pertes fiscales non utilisées. Les impôts différés actifs sont comptabilisés pour un montant qui ne peut pas dépasser les impôts différés passifs.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résultent de la façon dont AXA Belgium s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

Pour des besoins de présentation du bilan, les impôts différés actifs sont compensés avec les impôts différés passif au niveau de l'entité fiscale (ou de l'entité fiscale du Groupe le cas échéant).

Au 31 décembre 2016, une position d'impôt différé nette de -446 millions d'euros a été comptabilisée dans le bilan Solvabilité II.

/ Contrats de location.

AXA Belgium n'est pas partie à des contrats de location considérés comme significatifs au niveau de la Société.

/ Actifs indexés et les fonds en Unités de Compte

Selon les normes comptables belges et les normes Solvabilité II, les actifs adossés aux passifs, issus de contrats dans lesquels le risque financier est supporté par les preneurs d'assurances, sont présentés dans un bilan agrégé séparé de sorte qu'ils soient présentés de façon symétrique par rapport aux passifs correspondants.

/ Autres actifs et passifs

Selon la réglementation Solvabilité II, les créances de réassurance sont ajustées de leur valeur sous les normes comptables belges afin de prendre en compte les pertes attendues liées à la probabilité de défaut de la contrepartie.

Concernant les rémunérations sur base d'actions, il y a une approche différente entre les règles statutaires et les règles Solvabilité II. Les plans de rémunérations en actions de la Société sont principalement réglés en actions. Sous la réglementation Solvabilité II, ces plans, par nature, n'ont pas d'impact sur les actifs et les passifs excepté les incidences fiscales liées. Les plans dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglés en numéraires sont comptabilisés à leur juste valeur, réévalué à la clôture de l'exercice. Sous les normes comptables belges, tant les plans dont le paiement est fondé sur des actions, que ceux qui sont réglés en numéraires sont réévalués à la clôture d'exercice.

Tous les autres actifs et dettes (immobilisations corporelles et actifs à long terme) sont aussi comptabilisés à la juste valeur sous Solvabilité II sinon par défaut, leur valeur sous les normes comptables belges est maintenue.

D.2 Provisions techniques

/ Principes généraux

Conformément à l'article 76 de la Directive, le montant de provisions techniques d'une entreprise d'assurance et/ou de réassurance correspond au montant que cette entreprise devrait payer si elle transférait immédiatement ses engagements d'assurance et/ou de réassurance à une autre entreprise d'assurance et/ou de réassurance.

La valeur des provisions techniques est égale à la somme des deux éléments suivants :

- Les meilleures estimations (en anglais « *Best Estimate Liabilities* » ou « BEL »)
- La marge pour risque, qui tient compte des risques « non couvrables » afin d'obtenir une valeur économique totale des provisions techniques consistante avec une approche « valeur de marché ».

Les « BEL » correspondent à la valeur moyenne des *cash flows* futurs pondérés par leur probabilité de réalisation, incluant les paiements aux assurés, les dépenses, taxes et primes liés aux contrats existants d'assurance et de réassurance, et actualisés pour prendre en compte la valeur temporelle de l'argent (l'actualisation se faisant sur base d'une courbe de taux sans risque définie par l'« AEAPP », l'Autorité Européenne des Assurances et des Pensions Professionnelle).

Le calcul des « BEL » se base sur des informations récentes et fiables, des hypothèses réalistes, et fait appel à des méthodes actuarielles et statistiques adéquates et pertinentes. Les « *cash flows* » futurs utilisés se composent des flux entrants et sortants requis pour faire face aux engagements d'assurance et de réassurance sur toute la durée de ses engagements.

Les « BEL » sont calculés bruts de réassurance, i.e. sans déduction des créances découlant par exemple, de contrats de réassurance ou de véhicules de titrisation. Ces créances sont valorisées et reconnues séparément.

La marge pour risque est définie comme le coût des risques « non couvrables », à savoir les risques contre lesquels il n'est pas possible de se protéger au moyen d'instruments financiers pour lesquels il existe une valeur de marché fiable et observable. Il s'agit d'une marge à ajouter au montant des « BEL » afin de s'assurer que l'activité de l'entreprise peut être gérée de manière continue. De manière concrète, la marge pour risque représente la valeur actualisée du coût des futurs besoins en capitaux pour les risques « non couvrables ».

En définitive, la valorisation des provisions techniques requiert une analyse et une compréhension approfondies des engagements de l'entreprise, ce qui nécessite notamment une collecte importante d'informations tant qualitatives que quantitatives, des outils et des modèles de projection, ainsi que des jugements d'experts dans une variété de domaines.

Le montant des provisions techniques est habituellement scindé en 5 parties selon le type de produits: (i) Non-Vie (excluant la santé), (ii) Santé (similaire à la Non-Vie), (iii) Santé (similaire à la Vie), (iv) Vie (excluant la santé, les indexés et unités de compte) et (v) les indexés¹⁰ et unités de compte.

¹⁰ AXA Belgium n'a pas de produits indexés. Toutefois, il existe en vie des produits avec des options liées à un index inclus dans la catégorie Vie (excluant la santé, les indexés et unités de compte).

Le tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble des provisions techniques d'AXA Belgium au 31 décembre 2016, valorisées suivant la méthodologie définie par la réglementation Solvabilité II ainsi que suivant les normes comptables belges.

<i>(en millions d'euros)</i>	Juste Valeur (Solvabilité II)	Valeur comptable (normes comptables belges)
Provisions technique – Non vie		
Provisions techniques – Non vie (excluant la Santé)	2.615	3.148
Meilleure estimation	2.477	3.148
Marge pour risque	138	-
Provisions techniques - Santé (similaire à la Non vie)	597	1.198
Meilleure estimation	576	1.198
Marge pour risque	21	-
Provisions techniques - Vie (excluant les indexés et unités de compte)		
Provisions techniques - Santé (similaire à la Vie)	3.116	2.049
Meilleure estimation	3.049	2.049
Marge pour risque	68	-
Provisions techniques - (excluant la Santé, les Indexés et Unités de compte)	30.396	25.615
Meilleure estimation	30.228	25.615
Marge pour risque	169	-
Provisions techniques – Indexés et Unités de compte		
Meilleure estimation	2.379	2.423
Marge pour risque	14	-

Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessus, la valeur des provisions techniques diffère de manière significative entre les régimes Solvabilité II et les normes comptables belges. Ces différences proviennent à la fois de différences en terme de critères de classification et de valorisation. En particulier :

- La différence de valorisation pour les provisions techniques des produits Vie et indexés provient essentiellement des facteurs utilisés pour l'actualisation des *cash flows* (le taux technique du contrat est utilisé sous les normes comptables belges alors qu'on utilise le taux sans risque de référence sous Solvabilité II) et de l'incorporation de provisions spécifiques sous les normes comptables belges et non sous Solvabilité II (par exemple, les provisions « clignotant »).
- La différence de valorisation entre les provisions techniques des produits Non-Vie provient essentiellement d' (i) une actualisation des *cash flows* au taux sans risque de référence sous Solvabilité II alors qu'une telle actualisation n'est pas effectuée sous les normes comptables belges, (ii) une valorisation différente des réserves pour primes non acquises entre Solvabilité II et les normes comptables belges, et (iii) l'incorporation de provisions spécifiques sous les normes comptables belges et non sous Solvabilité II (par exemple, la provision pour égalisation).

/ “Best Estimate Liabilities”

Une hypothèse de « *Best Estimate* » est définie comme une hypothèse pour laquelle la probabilité que l'évènement sous-jacent se réalise en-dessous ou au-dessus de l'hypothèse est équivalente.

Une hypothèse de « *Best Estimate* » n'est dès lors ni trop prudente ni trop optimiste. Elle est fixée à un niveau tel qu'elle ne soit ni délibérément surestimée ni délibérément sous-estimée. En raison des incertitudes inhérentes au futur, si deux hypothèses sont équitablement raisonnables, la plus prudente est retenue.

Hypothèses et contexte

Les hypothèses prises pour le futur sont mesurées et prennent en compte du mieux possible l'expérience passée et présente de l'entreprise, ajustée pour refléter les changements d'environnement et les tendances observables. Des études d'expérience sont par ailleurs développées lorsque cela est approprié.

Dans certains cas, les données ne sont pas disponibles ou suffisantes pour fournir une base crédible pour former des hypothèses. Par conséquent, il est nécessaire dans ces cas de s'appuyer davantage sur les avis d'experts, tout en tenant compte (i) des hypothèses de tarification et de réservation de l'entreprise et (ii) de l'expérience d'autres compagnies possédant des produits et procédures opérationnelles similaires et/ou opérant dans des marchés comparables.

Il est également important de noter que ces hypothèses sont utilisées pour projeter les *cash flows* futurs et sont, de ce fait, calibrées en regard du contexte ou de l'environnement opérationnel futur attendu de l'entreprise. C'est pourquoi elles peuvent, lorsque cela est justifié, différer de l'expérience passée.

Les *cash flows* futurs dépendent du contexte et des risques sous-jacents aux produits analysés. Former des hypothèses concordantes pour le futur requiert une connaissance approfondie des procédures de gestion actuelles et futures de ces produits, qu'il s'agisse des investissements, de la souscription, de la réassurance, du règlement des sinistres, de la commercialisation, de la tarification et de l'attribution de dividendes ou de participations bénéficiaires aux assurés. Des éléments spécifiques sont pris en considération tels que l'intégration d'une inflation ou récession potentielle ainsi que l'évolution des cadres réglementaires, légaux et politiques.

Les hypothèses adoptées dans le cadre de la valorisation des « BEL » sont ajustées systématiquement au fil du temps au sein de groupes de risques et de secteurs d'activité homogènes, sans changements arbitraires. Ces hypothèses doivent convenablement refléter toute incertitude inhérente aux *cash flows* futurs.

Ces hypothèses sont également cohérentes avec celles utilisées dans d'autres cadres tels que la valorisation des passifs sous les normes comptables belges ou IFRS ou encore la tarification des produits.

Les hypothèses non disponibles via des données de marché et utilisées dans le calcul des « BEL » (par exemple, en se basant sur des données historiques et des jugements d'experts) incluent par exemple :

- le ratio de sinistralité et le « *Best Estimate* » des sinistres à payer ;
- le « *Best Estimate* » de la fréquence et l'amplitude des rachats ;
- le comportement des assurés (rachats dynamiques, options de rente garantie,...) ; et
- les actions de gestion courante de l'activité.

Les hypothèses disponibles via des données de marché et utilisées dans le calcul des « BEL » incluent par exemple :

- la valeur des actifs basée sur la valeur de marché à la date de calcul ; et
- les données observables du marché utilisées dans le cadre de la génération de scénarios stochastiques en « risque neutre ».

Spécificités de certaines hypothèses

Les frais

Les frais englobent les frais administratifs, les frais de gestion des investissements, les frais de gestion du règlement des sinistres, et les frais d'acquisition liés aux engagements d'assurance et de réassurance de l'entreprise.

Les hypothèses sur lesquelles se basent les projections des frais sont cohérentes avec la stratégie de l'entreprise et prennent en compte l'évolution attendue de l'activité ainsi que tout changement dans les frais approuvé par la direction.

Les frais incorporent l'inflation sur toute la durée de la projection. Le taux d'inflation est déterminé sur la base de l'environnement économique et des spécificités d'AXA Belgium. Il varie généralement selon les scénarios économiques appliqués.

Les limites des contrats d'assurance ou de réassurance

Les limites d'un contrat d'assurance ou de réassurance sont définies dans l'article 18 du Règlement Délégué (UE) n°2015/35 de la Commission Européenne. AXA Belgium prend par ailleurs en compte toute clarification apportée par la Banque Nationale Belge sur la réglementation applicable sur ce sujet.

Le bilan sous Solvabilité II exclut toutes les primes futures attendues de nouveaux contrats non encore souscrits et certaines primes futures attendues de contrats existants, dans le cas où l'entreprise a la possibilité de rompre ces contrats ou les réévaluer entièrement par un changement de tarif.

Une analyse a ainsi été réalisée sur les droits dont dispose AXA Belgium pour rompre certains contrats ou les réévaluer. Aucune exclusion arbitraire de primes futures n'est par conséquent opérée.

Les actions de gestion

Les actions de gestion courante sont prises en compte et peuvent inclure par exemple :

- un changement dans l'allocation stratégique des actifs ;
- un changement de taux accordés dans les produits avec participation bénéficiaire ;
- un changement de tarification de produits ; ou
- un changement dans la gestion des frais (par exemple des initiatives de réduction des frais).

Les actions de gestion courante sont alignées avec les pratiques usuelles, la stratégie de l'entreprise et les engagements envers les assurés.

Courbe de taux de référence et scénarios stochastiques

Lorsqu'une simulation stochastique est requise dans le calcul du « *Best Estimate* » des *cash flows* (par exemple, dans le cadre de la valorisation des garanties et options financières), les scénarios économiques utilisés sont cohérents avec le marché, sont « risque neutre », et sont sans arbitrage.

Lors d'une valorisation « risque neutre », les taux de rendement et les taux d'actualisation sont stochastiques et doivent être vus comme indissociables. Les scénarios « risque neutre » utilisés sont des scénarios où chaque classe d'actif est projetée selon sa volatilité implicite mais avec un gain espéré tel que défini par la courbe des taux « spot » sans risque. Les taux d'actualisation utilisés tant en Vie qu'en Non-Vie sont en ligne avec les instructions fournies par l'Autorité Européenne des Assurances et des Pensions Professionnelles (« AEAPP »), à savoir qu'ils se basent sur la courbe des taux « swap » adaptée pour contenir :

- un ajustement de volatilité (« VA »), décrit plus en détail ci-dessous ;
- un ajustement du risque de crédit (« CRA »), qui tient compte du risque de crédit sous-jacent aux taux « swap » ; et
- une extrapolation des taux au-delà du dernier point liquide de la courbe (« LLP ») vers le taux *forward* ultime (« UFR ») tel que défini par l'« AEAPP »
 - le dernier point liquide de la courbe (« LLP ») des taux swap est défini par l'« AEAPP » et varie en fonction des économies. Il est de 20 ans pour la zone Euro ; et

- le taux *forward* ultime (« UFR ») est le taux vers lequel la courbe de taux converge pour une maturité pré-définie. L' « UFR » est fonction des attentes long-terme sur le taux d'inflation et de la moyenne à long-terme du taux réel court-terme. Il devrait être stable dans le temps et changer uniquement en raison de modifications dans les attentes à long-terme. Le taux « UFR » est actuellement de 4,2 % pour une maturité de 60 ans.

« Best Estimate Liabilities » en Non-Vie

Les « BEL » en Non-Vie représentent la valeur attendue des cash flows futurs des engagements Non-Vie actualisés pour tenir compte de la valeur temporelle de l'argent. Ces « BEL » ne nécessitent généralement pas de projections stochastiques et d'hypothèses dynamiques. À noter que certains risques souscrits en Non-Vie nécessitent cependant d'utiliser certaines techniques similaires à la Vie pour des produits liés à l'accident de travail et/ou à l'invalidité. Les « BEL » de ces produits font partie de la catégorie « Santé (similaire à la Vie) ».

La valorisation des provisions techniques Non-Vie se base sur l'application d'un large éventail de méthodes statistiques et de modèles actuariels de projection, incluant notamment les éléments suivants :

- les caractéristiques principales du portefeuille en terme notamment de cartographie des risques, de souscription et de gestion des sinistres, de contexte social, économique et juridique, des exigences locales (réglementaires, comptables, fiscales, ...), des conditions du marché et du comportement des assurés ;
- la qualité, pertinence, et cohérence dans le temps des données statistiques disponibles ;
- la cohérence et les limites de l'ensemble des méthodes de prévision sélectionnées, en prenant en compte les caractéristiques commerciales et les données disponibles ;
- la sélection d'hypothèses actuarielles pertinentes et leur application adéquate aux modèles actuariels de projection ; et
- la capacité à documenter économiquement les variations observées dans les résultats, tant quantitativement que qualitativement.

Les provisions techniques Non-Vie sont valorisées via un modèle interne permettant de projeter les *cash flows* dans une configuration *run off*, sur base de l'historique des cadences de paiement (ajusté si nécessaire) et d'un taux d'actualisation sans risque comprenant l'ajustement de volatilité, l'ajustement pour risque de crédit, et une extrapolation à l' « UFR ».

Réserves pour primes non acquises

En plus de la valorisation ci-dessus, les « BEL » Non-Vie incluent une valorisation ajustée des réserves comptables pour primes non acquises, visant à couvrir la période de risque restante pour laquelle l'entreprise a reçu une prime.

Sous les normes comptables belges, les réserves pour primes non acquises sont généralement basées sur un pro rata des primes perçues liées à la période restant à couvrir, auquel s'ajoute un montant pour couvrir les défauts de paiement lorsque le ratio combiné (basé sur les réserves techniques) est supérieur à 100% (net de réassurance).

Sous la réglementation Solvabilité II, ces réserves sont ajustées pour prendre en compte un « Best Estimate » du ratio de sinistralité attendu pour la partie des primes allouée à la période restant à couvrir ainsi que la valeur temporelle de l'argent et ce, même si le ratio combiné est inférieur à 100%. En outre, les réserves sont ajustées pour tenir compte d'une reconduction tacite de certains contrats existants (estimée via des jugements d'experts).

« Best Estimate Liabilities » en Vie

Les « BEL » en Vie représentent la valeur attendue des *cash flows* futurs des engagements, actualisée pour tenir compte de la valeur temporelle de l'argent.

Pour les contrats d'assurance Vie à long terme, et bien qu'également basée sur des projections de *cash flows*, la valorisation des « BEL » suit un processus différent. Cela s'explique par la multitude des *cash flows* à projeter, en ce compris l'impact significatif des *cash flows* liés à la performance des

actifs et utilisés dans l'estimation des montants à verser aux assurés (par exemple via les participations bénéficiaires) et des projections stochastiques.

Le processus repose sur les projections des éléments principaux du bilan statutaire, à savoir les provisions mathématiques, les dépenses, et les actifs couvrant les passifs assurantiels. Il est essentiel que le calcul soit basé sur le bilan statutaire pour les raisons suivantes :

- **Les bonus des assurés** : les bonus sur les contrats avec participation bénéficiaire se basent sur le bilan statutaire.
- **Le timing de distribution des cash flows** : les échéances sont définies par des règles statutaires.
- **La fiscalité** : l'imposition d'AXA Belgium est calculée en partant des comptes statutaires et est nécessaire dans le cadre du calcul de l'impact de l'absorption des impôts différés autorisée dans le calcul du « SCR ».
- **La politique de dividende** : les dividendes sont fixés principalement sur la base des comptes statutaires sous normes comptables belges ainsi que sur la situation de solvabilité de l'entreprise.

Le processus de calcul permet par ailleurs une vérification robuste de toute perte dans les *cash flows* qui résulterait d'erreurs dans les simulations stochastiques, vu qu'il est basé sur une projection de l'ensemble des actifs adossés aux provisions techniques. Il permet dès lors d'avoir une vue complète sur la manière dont les *cash flows* sont attribués aux assurés, aux actionnaires, ou à l'État (via la fiscalité).

Valorisation des options contractuelles et des garanties financières

Les options et garanties (« O&G ») valorisées dans le « *Best Estimate* » des projections de *cash flows* couvrent l'ensemble des « O&G » des produits d'épargne et vie d'AXA Belgium. Les options et garanties principales prises en compte sont les suivantes :

- les garanties de taux d'intérêt sur les produits traditionnels ;
- les règles d'attribution de participations bénéficiaires, qui, lorsqu'elles sont combinées avec des garanties, peuvent créer des rendements asymétriques pour les actionnaires ; et
- les prestations garanties (« GMWB ») sur les produits de rente en unités de compte : la dynamique du comportement des assurés et des actions liées la gestion de leurs contrats, qui se rapporte notamment aux options que les assurés peuvent activer à un moment qui ne serait pas favorable à l'entreprise (par exemple rachat total ou partiel, discontinuité dans le versement des primes).

Détails sur certaines hypothèses spécifiques

La mortalité et la morbidité

Les hypothèses de mortalité et de morbidité sont généralement basées sur des tableaux publiés, ajustés par le secteur et/ou l'expérience réelle de l'entreprise lorsque cela est justifié.

Les hypothèses en assurance Vie permettent de prendre en compte des améliorations futures de la mortalité, i.e., les hypothèses prennent à la fois en compte les observations des tendances historiques ainsi que l'éventualité que ces tendances ne se poursuivent pas.

Commentaire sur l'utilisation de l'ajustement de volatilité

L'ajustement de volatilité a pour objectif de se protéger contre les comportements d'investissement « pro-cycliques » en mitigeant l'impact de la volatilité des actifs (principalement constitués d'obligations d'entreprises et gouvernementales à rendements fixes) sur la valeur des passifs.

Cet ajustement se justifie par la nature à long terme des engagements des assureurs et permet d'éviter une volatilité importante du bilan des assureurs en atténuant la différence de valeur entre actifs et passifs en période de stress sur les marchés financiers.

En effet, en période de stress, les actifs (en particulier les instruments à rendements fixes) peuvent être temporairement sujets à une augmentation de la volatilité de leur valeur de marché. Les investisseurs disposés à détenir des actifs sur le long terme (en particulier les compagnies

d'assurance s'efforçant de faire correspondre au mieux leurs passifs et leurs actifs) subissent alors une volatilité artificiellement élevée de leur fonds propres.

L'ajustement de volatilité est calculé à partir d'un portefeuille de référence européen défini par l'« AEAPP ». Cet ajustement est appliqué à la partie liquide de la courbe des taux « swap » et n'impacte pas le taux forward ultime (« UFR »). A noter que l'ajustement de volatilité est utilisé pour actualiser les *cash flows* futurs issus de l'ensemble des produits à l'exception des unités de compte et des rentes variables.

Le ratio Solvabilité II d'AXA Belgium calculé sans appliquer l'ajustement de volatilité s'élève à 97%¹¹ au 31 Décembre 2016 par rapport à 165% avec l'ajustement de la volatilité.

Les « AFR » sans ajustement de la volatilité passeraient de 3.751 millions d'euros à 3.468 millions d'euros, soit une baisse de 283 millions d'euros.

Le « SCR », à savoir le capital de solvabilité requis correspondant aux pertes en cas d'un événement survenant en moyenne une fois tous les 200 ans, augmenterait de 1.316 millions d'euros sans appliquer l'ajustement de volatilité, principalement en raison de la hausse des risques de marché (en particulier les risques liés aux « spreads »).

Le « MCR » sans ajustement de la volatilité passerait de 1.023 millions d'euros à 1.598 millions d'euros, soit une augmentation de 575 millions d'euros.

Les provisions techniques sans ajustement de la volatilité passeraient de 39.118 millions d'euros à 39.539 millions d'euros, soit une augmentation de 422 millions d'euros.

Les calculs hors ajustement de volatilité sont effectués pour répondre à une exigence réglementaire. Cependant, les résultats obtenus sans ajustement de volatilité ne sont pas considérés comme économiquement pertinents pour tirer des conclusions quant à la nature des risques souscrits par l'entreprise et la stratégie d'allocation d'actifs mise en œuvre.

/ Déclaration sur l'utilisation des mesures transitoires pour les provisions techniques

AXA Belgium n'a appliqué ni la courbe des taux d'intérêts sans risque transitoire visée à l'article 308 *quater* de la Directive, ni la déduction transitoire visée à l'article 308 *quinquies* de la même Directive.

/ Marge pour risque

La marge pour risque est ajoutée aux « BEL » pour obtenir une valeur qui est cohérente avec celle qu'on obtiendrait sur un marché qui n'est pas assez profond et liquide.

La marge pour risque est définie comme le coût des risques contre lesquels il n'est pas possible de se protéger au moyen d'instruments financiers (appelés aussi risques « non couvrables »). En général, la plupart des risques d'assurance (par exemple les risques de mortalité) sont considérés comme non couvrables.

Les risques non couvrables comprennent par exemple :

- les risques liés à l'assurance Non-Vie ;
- les risques liés à l'assurance Vie ;
- le risque de défaut des réassureurs ; et
- les risques opérationnels.

¹¹ Conformément aux exigences réglementaires, un ensemble de « management actions » sont disponibles pour permettre de repasser rapidement au-dessus de 100%.

Le « SCR » pour les risques « non couvrables » est projeté année par année jusqu'à l'extinction du portefeuille, en utilisant des « facteurs de risques ». En fonction des activités, ces « facteurs de risques » peuvent être, par exemple, les provisions techniques, les frais, la valeur actuelle des rentes, etc..

La marge pour risque est déterminée par ligne d'activités en prenant la valeur actuelle du coût des futurs besoins en capitaux, en considérant (i) un coût du capital à 6% et (ii) la courbe de taux sans risque pour l'actualisation. Le coût du capital correspond à une prime au-delà du taux sans risque qui représente la réduction de « valeur économique » liée aux risques considérés.

/ Créances découlant des contrats de réassurance

Étant donné que les provisions techniques doivent être reportées brutes de réassurance (au passif du bilan), les provisions techniques cédées aux réassureurs sont déterminées et reportées séparément (à l'actif du bilan).

L'ensemble des opérations liées à des activités de réassurance (par exemple, cessions, acceptations, etc.) sont comptabilisées dans le bilan de manière similaire aux opérations d'assurance « directes » et en accord avec les clauses contractuelles.

En effet, les méthodes utilisées pour valoriser les activités de réassurance dépendent du type de contrat de réassurance (par exemple, traité ou facultatives, non-proportionnelle ou proportionnelle), de la nature de l'activité, et de la proportion de provisions techniques cédées.

Le plan de réassurance d'AXA Belgium est décidé au niveau local, mais rapporté et placé au niveau du Groupe. En effet, le Groupe peut tirer parti de la diversification géographique et acheter moins de capacité de réassurance pour une couverture similaire. Les entités locales bénéficient donc directement de la diversification géographique et de la réduction du risque de contrepartie ou de défaut apportée par le système interne de mise en commun de la réassurance.

Le risque de contrepartie de réassurance reflète le risque que certains réassureurs ne payent pas les créances recouvrables dans leur intégralité à l'assureur en temps opportun, voire même ne les payent pas du tout. De manière plus générale, ce risque est pris en compte dans le risque de crédit global d'AXA Belgium.

Véhicules de titrisation

AXA Belgium ne possède pas de véhicules de titrisation liés à des passifs d'assurance.

Provisions / créances recouvrables de réassurance

La valorisation des provisions techniques cédées (créances) varie entre « BEGAAP » et Solvabilité II. Sous « BEGAAP », les provisions techniques cédées sont la partie des provisions techniques cédées à la réassurance.

Sous la réglementation Solvabilité II, les actifs et les passifs sont valorisés de manière économique. En particulier, les créances découlant des contrats de réassurance sont ajustées pour prendre en compte les pertes attendues en raison du risque de défaut des réassureurs.

Une augmentation du « *Best Estimate* » des pertes due au risque de défaut ou à une baisse de notation des réassureurs diminue la valeur économique des provisions cédées et par conséquent les fonds propres économiques disponibles (« AFR ») de l'entreprise.

/ Changements importants des hypothèses pertinentes en 2016

Au cours de l'exercice 2016, aucun changement important des hypothèses pertinentes utilisées pour le calcul des provisions techniques n'a été effectué par rapport à l'exercice 2015.

D.3 Autres passifs

Le tableau ci-dessous résume pour chaque catégorie significative des autres passifs, la valeur des passifs de la Société au 31 décembre 2016 selon la réglementation Solvabilité II ainsi que les valeurs des passifs comptabilisés et évalués sur la base des comptes statutaires.

<i>(en millions d'euros)</i>	Juste Valeur (Solvabilité II)	Valeur Comptable (Normes comptables belges)
Passifs éventuels	-	-
Provisions autres que provisions techniques	236	242
Engagements de retraite	755	57
Dépôts des réassureurs	130	130
Impôts différés passif	446	40
Dérivés	72	78
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Dettes financières autres que les dettes envers les établissements de crédit	3.804	3.804
Créditeurs	525	522
Dettes subordonnées	-	-
Autres	445	391

/ Passifs éventuels

Les passifs éventuels se réfèrent à :

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence sera confirmée uniquement par la survenance ou la non-occurrence d'un ou de plusieurs événements futurs incertains sur lesquels l'entité n'a pas le contrôle total ; ou
- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais pour laquelle il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Sous la réglementation Solvabilité II, les passifs éventuels qui sont significatifs sont comptabilisés comme passifs, contrairement aux normes locales où elles sont énumérées. Les passifs éventuels sont significatifs si l'information concernant l'importance ou la nature de ces passifs peut influencer la prise de décision ou le jugement de l'utilisateur de cette information, y compris les autorités de contrôle.

La valeur des passifs éventuels est égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs requis pour honorer les obligations de passif éventuel sur la durée de vie de ce dernier, en utilisant la courbe des taux sans risque.

/ Provisions autres que les provisions techniques

La même approche prévaut aussi bien dans le cadre des normes locales et Solvabilité II. Les provisions sont comptabilisées lorsque la société a une obligation présente (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées. Les provisions sont déterminées sur la base de la meilleure estimation faite par le management à la date de clôture.

/ Engagements de retraite

La même approche prévaut aussi bien dans le cadre des normes IFRS et Solvabilité II. Les engagements sociaux comprennent les sommes qui seront versées aux employés d'AXA Belgium à compter de leur départ à la retraite (indemnité de départ, retraite complémentaire, aide médicale). Pour couvrir les engagements de retraite, certaines législations ont autorisé ou imposé la mise en place de fonds dédiés (plan assets).

Les régimes à prestations définies requièrent l'évaluation actuarielle des engagements sur la base des règlements internes de chaque régime. La valeur actualisée des prestations futures de l'employeur, DBO (*Defined Benefit Obligation* ou valeur actualisée de l'obligation), est calculée chaque année sur la base de projections à long terme de taux de croissance des salaires, de taux d'inflation, de table de mortalité, du taux de rotation des effectifs et de la durée résiduelle d'activité. La valeur inscrite dans l'état de la situation financière au titre des engagements de retraite correspond à la différence entre la *Defined Benefit Obligation* et les actifs investis destinés à les couvrir plan par plan. Lorsque le résultat de ce calcul est positif, une provision pour risques et charges est dotée au passif. Dans le cas inverse, un actif est comptabilisé dans la limite de sa recouvrabilité (plafonnement de l'actif).

AXA Belgium a mis en place 16 régimes de pensions dont 11 sont légalement structurés comme des régimes de type cotisations définies.

Les régimes de retraite sont soumis aux règles prudentielles et sociales applicables en Belgique, en particulier à la loi sur les pensions complémentaires (LPC).

En raison de la législation belge applicable au second pilier des régimes de pension (la loi dite LPC), tous les régimes de pension belge de type contributions définies doivent être considérés sous les normes IFRS comme des régimes de pension de type prestations définies. La loi LPC stipule que dans le cadre des régimes de type contributions définies, l'employeur doit assurer un rendement minimum de 3,75% sur la cotisation personnelle du travailleur et 3,25% sur les cotisations patronales. À partir de 2016, ce taux de rendement minimum devient un taux variable basé sur les obligations gouvernementales belges OLO mais avec un rendement minimum fixé à 1.75% et un rendement maximum fixé à 3.75%. Pour l'année 2016, ce taux de rendement minimum est fixé à 1.75%. En cas de départ, ce taux minimum devient 0% jusqu'au moment de la liquidation.

En raison de ce rendement minimum à garantir en Belgique pour les régimes de pensions de type cotisations définies, l'employeur est exposé à un risque financier : il existe une obligation légale de payer des cotisations supplémentaires si les actifs sous-jacents ne produisent pas un rendement suffisant conformément aux exigences légales en versant tous les avantages du personnel relatifs aux services rendus par le personnel durant les périodes en cours et antérieures. Par conséquent, ces régimes de pension doivent être classifiés et comptabilisés en tant que régimes de pension de type prestations définies sous l'IAS 19.

En normes statutaires, les engagements de retraite sont repris dans les provisions techniques pour un montant égal à la réserve mathématique.

/ Impôts différés

Ce point a déjà été détaillé dans la partie D.1 ci-dessus, onglet « Impôts différés ».

/ Dettes financières

Selon les normes comptables belges, les dettes financières, y compris celles émises afin de financer les exigences de solvabilité des entités opérationnelles ou dans le but d'acquérir un portefeuille de contrats sont comptabilisées au coût amorti.

Selon la réglementation Solvabilité II, les dettes financières sont réévaluées à la juste valeur. Cependant, après la comptabilisation initiale, aucun ajustement visant à tenir compte de l'évolution de la qualité de crédit propre à l'entreprise n'est effectué.

/ Contrats de location

AXA Belgium n'est pas partie à des contrats de location considérés comme significatifs au niveau de la Société.

/ Autres actifs et passifs

Se référer à la section D.1.

D.4 Méthodes de valorisation alternatives

Pour de plus amples informations sur les méthodes alternatives utilisées pour l'évaluation des actifs et autres dettes, veuillez-vous référer au préambule à la section D.

Pour de plus amples informations sur les méthodes alternatives utilisées pour l'évaluation des dettes autres que les provisions techniques, veuillez-vous référer à la section D.3.

D.5 Autres informations

Néant.

GESTION DU CAPITAL

E.1 Fonds propres

Objectifs de la gestion du capital

Information sur la structure du capital

Variation des fonds propres en 2016

Analyse des fonds propres par niveau

Dettes subordonnées à durée déterminée ou indéterminée

Réconciliation entre les capitaux propres « BEGAAP » et les ressources financières disponibles

E.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

Principes généraux

Capital de solvabilité requis (SCR)

Minimum de capital requis (MCR)

E.3 Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

Informations générales

Principales différences entre la formule standard et le modèle interne

E.5 Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

E.6 Autres informations

E.1 Fonds propres

/ Objectifs de la gestion du capital

Le capital étant une ressource rare, les objectifs de la gestion du capital sont les suivants : (i) s'assurer de pouvoir assumer les engagements envers les assurés à tout moment (en ce compris en situation de crise), (ii) respecter à tout moment les exigences réglementaires de solvabilité, et (iii) maximiser la valeur sur le long-terme pour les actionnaires en trouvant le bon équilibre entre investissement dans de nouveaux projets rentables et le versement d'un excédent de trésorerie sous forme de dividende.

Le Comité de Direction d'AXA Belgium revoit régulièrement l'adéquation du système de gestion des risques ainsi que les procédures qui y sont liées. Par ailleurs, des procédures régulières ont été mises en place afin d'identifier et prioriser les opportunités de développement additionnel.

Le niveau minimum de capital qu'AXA Belgium se fixe est défini dans le cadre des limites à la tolérance au risque de la Société. En cas d'excédent des ressources financières disponibles (au-delà du niveau minimum fixé), l'allocation de cet excédent fait l'objet d'une analyse appropriée plusieurs fois par an, où différentes options sont envisagées (par exemple, projets de financement de nouveaux produits, nouveaux investissements, versement de dividendes, etc.). Si les ressources financières disponibles d'AXA Belgium tombent en-dessous du niveau minimum fixé, un plan d'action sera défini pour revenir au niveau cible.

Dans un esprit d'anticipation et de bonne gestion des risques, le Comité de Direction a déjà élaboré divers plans de contingence permettant de maintenir le niveau de capital au-delà des exigences réglementaires et à un niveau qui permet à l'entreprise de rester compétitive. Ces plans peuvent impliquer par exemple l'utilisation de réassurance, de ventes d'actifs financiers et/ou non-financiers, ou encore des mesures visant à réduire la consommation en capital des nouveaux produits d'assurance.

/ Information sur la structure du capital

Au 31 décembre 2016, les ressources financières disponibles (« AFR ») d'AXA Belgium s'élevaient à 3.751 millions d'euros, contre 4.279 millions d'euros l'année précédente, comme présenté dans le tableau ci-dessous.

<i>(en millions d'euros, après impôts)</i>	« AFR » 2016	« AFR » 2015	Variation
Capital social	514	514	-
Primes d'émission	21	20	1
Réserves de réconciliation	3.216	3.745	-529
Ressources financières disponibles	3.751	4.279	-528

La réserve de réconciliation correspond à la différence entre l'excédent total d'actifs par rapport aux passifs du bilan et le capital (i.e., le capital social et les primes d'émission) hors dettes subordonnées et net des dividendes et remontée de capital dont le versement est prévu en 2017.

/ Variation des fonds propres en 2016

Ressources Financières Disponibles

Le tableau ci-dessous représente l'évolution des ressources financières disponibles entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016.

<i>(en millions d'euros, après impôts et net de dividendes et remontée de capital prévisibles)</i>	Ressources financières disponibles
« AFR » 2015	4.279
Ajustements d'ouverture et modification du modèle	-46
Rendement total	470
Dividende prévu en 2017 lié au résultat 2016	-222
Dividende prévu en 2017 lié au résultat Non-Vie 2015	-173
Remontée de capital prévue en 2017 résultant de l'action Crest 20	-815
Autres	258
« AFR » 2016	3.751

Les ressources financières disponibles d'AXA Belgium ont diminué de 528 millions d'euros (12%) entre les périodes. Cette diminution est principalement due à :

- Des changements de modélisation et de périmètre (-46 millions d'euros) correspondant essentiellement à des raffinements de calculs ;
- Un rendement total élevé, de 470 millions d'euros, dû essentiellement à des éléments tant financiers (rendements importants sur actions et biens immobiliers ainsi que l'évolution des *spreads* sur les obligations, compensés partiellement par une chute des taux swaps et l'évolution de l'ajustement de volatilité), qu'opérationnels et au bon niveau de profitabilité des nouveaux risques souscrits ;
- Un dividende prévu en 2017 de 222 millions d'euros lié au résultat de l'exercice 2016 ;
- Un dividende prévu en 2017 de 173 millions d'euros lié au résultat Non-Vie de l'exercice 2015 (non encore distribué) ;
- Une remontée de capital prévue en 2017 de 815 millions d'euros, résultant de l'action de rachat en Crest 20 ; et
- Une combinaison d'autres effets (258 millions d'euros), dont une provision pour restructuration.

/ Analyse des fonds propres par niveau

Classement des fonds propres par niveau

Les fonds propres de base représentent le montant des ressources financières disponibles pour absorber les pertes en cas de chocs graves, avant considération de toute restriction d'éligibilité liée à la classification et après élimination de certains éléments du capital potentiellement non disponibles.

Les éléments constituant les ressources financières disponibles sont classés sur trois niveaux de qualité différente conformément aux articles 93 à 97 de la Directive.

Les limites d'éligibilité du capital s'appliquent aux éléments disponibles pour couvrir respectivement le capital de solvabilité requis (« SCR ») ou le capital requis minimum (« MCR »).

En ce qui concerne le capital de solvabilité requis (« SCR »), les limites quantitatives suivantes s'appliquent : (i) le montant éligible d'éléments de niveau 1 doit être au moins égal à 50% du « SCR » ; (ii) le montant éligible d'éléments de niveau 3 doit être inférieur à 15% du « SCR » ; et (iii) la somme des montants éligibles des niveaux 2 et 3 ne doit pas dépasser 50% du « SCR ».

En ce qui concerne le capital minimum requis (« MCR »), les limites quantitatives suivantes s'appliquent : (i) le montant éligible d'éléments de niveau 1 doit être au moins égal à 50% du « MCR » ; (ii) le montant éligible d'éléments des niveaux 2 et 3 ne doit pas dépasser 20% du « MCR ».

Les ressources financières disponibles (« AFR ») représentent le montant de fonds propres de base après application des limites de ce classement. La structure des fonds propres est présentée dans le tableau ci-dessous au 31 décembre 2016 :

<i>(en millions d'euros)</i>	Total	Niveau 1 non-restreint	Niveau 1 restreint	Niveau 2	Niveau 3
AFR (Ressources financières disponibles) au 31 décembre 2016	3.751	3.751	0	0	0
Dont auxiliaires	0	0	0	0	0
Dont sujets aux dispositions transitoires	0	0	0	0	0

Sous la réglementation Solvabilité II, les fonds propres sont répartis en deux catégories :

- les fonds propres de base composés de l'excédent de l'actif sur le passif et des dettes subordonnées ; et
- les fonds propres auxiliaires qui sont des éléments autres que les fonds propres de base et qui peuvent être appelés pour absorber des pertes.

Les fonds propres d'AXA Belgium sont composés uniquement de fonds propres de « Niveau 1 » non restreints. En outre, AXA Belgium ne possède pas de fonds propres sujets à des mesures transitoires.

Sur la base des méthodes de calcul mises en œuvre par AXA Belgium en conformité avec la réglementation en vigueur, les ressources financières disponibles couvrent intégralement le minimum de capital requis et le ratio entre les ressources financières disponibles et le capital de solvabilité requis s'élève à 165% au 31 décembre 2016 contre 203% au 31 décembre 2015.

Dettes subordonnées à durée déterminée ou indéterminée

Au 31 décembre 2016, AXA Belgium ne possède pas de dettes subordonnées.

/ Réconciliation entre les capitaux propres sous normes comptables belges et les ressources financières disponibles

Au 31 décembre 2016, la valeur des capitaux propres selon les normes comptables belges (« BEGAAP ») s'élevait à 2.134 millions d'euros. La réconciliation entre les capitaux propres « BEGAAP » et les ressources financières disponibles (« AFR ») sous la réglementation Solvabilité II est présentée dans le tableau ci-dessous :

<i>(En millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2016
Capitaux propres « BEGAAP »	2.134
Actifs mis à la juste valeur	8.588
Élimination des actifs incorporels	-160
Provisions techniques (nettes de réassurance) en « Best Estimate »	-4.702
Dettes subordonnées	0
Autres	-2.109
Ressources financières disponibles (AFR)	3.751

Les différences principales de valorisation entre les capitaux propres « BEGAAP » et les ressources financières disponibles au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

- les actifs sont tous évalués à leur valeur de marché sous la réglementation Solvabilité II (+8.588 millions d'euros) ;
- les commissions sur primes non acquises en Non-Vie et les actifs incorporels (par exemple, *software*, *goodwill*, etc.) ne sont pas valorisés sous la réglementation Solvabilité II, réduisant ainsi les fonds propres de 160 millions d'euros ;
- les provisions techniques (nettes de réassurance) sont valorisées à leur « *Best Estimate* » sous la réglementation Solvabilité II, ce qui conduit à une augmentation de la valeur des passifs de 4.702 millions d'euros ; et
- la catégorie "Autres" (-2.109 millions d'euros) représente principalement la différence de valorisation entre « BEGAAP » et Solvabilité II des engagements de pension (en particulier l'application de la norme IAS 19), des créances et des dettes non liées à l'activité d'assurance, ainsi qu'une prévision de dividende et remontée de capital.

E.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

Le Groupe AXA a reçu l'approbation formelle concernant sa demande d'utilisation de son modèle interne pour le calcul du capital économique en novembre 2015. Le modèle interne du Groupe AXA est conçu pour permettre aux entités du Groupe AXA de choisir les calibrations locales les plus adéquates pour refléter le profil de risques local et de capturer tous les risques significatifs auxquels elles sont exposées. Par conséquent, le modèle interne reflète les besoins en solvabilité de manière plus fiable que la formule standard et aligne les indicateurs de besoin en fonds propres avec la prise de décision.

/ Principes généraux

La Directive Solvabilité II prévoit deux niveaux de marge de solvabilité distincts :

(i) un Minimum de Capital Requis (*Minimum Capital Requirement* ou MCR), qui est le montant des fonds propres de base en deçà duquel les preneurs et les bénéficiaires seraient exposés à un niveau de risque inacceptable si l'entreprise d'assurance ou de réassurance était autorisée à poursuivre son activité ; et

(ii) un Capital de Solvabilité Requis (*Solvency Capital Requirement* ou SCR), correspondant à un niveau de fonds propres éligibles permettant aux entreprises d'assurance et de réassurance d'absorber des pertes significatives et qui donne l'assurance raisonnable aux preneurs et aux bénéficiaires que les paiements auront lieu lorsqu'ils arrivent à échéance.

Le législateur belge a exercé l'option de ne pas exiger la publication des capital *add-ons* (exigence de capital supplémentaire) pendant une période transitoire se terminant au plus tard le 31 décembre 2020.

/ Capital de Solvabilité requis (SCR)

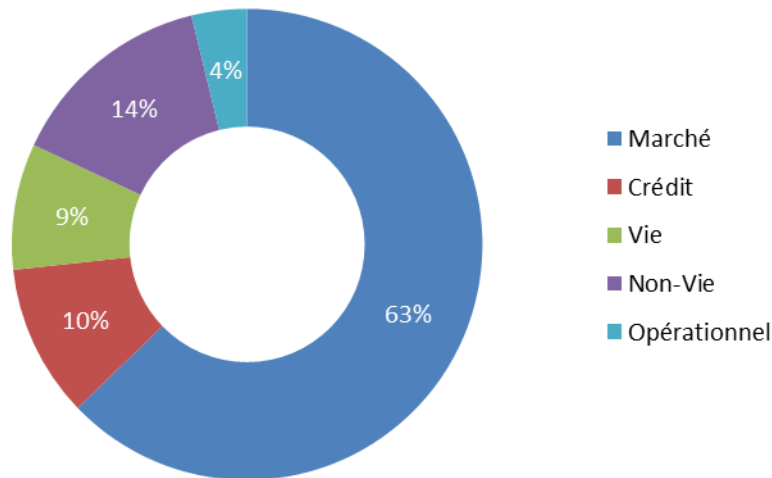
Comme mentionné, le Groupe AXA a reçu l'approbation d'utiliser son modèle interne pour le calcul de son Capital Réglementaire sous Solvabilité II (SCR) en novembre 2015.

Au 31 décembre 2016, AXA Belgium a un ratio de solvabilité de 165%.

Le Collège des Superviseurs, y compris la BNB, continue de revoir régulièrement les méthodologies sous-jacentes et les hypothèses du modèle. Cette revue peut aboutir à des ajustements du niveau du capital de solvabilité requis. L'EIOPA (*European Insurance and Occupational Pensions Authority*) fait une revue de la cohérence des modèles des assureurs européens ; cette revue peut aboutir à des changements réglementaires afin d'accroître la convergence et de renforcer la supervision des Groupes internationaux.

Au 31 décembre 2016, le capital de solvabilité requis s'élevait pour AXA Belgium à 2.274 millions d'euros (après impôts), et sa division par catégorie de risques est la suivante :

Capital requis par risque



Par rapport au 31 décembre 2015, le SCR a augmenté de 170 millions d'euros. Cette augmentation s'explique principalement par l'annulation du traité de réassurance vie (CRC) et le changement de composition dans le portefeuille sous-jacent à la calibration du *Volatility Adjustment* compensée par l'opération sur le Crest 20.

/ Minimum de capital requis (MCR)

Le capital minimum requis est le niveau sous lequel le montant des ressources financières disponibles ne doit pas tomber. Ce montant est calculé selon une simple formule, qui est soumise à un plancher et à un plafond basé sur le SCR de la Compagnie et qui est basé sur des données pouvant être auditées. Cette formule prend notamment en considération les montants de *Best Estimate Liabilities* nets de réassurance. Pour la Non-Vie, les primes émises de chaque segment d'activité sont également prises en compte ; pour la vie, il s'agit du capital à risque.

En ligne avec les méthodes de calcul implémentées par AXA Belgium en conformité avec les réglementations existantes, le capital minimum requis au 31 décembre 2016 s'élève à 1.023¹² millions d'euros.

¹² Le Minimum de Capital Requis est calculé ici sur base du SCR en modèle interne. Les résultats sur base de la formule standard seront communiqués à la BNB conformément à la circulaire NBB_2016_02.

E.3 Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

Néant.

E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

/ Informations générales

Le Groupe AXA a développé un modèle interne robuste depuis 2007. Le modèle interne est utilisé depuis 2009 dans le système de gestion des risques et dans les processus de prise de décision. Le principal objectif est de refléter plus adéquatement le profil de risques dans le capital requis de solvabilité. Le modèle interne permet notamment de :

- **Prendre en compte les spécificités locales** – le Groupe AXA est une compagnie internationale qui opère sur un grand nombre de marchés offrant un large panel de produits et visant diverses régions géographiques et différentes expositions aux risques. Il convient donc, dans la mesure du possible, de calibrer les *stresses* spécifiquement pour ces profils de risques et de prendre en compte les bénéfices de diversification des différents risques à travers ces marchés ;
- **Remédier aux manquements de la formule standard** – fort de son expertise, le Groupe AXA peut améliorer l'approche de la formule standard qui est par nature restreinte, afin d'obtenir des modèles plus appropriés pour son périmètre. Par exemple, le modèle interne pour les risques de marché ajoute certains risques qui ne sont pas couverts par la formule standard (risque de *spread* sur les obligations gouvernementales, risque de volatilité implicite des taux d'intérêt et des actions) ;
- **Permettre une meilleure évolution du modèle à travers le temps** - l'expérience s'accroît, les activités s'étendent à de nouveaux marchés et les innovations en termes de produits créent des risques différents. La flexibilité du modèle interne permet de refléter les spécificités de ces développements.

Le modèle interne est calibré pour représenter la valeur à risques (*'value-at-risk'*) de la distribution de perte (*'loss distribution'*) sur un horizon d'un an au 99.5^{ème} percentile.

- Le modèle interne forme une partie importante du système de gouvernance utilisé et développé en étroite collaboration avec les lignes d'activités opérationnelles et le département de gestion des risques, afin de répondre aux besoins de la Compagnie ;
- Le modèle interne est utilisé pour évaluer et gérer le capital économique ; il constitue également un outil de prise de décision dans différents processus d'activités : le planning stratégique, la souscription, les décisions d'investissement et la gestion de projets. De plus, comme il est intégré au système de gestion des risques, le modèle interne fournit l'information nécessaire pour le processus d'évaluation propre des risques et de la solvabilité (*'Own Risk & Solvency Assessment'* ou ORSA), formule les stratégies de risques, permet le suivi de l'appétence aux risques ou produit l'information pour le reporting des risques.

/ Principales différences entre la formule standard et le modèle interne

Notre modèle interne est un modèle centralisé basé sur les méthodologies du Groupe. Cela assure une cohérence dans la modélisation de risques similaires à travers le Groupe, tout en permettant des spécificités locales quand elles existent. Et ce, particulièrement pour la calibration des risques de souscription. Les calibrations locales sont présentées à et validées par le *Group Risk Management*. La validation du modèle interne comporte des aspects quantitatifs et qualitatifs, en particulier la *data quality policy*. La *data quality policy* d'AXA Belgium exige que les données utilisées dans le modèle interne sont complètes, correctes et appropriées.

L'architecture générale du modèle interne consiste en cinq modules principaux de risques : vie, marché, crédit, Non-Vie et opérationnel.

En général, pour les cinq catégories de risques, le modèle interne donne des modèles pour les sous-risques qui ne sont pas abordés de manière adéquate dans la formule standard, mais qui sont significatifs pour le Groupe AXA.

Risque de marché : le risque de volatilité implicite des taux d'intérêt et des actions, le risque de *spread* sur les obligations gouvernementales et le risque d'inflation sont explicitement modélisés dans le modèle interne. Le risque de concentration dans le portefeuille est inclus dans les calculs de défaut des titres *Corporates*. Étant donné le nombre élevé de sous-risques et de facteurs de risques utilisés dans le modèle interne, les risques des différentes classes d'actifs et les diversifications entre eux peuvent être capturés de manière plus précise que dans la formule standard. Par exemple, les chocs dépendent de l'économie, ce qui signifie que dans des marchés volatiles, des chocs plus importants sont pris en compte.

Risque de crédit : le modèle interne modélise séparément le risque de défaut des titres *Corporate*, alors que la formule standard l'inclut dans la calibration des *spreads*.

Risque vie : le risque des autres comportements des clients, n'est pas modélisé au niveau d'AXA Belgium, car non significatif.

Risque non-vie: le risque de résiliation en Non-Vie est pris en compte à travers la modélisation du portefeuille, y compris les résiliations et l'évolution des nouvelles affaires, et à travers la volatilité autour de la réserve pour prime non acquise.

Risque opérationnel : la formule standard pour le risque opérationnel est basée sur un pourcentage des primes brutes émises ou des provisions techniques et n'est pas sensible au risque. Le modèle interne pour les risques opérationnels suit une approche basée sur des scénarios et des projections. Il se base sur l'identification et l'évaluation des risques opérationnels les plus critiques complétés par des scénarios transversaux.

Techniques de modélisation

Dans la formule standard, de simples modèles sont utilisés pour la plupart des catégories de risques afin de calculer le SCR. Dans la plupart des cas, un scénario extrême est défini, qui représente le quantile 99.5^{ème} percentile. Dans le modèle interne, des scénarios extrêmes sont utilisés uniquement pour le calcul des chiffres de la vie. Pour les autres catégories de risques, des modèles sophistiqués sont appliqués. En particulier pour le marché, la Non-Vie et le risque opérationnel, des simulations Monte Carlo sont utilisées. Cela permet de calculer toute la distribution de perte.

Le cadre Solvabilité II exige la prévision de distribution d'une probabilité (*'Probability Distribution Forecast'* ou PDF) qui assigne des probabilités aux changements des montants de fonds propres. Les orientations suivantes ont été choisies pour l'évaluation du modèle :

- Les modules non-vie et marché, utilisant des approches basées sur des simulations, fournissent un PDF complet ;
- Pour le risque vie, les calculs basés sur le percentile 99.5^{ème} percentile sont enrichis par les dérivations de percentiles supplémentaires ; et
- La modélisation des risques de crédit s'appuie sur des techniques de simulation ou sur des approches de chocs, en fonction du sous-risque considéré. Pour les techniques de simulation, des PDF complets sont disponibles. Pour les approches basées sur les chocs, plusieurs percentiles sont calculés, de manière similaire au risque Vie.

Le processus d'agrégation est basé sur une agrégation elliptique des exigences du marché, de la Vie, du crédit, de la Non-Vie et de l'opérationnel. Cette approche modulaire permet la hiérarchisation des risques principaux ou des sous-risques et donne une bonne compréhension de ceux-ci et de leurs impacts.

AXA Belgium fait également des scénarios de stress inversés. Le but de tels tests est de montrer les combinaisons d'événements de marché, crédit, Vie, Non-Vie et opérationnels qui produirait le même

montant de SCR à une date donnée. Les chocs définis dans le scénario ont lieu au même moment. Cela permet d'évaluer plusieurs impacts liés au modèle interne :

- Un contrôle a posteriori de l'exactitude des coefficients de corrélation. En effet, de tels scénarios mettent en lumière de potentiels effets de non-linéarité ou de linéarité croisée; et
- De plus, des scénarios de stress inversés sont mis en place afin de prouver qu'il n'y a pas de double comptage dû à l'effet d'absorption relatif aux futurs bénéfiques discrétionnaires.

E.5 Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis

Néant.

E.6 Autres Informations

Néant.